

MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES

DIRECTION GÉNÉRALE DES INFRASTRUCTURES
DE TRANSPORTS

RÉPUBLIQUE
DE GUINÉE BISSAU



UNITÉ - LUTTE - PROGRÈS

ACTUALISATION DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DU PROJET DE CONSTRUCTION ET DE BITUMAGE DU TRONÇON DE ROUTE BOKE -QUEBO



VOLUME II: ANALYSE DE L'ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT, DES IMPACTS ET DES RISQUES POTENTIELS DU PROJET

Avril 2018



10 B.P. 13478 Ouagadougou 10 Burkina Faso
Tél. (226) 25 36 91 98 / 25 36 97 11
Fax. (226) 25 36 34 03
Cité 1200 logements, 64, rue 14.10, Villas n°206 & 205
E-mail : ageim@fasonet.bf / Web : www.ageim-ic.com

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	1
SIGLES ET ABRÉVIATIONS	4
LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES FIGURES	5
LISTE DES PHOTOS	6
I. INTRODUCTION	7
I.1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION	7
I.2 OBJECTIF DE L'ACTUALISATION DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL	7
I.3 PRINCIPAUX ACTEURS DU PROJET	8
I.4 PRÉSENTATION SOMMAIRE DE LA DGIT	8
I.5 APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ÉTUDE	8
I.5.1 Élaboration et validation des Termes de Référence	8
I.5.2 Rencontre d'échanges avec les Représentants de la DGIT	8
I.5.3 Rencontre d'échanges avec le Directeur de l'AAAC	8
I.5.4 Visite de reconnaissance du site du projet	9
I.5.5 Information et consultation des Autorités du Secteur Administratif de Québo	9
I.5.6 Informations et consultations publiques	9
I.5.7 Revue documentaire	9
I.5.8 Collecte de données sur le terrain	10
I.5.9 Analyse des données collectées et rédaction des rapports	10
I.6 ORGANISATION DU RAPPORT	10
I.7 PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES	11
II. DESCRIPTION DU PROJET ET DE SES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX	12
II.1 PRÉSENTATION SOMMAIRE DU PROJET	12
II.1.1 Présentation tronçon de route Boké-Québo (23 km)	12
II.1.2 Description et composantes du projet	15
II.1.3 Principales étapes et consistance des travaux	16
II.2 ALTERNATIVES DU PROJET	19
II.2.1 Alternative "sans projet"	19
II.2.2 Alternative "avec projet"	19
III. ZONE D'ÉTUDE	21
III.1 LOCALISATION ADMINISTRATIVE DU PROJET	21
III.2 ZONE D'INFLUENCE DU PROJET	23
III.3 PRINCIPAUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DU PROJET	23
IV. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL	25
IV.1 POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DE LA GUINÉE BISSAU	25
IV.1.1 Cadre de partenariat entre la Guinée-Bissau et les nations unies 2016 - 2020	25
IV.1.2 Lettre de Politique de Développement Agricole	26
IV.1.3 Plan D'actions Objectifs Du Millénaire Pour Le Développement – Sommet Mondial Pour Le Développement Durable Pour L'approvisionnement En Eau Potable Et L'assainissement	26
IV.1.4 Nouveau Partenariat Pour Le Développement De L'Afrique	26
IV.1.5 Stratégie Régionale Des Aires Marines Protégées	27
IV.1.6 Programme d'Action National de Lutte Contre la Désertification en Guinée-Bissau	27
IV.1.7 Stratégie et Plan d'Action pour la Biodiversité	27
IV.1.8 Plan Directeur Forestier	28
IV.1.9 Plan National de Gestion Environnementale	28
IV.1.10 Programme d'Action National d'Adaptation aux Effets Négatifs des Changements Climatiques	28
IV.1.11 Plan Directeur de l'Eau	28
IV.1.12 Plan Directeur de la Planification Côtière	29
IV.1.13 Politique Commune pour l'Amélioration de l'Environnement	29
IV.2 CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA GUINÉE BISSAU	29
IV.2.1 Constitution du 16 mai 1984	29

IV.2.2	Loi n° 5/98 sur le foncier	30
IV.2.3	Décrets de création des aires protégées.....	31
IV.2.4	Loi-cadre sur les aires protégées	31
IV.2.5	Décret-Loi N°5-A/2011 du 1 ^{er} mars 2011 approuvant la Loi cadre sur les zones protégées.....	31
IV.2.6	Décret-loi n°5/2011 du 22 février 2011 approuvant la loi forestière	32
IV.2.7	Décret n°14/2011 du 22 février 2011 portant création du parc national de Cantanhez	32
IV.2.8	Loi sur l'évaluation environnementale et sociale	32
IV.2.9	Loi organique sur l'environnement.....	33
IV.2.10	Loi N°1/2011 du 2 mars 2011 portant Loi fondamentale sur l'environnement.....	33
IV.2.11	Loi N°10/2010 du 24 septembre 2010 portant l'évaluation environnementale	33
IV.2.12	Décret N°5/2017 du 28 juin 2017 portant règlement sur la participation publique dans le processus d'évaluation environnementale.....	33
IV.2.13	Décret N°6/2017 du 28 juin 2017 portant réglementation du Fonds pour l'environnement	34
IV.2.14	Décret N°7/2017 du 28 juin 2017 portant réglementation de l'Étude d'Impact Environnemental.....	34
IV.2.15	Décret N°8/2017 du 28 juin 2017 portant Approbation du règlement sur les licences environnementales. ...	34
IV.2.16	Décret N°9/2017 du 28 juin 2017 portant Approbation du règlement sur l'audit environnemental	34
IV.2.17	Décret N°10/2017 du 28 juin 2017 portant Approbation de la réglementation de l'inspection environnementale	35
IV.2.18	Décret N°11, 12, 13, 14 et 15 du 28 juin 2017 portant Classifications de corridors écologiques.....	35
IV.2.19	Règlement sur la chasse.....	35
IV.2.20	Loi forestière.....	36
IV.2.21	Règlement sur les taxes forestières.....	36
IV.2.22	Code de l'eau.....	36
IV.3	CONVENTIONS INTERNATIONALES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT	36
IV.4	CADRE INSTITUTIONNEL	37
IV.4.1	Ministère des Travaux Publics, de l'Habitat et de l'Urbanisme.....	37
IV.4.2	Ministère en charge des Ressources Naturelles	37
IV.4.3	Ministère en charge de l'Agriculture et de l'Élevage	37
IV.4.4	Ministère en charge de la Santé.....	37
IV.4.5	Secrétaire d'État à l'Environnement.....	37
IV.4.6	Direction Générale de l'environnement	37
IV.4.7	Autorité d'Évaluation Environnementale Compétente	38
IV.4.8	Points Focaux Environnement et Social au sein des ministères et au niveau régional	38
IV.4.9	Institut de Biodiversité et des Aires Protégées	38
IV.4.10	Direction Générale de la Forêt et de la Faune	38
IV.5	SYSTÈME DE SAUVEGARDE INTÉGRÉ DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT	39
IV.5.1	SO 1 : Évaluation Environnementale et Sociale	39
IV.5.2	SO 2 : Réinstallation forcée : acquisition de terres, déplacement et indemnisation des populations	39
IV.5.3	SO 3 : Biodiversité et services écosystémiques	40
IV.5.4	SO 4 : Prévention et contrôle de la pollution, gaz à effet de serre, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources	40
IV.5.5	SO 5 : Conditions de travail, santé et sécurité	40
V.	ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT DES ZONES DU PROJET	41
V.1	MILIEU BIOPHYSIQUE	41
V.1.1	Contexte climatique	41
V.1.2	Qualité de l'air	41
V.1.3	Ambiance sonore	42
V.1.4	Géologie.....	42
V.1.5	Géomorphologie.....	43
V.1.6	Sols	43
V.1.7	Hydrologie	43
V.1.8	Hydrogéologie.....	43
V.1.9	Zones humides	44
V.1.10	Végétation	44
V.1.11	Faune	45

V.1.12	Paysage.....	46
V.2	MILIEU HUMAIN.....	47
V.2.1	Démographie.....	47
V.2.2	Mouvements migratoires.....	48
V.2.3	Organisations politiques.....	48
V.2.4	Éducation.....	49
V.2.5	Santé.....	51
V.2.6	Patrimoine culturel.....	52
V.3	MILIEU ÉCONOMIQUE.....	52
V.3.1	Agriculture.....	52
V.3.2	Élevage.....	55
V.3.3	Pêche.....	56
V.3.4	Chasse.....	56
V.3.5	Exploitations forestières.....	56
V.3.6	Industrie.....	57
V.3.7	Mines.....	57
V.3.8	Commerce.....	57
V.3.9	Services bancaires et financiers.....	57
V.3.10	Tourisme, artisanat et hôtellerie.....	57
V.3.11	Transport.....	58
V.3.12	Télécommunication et organes de presse.....	59
V.3.13	Conditions de vie des ménages.....	59
V.3.14	Conditions de vie des femmes dans la société.....	62
V.3.15	Dégradation de l'environnement.....	62
V.3.16	Changements climatiques.....	63
V.4	INFORMATIONS ET CONSULTATIONS PUBLIQUES.....	63
VI.	ÉVALUATION DES IMPACTS POTENTIELS DU PROJET.....	66
VI.1	MÉTHODE D'IDENTIFICATION ET D'ÉVALUATION DES IMPACTS.....	66
VI.1.1	Activités source d'impacts.....	66
VI.1.2	Critères de détermination des impacts.....	67
VI.1.3	Grille d'évaluation de l'importance des impacts.....	67
VI.1.4	Composantes environnementales et sociales affectées par le projet.....	68
VI.1.5	Matrice d'identification des impacts.....	68
VI.2	IDENTIFICATION ET ÉVALUATION DES IMPACTS POTENTIELS DU PROJET.....	70
VI.3	ANALYSE DES IMPACTS POTENTIELS DU PROJET.....	75
VI.3.1	Au niveau du milieu biophysique.....	75
VI.3.2	Au niveau du milieu humain.....	78
VI.4	ANALYSE DES RISQUES POTENTIELS DU PROJET.....	84
VI.4.1	Changements climatiques.....	85
VI.4.2	Risque de pollution des sols.....	85
VI.4.3	Risque pour la faune et microfaune.....	85
VI.4.4	Risque de destruction anarchique de végétation.....	85
VI.4.5	Risque de pollution des eaux de surface.....	85
VI.4.6	Risque d'incendie lié au stockage et à l'utilisation du carburant dans la base.....	86
VI.4.7	Risque d'accidents de circulation.....	86
VI.4.8	Risque d'accidents de travail sur le chantier.....	86
VI.4.9	Risque de conflit dû à la libération des emprises du projet.....	86
VI.4.10	Risque sanitaire et hygiénique.....	86
VII.	CONCLUSION.....	88
VIII.	RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	89
IX.	ANNEXES.....	91

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AAAC	: Autorité d'Évaluation Environnementale Compétente
AGEIM-IC	: Agence d'Études, d'Ingénierie et de Maîtrise d'Œuvre-Ingénieurs Conseils
AMP	: Aires Marines Protégées
BAD	: Banque Africaine de Développement
CEDEAO	: Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
DENARP	: Document de Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
DGE	: Direction Générale de l'Environnement
DGFF	: Direction Générale de la Forêt et de la Faune
DGIT	: Direction General d'infrastructures de transport
ÉIES	: Étude d'Impact Environnemental et Social
EFTP	: Enseignement technique et formation professionnelle
FCFA	: Franc de Communauté Financière Africaine
IBAP	: Institue de la Biodiversité et des Aires marines Protégées
IDH	: Indicateur de Développement Humain
ILAP	: Enquête Légère pour l'Évaluation de la Pauvreté
IST	: Infection Sexuellement Transmissible
NEPAD	: Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
PAN/LCD	: Programme d'Action National de Lutte contre la Désertification
PAP	: Personnes Affectées par le Projet
PGES	: Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PIB	: Produit Intérieur Brut
PIDA	: Programme de Développement des Infrastructures en Afrique
PNGE	: Plan National de Gestion Environnementale
PSR	: Plan Succinct de Réinstallation
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SSI	: Système de Sauvegarde Intégré
TDR	: Termes de Références
UEMOA	: Union Économique et Monétaire de l'Afrique Occidentale
VIH/SIDA	: Virus Immunodéficience Humaine/Syndrome d'Immunodéficience Acquis

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 :	Localisation administrative du tronçon de route du projet	21
Tableau n° 2 :	Répartition de la population selon le sexe	47
Tableau n° 3 :	Répartition de la religion selon l'ethnie (en %)	48
Tableau n° 4 :	Grille d'évaluation de l'importance des impacts	67
Tableau n° 5 :	Matrice des interactions des sources potentielles d'impacts (éléments du projet) et des récepteurs d'impacts (composantes du milieu)	69
Tableau n° 6 :	Identification et évaluation des impacts potentiels du projet.....	71
Tableau n° 7 :	Répartition des biens affectées dans l'emprise du tronçon de la route par nature et par localité traversée	79
Tableau n° 8 :	Répartition de la superficie des bâtis affectés par localité traversée par le projet.....	80

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Plan de localisation du tronçon de la route Boké-Québo (23 km)	22
---	----

LISTE DES PHOTOS

Photos 1: Aperçu de bornes permettant d'identifier l'emprise du tronçon de route à la traversée des localités Ga-Duru (A) et de Ga-Dembele (B).....	9
Photos 2: Photos de la fiche de recensement (A) et d'une PAP avec son infrastructure (B)	10
Photo 3: Début du tronçon de route à Mampata (A) et fin du tronçon au niveau d'un panneau à Ga-Duru (B). ..	12
Photo 4: Tronçon de route envahi par la végétation (A) et aperçu de quelques dégradations (B).	12
Photo 5: Vue partielle de la localité de Ga-Dembele (A) et de la localité de Mampata (B).....	13
Photo 6: Vues partielles de l'École Primaire de Dakar Sinho (A) et du centre de santé communautaire de Ga-Duru longés par la route.	13
Photo 7: Vue partielle d'une plantation d'anacardes (A) et d'une de manguiers (B) longés par la route	14
Photo 8: Vue partielle d'un passage d'eau avec aménagement sommaire à Ga-Duru (A) et d'un passage d'eau au niveau du Parc National de Cantanhez (B)	14
Photo 9: Aperçu d'un virage avec perte de visibilité (A) et d'un rétrécissement de la chaussée (B)	15
Photo 10: Vues partielles de végétation plus ou moins dense longée par le tronçon de route (A) et d'un panneau signalant le Parc National de Cantanhez (B).....	15
Photo 11: Aperçu de poussières (A) et (B) soulevées par des véhicules circulant sur le tronçon de route.....	41
Photo 12: Aperçu de formation d'altérite aux environs du tronçon de route du projet à la traversée de la localité de Balana.	42
Photo 13: Vue partielle de la végétation naturelle (A) et d'une plantation d'anacardes (B) longée par la route ...	44
Photo 14: Aperçu de panneaux annonçant le Parc National de Cantanhez (A) et un corridor de passage de grandes faunes (B).	45
Photo 15: Vue partielle d'habitations avec des toitures en tôles (A) et chaume (B) longées par la route.....	46
Photo 16: Aperçu de véhicules de transport (A) et (B) empruntant le tronçon de route du projet	58
Photo 17: Aperçu de dépôts de poussières sur la végétation riveraines (A) et (B) du tronçon de route du projet	59
Photo 18: Vue partielle des participants aux informations et consultations publiques de Balana (A) et de Ga-Dembele (B)	63

I. INTRODUCTION

I.1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1. En faisant référence à l'aide mémoire de la Mission d'évaluation du projet de construction de la route Boké–Quebo de la Banque Africaine de Développement (BAD), effectuée du 06 au 14 mars 2018, il ressort que ce tronçon de route du projet fait partie du corridor routier Transafricain N°7 Dakar-Lagos identifié comme l'épine dorsale de développement économique et social de la Sous-Région. En effet, le corridor Dakar - Abidjan - Lagos est considéré comme la première priorité du Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA) de l'Union Africaine (UA) et du Programme Régional de Facilitation des Transports de la CEDEAO.

2. De l'aide mémoire, il ressort que le tronçon Conakry - Bissau du corridor est aussi un maillon essentiel du programme de développement des infrastructures du PIDA. La route Boké–Quebo fait partie de ce programme régional des transports de la CEDEAO et est inscrit sous la dénomination CW/TR-38/99. Il est noté que l'aménagement de la section Boké–Quebo dans le cadre du présent projet, permettra de compléter le chaînon manquant du tronçon Conakry-Bissau du corridor Dakar-Lagos. Ainsi, les Gouvernements des Républiques de Guinée et de Guinée Bissau ont soumis à la Banque, en octobre 2011, la requête conjointe pour le financement du projet de construction de la route Boké–Quebo.

3. Le but du projet est de contribuer au renforcement de l'intégration et du commerce sous régionaux tout en renforçant le désenclavement extérieur de la Guinée Conakry et de la Guinée Bissau. En outre, le projet permettra d'améliorer le niveau de service de la route, facilitera la circulation des usagers, l'évacuation des productions agro-sylvo-pastorales, les évacuations sanitaires, le développement des activités socio-économiques, la réduction de la pauvreté, l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations de la zone d'influence, etc.

4. Le projet d'aménagement la portion de la Route Boké–Quebo (23 km), localisée en Guinée Bissau s'inscrit dans ce cadre.

I.2 OBJECTIF DE L'ACTUALISATION DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

5. Le projet ne pouvant se réaliser sans impacts sur l'environnement et le milieu social, il a fait l'objet d'EIES réalisées en 2003 par Louis Berger pour le tronçon de route Boké–Quebo et par le Groupement GETECS/BETRAP-SARL en 2016 pour le tronçon de route Mampata-Cassiné.

6. Pour être conforme aux exigences du Système de Sauvegarde Intégré (SSI) de la BAD et aux dispositions réglementaires de la Guinée Bissau en matière de protection de l'environnement, le Maître d'Ouvrage (Ministère des Travaux Publics, de l'Habitat et de l'Urbanisme) à travers la Direction Générale d'infrastructures de transport (DGIT) a décidé d'actualiser l'EIES et d'élaborer un Plan Abrégé de Réinstallation des Personnes Affectées par le Projet (PAR/PAP). En outre, il s'agit d'examiner les effets négatifs et positifs que

pourrait avoir celui-ci et de proposer les mesures nécessaires pour prévenir, minimiser, atténuer ou compenser les effets négatifs et bonifier les impacts positifs.

I.3 PRINCIPAUX ACTEURS DU PROJET

7. Les principaux acteurs intervenant dans l'actualisation de l'EIES du projet sont :

- Maître d'Ouvrage : État de Guinée Bissau représenté par le Ministère des Travaux Publics, de l'Habitat et de l'Urbanisme,
- Maître d'Ouvrage Délégué : DGIT,
- Financement des travaux : BAD,
- Consultant pour l'actualisation de l'étude : AGEIM-IC

I.4 PRÉSENTATION SOMMAIRE DE LA DGIT

8. La DGIT a pour mission essentielle le contrôle des études et travaux de réalisation des infrastructures routières et d'assainissement ainsi que le suivi et l'entretien des ouvrages réalisés.

9. Elle dispose d'une cellule environnementale et sociale qui travaille en étroite collaboration avec l'Autorité d'Évaluation Environnementale Compétente (AAAC) lors des études et travaux de réalisation.

I.5 APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ÉTUDE

I.5.1 ÉLABORATION ET VALIDATION DES TERMES DE RÉFÉRENCE

10. Pour se conformer aux dispositions réglementaires relatives à la prise en compte des préoccupations environnementales et sociales dans le cadre du projet, le Consultant a élaboré un projet de Termes de Référence (TDR) qui a été transmis à la DGIT pour validation.

11. Ce projet de TDR a été ensuite transmis à l'AAAC pour validation par le Comité Technique et Scientifique Ad Hoc (Voir annexe 1 pour les TDR).

I.5.2 RENCONTRE D'ÉCHANGES AVEC LES REPRÉSENTANTS DE LA DGIT

12. La rencontre avec les Représentants a permis non seulement, de mieux situer les attentes du Maître d'Ouvrage délégué, mais également de mieux orienter le Consultant dans la réalisation de sa tâche.

I.5.3 RENCONTRE D'ÉCHANGES AVEC LE DIRECTEUR DE L'AAAC

13. La rencontre avec le Directeur de l'AAAC a aussi permis de mieux situer les attentes de sa structure. Par ailleurs, il a suggéré qu'un certain nombre de préoccupations, à savoir la préservation de la diversité biologique et un plan d'occupation des sols de la zone de la forêt classée de Cantanhez soient pris en compte dans le projet de TDR.

I.5.4 VISITE DE RECONNAISSANCE DU SITE DU PROJET

14. La visite de terrain visait d'une part, à faire la reconnaissance de l'emprise du projet et du milieu récepteur pour apprécier ses enjeux environnementaux et socio-économiques, et d'autre part, à affiner la méthodologie de travail de l'équipe d'environnementalistes.

15. Au cours de la visite, les emprises du projet ont pu être identifiées. En effet, avec l'aide des populations locales et de personnes ressources consultées (voir liste des personnes ressources consultées en annexe 2), quelques bornes topographiques ont été identifiées.

16. Les photos ci-après montrent deux bornes permettant d'identifier l'emprise du tronçon de la route du projet à la traversée des localités de Ga-Duru et de Ga-Dembele.



Photos 1: Aperçu de bornes permettant d'identifier l'emprise du tronçon de route à la traversée des localités Ga-Duru (A) et de Ga-Dembele (B)

I.5.5 INFORMATION ET CONSULTATION DES AUTORITÉS DU SECTEUR ADMINISTRATIF DE QUÉBO

17. Les Autorités du Secteur Administratif de Québo, directement concernées par le projet ont été informées et consultées dans le cadre de l'actualisation de l'EIES.

18. Il ressort des échanges, l'adhésion et la volonté des Autorités du Secteur Administratif de Québo d'accompagner le projet pour le bien-être de leurs populations locales.

I.5.6 INFORMATIONS ET CONSULTATIONS PUBLIQUES

19. Les populations des localités de Gã-Duru, Gã-Dembele, Balana, où on retrouve le plus d'infrastructures affectées par le projet ont été informées et consultées dans le cadre de la présente étude (voir les Procès-Verbaux des séances d'informations et de consultations publiques en annexe 3).

I.5.7 REVUE DOCUMENTAIRE

20. Les documents collectés se rapportant au projet, à l'environnement et aux aspects socio-économiques ont été analysés afin de faire la description :

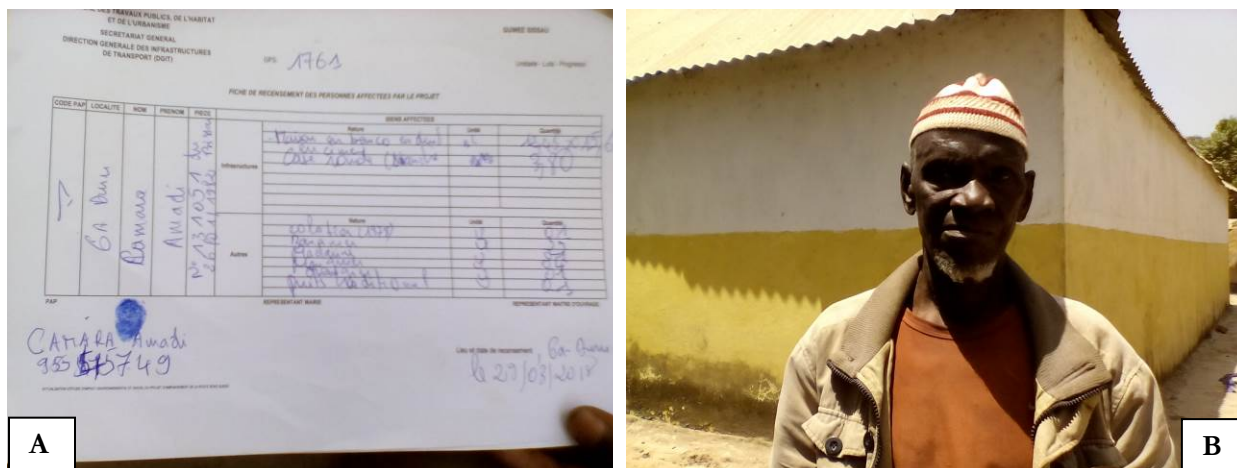
- du milieu biophysique ;
- de la situation socio-économique de la zone d'insertion du projet.

I.5.8 COLLECTE DE DONNÉES SUR LE TERRAIN

21. Sur le terrain, les observations ont permis de compléter et/ou de corriger les informations issues des documents consultés. En outre, l'Expert environnementaliste a complété ses investigations de terrain par la collecte des données biophysiques et socio-économiques. Les impacts et les risques potentiels du projet sur l'environnement et le milieu socio-économique ont été identifiés.

22. Par ailleurs, l'équipe de l'environnementaliste a procédé à l'identification et au recensement des PAP et de leurs biens affectés dans l'emprise du projet. Elle a été appuyée dans sa tâche par des représentants de l'administration.

23. Les biens affectés ont été recensés par nature. Infrastructures et arbres ont été recensés. L'identité de chaque PAP a été prise. En outre, la photo de chaque PAP et les points GPS de leurs biens affectés par le projet ont été pris.



Photos 2: Photos de la fiche de recensement (A) et d'une PAP avec son infrastructure (B)

24. Les biens des PAP absentes ont été identifiés et recensés avec l'aide des populations locales.

I.5.9 ANALYSE DES DONNÉES COLLECTÉES ET RÉDACTION DES RAPPORTS

25. L'analyse des données recueillies a permis d/de :

- identifier les enjeux environnementaux et sociaux du projet ;
- présenter l'état actuel de l'environnement de la zone du projet ;
- identifier et analyser les impacts et les risques potentiels du projet ;
- proposer des mesures pour prévenir, minimiser, atténuer ou compenser les effets négatifs et bonifier les impacts positifs ;
- élaborer un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) du projet ;
- évaluer les coûts des mesures environnementales et sociales proposées ;
- rédiger des différents rapports.

I.6 ORGANISATION DU RAPPORT

26. Le rapport d'actualisation de l'ÉIES est structuré en quatre (04) volumes :

- Volume I : Résumé Non Technique ;

- Volume II : Analyse de l'état Actuel de l'Environnement et des Impacts Potentiels du Projet ;
- Volume III : Plan de Gestion Environnementale et Sociale ;
- Volume IV : Plan Succinct de Réinstallation des Personnes Affectées par le Projet.

I.7 PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

27. Le Consultant voudrait noter un certain nombre de difficultés rencontrées dans l'actualisation de l'EIES. Elles sont relatives entre autres au manque de données socio-économiques quantitatives spécifiques aux localités traversées par le projet. En effet, les données utilisées dans l'analyse de l'état actuel de l'environnement de la zone du projet sont d'ordre général.

28. Par ailleurs, il n'existe pas de données quantitatives fiables sur le recensement des PAP dans les études précédentes. En effet, le recensement disponible de 21 PAP ne permet pas de connaître la nature et les quantités des biens affectés dans l'emprise du projet. Ainsi, l'environnementaliste se trouvait dans l'obligation de reprendre l'identification et le recensement des PAP pour un délai de reprise de rapports assez court.

29. En effet, le temps imparti à l'actualisation de l'EIES était assez court vu surtout le nombre réel de PAP qui est plus élevé (170 PAP) que celui du document de recensement transmis à l'environnementaliste (21 PAP au total).

30. Cependant, ces difficultés rencontrées ne remettent nullement en cause les conclusions générales de la présente EIES actualisée.

II. DESCRIPTION DU PROJET ET DE SES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

II.1 PRÉSENTATION SOMMAIRE DU PROJET

II.1.1 PRÉSENTATION TRONÇON DE ROUTE BOKÉ-QUÉBO (23 KM)

31. Ce tronçon de route actuellement en terre débute dans la localité de Mampata à l'intersection de la voie bitumée reliant Québo-Buba et prend fin dans la localité de Ga-Dura à la frontière avec la Guinée Conakry. Sa largeur varie entre 3 et 10 mètres. Les photos ci-après montrent le début et la fin du tronçon.



Photo 3: Début du tronçon de route à Mampata (A) et fin du tronçon au niveau d'un panneau à Ga-Duru (B).

32. Le tronçon de route est envahi à certains endroits par la végétation. À d'autres endroits, on constate de fortes dégradations dues à l'érosion et des points de stagnations d'eau, rendant la circulation très difficile. Les photos ci-après montrent l'envahissement du tronçon par la végétation et des dégradations.



Photo 4: Tronçon de route envahi par la végétation (A) et aperçu de quelques dégradations (B).

33. Le tronçon de route du projet traverse neuf (09) localités : Mampata, Tchaimara, Boela 1, Boela 2, Dagala, Tchangue Yaia, Balana, Ga-Dembele et Ga-Duru. Les photos ci-après montrent la traversée des localités de Ga-Dembele et de Mampata.



Photo 5: Vue partielle de la localité de Ga-Dembele (A) et de la localité de Mampata (B).

34. Dans le cadre de l'aménagement de ce tronçon de route, certains habitats se trouvant dans l'emprise du projet devront être déplacés. Ce déplacement est pris en compte dans le Plan Succinct de Réinstallation des Personnes Affectées par le Projet (PSR des PAP).

35. Ce tronçon de route longe aussi un certain nombre d'infrastructures sociocommunautaires fonctionnels ou non fonctionnels : Terrain de foot à Mampata, puits à Tchaimara et Dakar Sinho, école à Dakar Sinho, mosquées à Dakar Sinho, Ga-Duru, Tchaimara, Ga-Dembele et Balana, Centre de santé communautaire non fonctionnel à Balana, Centre de santé communautaire très peu fonctionnel à Ga-Dembele. Les photos ci-après présentent quelques unes de ces infrastructures communautaires.



Photo 6: Vues partielles de l'École Primaire de Dakar Sinho (A) et du centre de santé communautaire de Ga-Duru longés par la route.

36. À certains endroits, la route du projet longe des exploitations agricoles composées essentiellement de champs d'anacardes. Par endroit, elle longe ou traverse des plantations de palmiers, d'orangers, bananiers, etc. Les photos ci-après montrent des plantations d'anacardes et de manguiers longées par le tronçon de route du projet.



Photo 7: Vue partielle d'une plantation d'anacardes (A) et d'une de manguiers (B) longés par la route

37. La route actuelle est traversée par quelques passages d'eaux où sont parfois aménagés des ouvrages d'art ou rudimentaires par les populations locales. Les photos ci-après montrent un passage d'eau avec un aménagement sommaire réalisé par la population locale de Ga-Duru pour les traversées en saison pluvieuse et d'un passage d'eau au niveau du Parc National de Cantanhez.



Photo 8: Vue partielle d'un passage d'eau avec aménagement sommaire à Ga-Duru (A) et d'un passage d'eau au niveau du Parc National de Cantanhez (B)

38. Le tronçon de route présente à certains endroits des caractères accidentogènes dus parfois aux manques de panneaux de signalisations (des virages et des ouvrages), à de brusques rétrécissements de la chaussée (variation brusque de la largeur rouable), à la végétation dense qui réduit la visibilité, à des dégradations dues à l'érosion et des points de stagnations d'eau.

39. Les photos ci-après montrent un virage avec perte de visibilité et un rétrécissement de la chaussée.



Photo 9: Aperçu d'un virage avec perte de visibilité (A) et d'un rétrécissement de la chaussée (B)

40. Le tronçon de route actuel longe par endroit une végétation plus ou moins dense. Il longe aussi le Parc National de Cantanhez abritant une diversité biologique végétale et faunique et l'aire protégée transfrontalière Guinée/Guinée Bissau des Rios Gorubal Kongon Nunez. Les photos ci-après montrent des vues partielles de la végétation longée par le tronçon de route du projet et un panneau signalant le Parc National de Cantanhez.



Photo 10: Vues partielles de végétation plus ou moins dense longée par le tronçon de route (A) et d'un panneau signalant le Parc National de Cantanhez (B).

41. Les travaux d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km) vont nécessiter le déboisement de l'emprise. Cet aspect est pris en compte dans le PGES de l'actualisation de la présente étude environnementale et sociale.

II.1.2 DESCRIPTION ET COMPOSANTES DU PROJET

42. En faisant référence à l'aide mémoire de la Mission d'évaluation du projet de construction de la route Boké-Québo de la BAD, effectuée du 06 au 14 mars 2018, le projet consistera en la construction et le bitumage de la route suivant les standards d'aménagement des routes Inter-États de la CEDEAO.

43. Selon toujours l'aide mémoire, les calculs ont été menés pour une classe de trafic T3 et une vitesse de référence de 80km/h. Ainsi, il s'agira entre autres de procéder:

- à l'élargissement de la plateforme pour y insérer une chaussée de 7 m de large bordée de 2 accotements de 1,5 m ;
- à la mise en œuvre d'une couche de 20 cm de fondation en graveleux latéritique, d'une couche de base de 18 cm en grave concassée et d'un revêtement de Sem en béton bitumineux (BB) ;
- à la réalisation d'aménagements et mesures connexes constitués d'infrastructures socio-économiques et marchandes, de pistes, de voiries et d'embellissement dans la ville de Québo, de forages et d'appui aux Associations de femmes et des jeunes, notamment pour la valorisation de la noix d'acajou, le maraîchage, la mise en place d'une unité de suivi et de protection de la biodiversité dans la préfecture de Québo, la sensibilisation au Virus Immunodéficience Humaine/Syndrome d'Immunodéficience Acquis (VIH/SIDA), à l'excision, aux mariages précoces, à la protection de l'environnement et à la sécurité routière, la prévention contre Ebola.

II.1.3 PRINCIPALES ÉTAPES ET CONSISTANCE DES TRAVAUX

II.1.3.1 Phase préparatoire

- 44.** La principale activité de cette phase est l'installation du chantier. Elle prend en compte :
- la préparation de l'aire des installations, y compris les terrassements, l'aménagement des surfaces au sol pour le stockage des matériaux, le stationnement des engins et des véhicules, l'aménagement des voies d'accès à la base et leur entretien ;
 - l'aménagement des installations et matériels pour le démarrage du chantier ;
 - etc....

II.1.3.2 Phase d'exécution des travaux

45. Cette phase concerne la réalisation des travaux d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km). Il s'agit notamment des travaux de déblais, de remblais, de terrassements, de construction des chaussées (réglage, régalinge, préparation et mise en place de bitume, etc.).

II.1.3.2.1 Libération de l'emprise du projet

- 46.** Il prend en compte :
- la démolition et l'évacuation d'infrastructures diverses,
 - le débroussaillage de l'emprise nécessaire pour les travaux,
 - le décapage de la terre végétale,
 - le dégagement des ordures et des débris de toute nature.

II.1.3.2.2 Réalisation des terrassements généraux

- 47.** Elle concerne les activités suivantes :
- l'implantation du tronçon de route du projet conformément aux indications données sur les plans ;
 - le décapage de la terre végétale sous l'assiette des terrassements ;
 - le réglage de l'arase des terrassements suivant les pentes ;
 - le drainage de la plate-forme.

II.1.3.2.3 Construction des chaussées

48. Le corps de la chaussée d'épaisseur et de largeur conformes aux plans du marché sera constitué :

- d'une couche de fondation ;
- d'une couche de base ;
- d'une imprégnation ;
- d'une couche d'accrochage à l'émulsion de bitume ;
- d'un revêtement.

II.1.3.2.4 Construction des ouvrages d'assainissement, de drainage et de franchissement

49. La construction de divers ouvrages nécessitera les tâches suivantes :

- l'exécution de la tranchée, le remblai et le compactage, l'évacuation des terres excédentaires ;
- la fabrication, le transport, la fourniture et la mise en place du coffrage et du ferrailage ou de préfabriqués ;
- la fabrication, le transport, la fourniture et la mise en œuvre du béton pour l'exécution des ouvrages ;
- les enduits intérieurs, les joints de dilatation si nécessaires, le réglage de la pente conformément aux plans du marché.

II.1.3.2.5 Travaux de signalisation

a) Signalisation horizontale

50. Elle prend en compte le traçage et le marquage :

- de bandes de rives continues ou discontinues de couleur blanche matérialisant les limites des chaussées ;
- de bandes continues de couleur blanche aux intersections comportant une obligation d'arrêt ;
- de bandes continues ou discontinues de couleur blanche de délimitation des voies.

b) Signalisation verticale

51. Les travaux comprennent la fourniture, le montage et la mise en place de panneaux conformes aux normes et règlements en vigueur en République de Guinée Bissau.

II.1.3.3 Phase exploitation

52. La phase d'exploitation est la mise en circulation du tronçon de la route aménagé. Outre la circulation des véhicules et des piétons, il sera réalisé en phase d'exploitation, des travaux d'entretien périodique et d'inspection pour déceler et corriger les éventuels défauts.

II.1.3.4 Moyens humains, matériels et délai de réalisation des travaux

II.1.3.4.1 Moyens humains

53. Une équipe de chantier est généralement composée de personnel d'encadrement et de personnel d'exécution. Ce dernier, formé en majorité de main d'œuvre non qualifiée, est

recruté localement. Ainsi, le nombre d'employés qui interviendra sur ce chantier est estimé à une centaine.

54. Le personnel clé sera composé : d'un chef de projet, d'un conducteur de travaux, d'un environnementaliste, d'un ingénieur topographe et d'un géotechnicien côté entreprise. Le même niveau d'organisation en matière de personnel clé sera constaté au niveau de la Mission de Contrôle (MDC) et du Maître d'Ouvrage Délégué.

55. Il est à noter que le personnel est généralement mobilisé selon le rythme d'avancement et des conditions d'exécution des travaux.

56. Certains éléments de ce personnel, surtout les mains d'œuvre non qualifiées, peuvent avoir des comportements à risques (sexualité non protégée, non respect des us et coutumes locaux, etc.) entraînant des infections aux Infections Sexuellement Transmissibles (IST) et VIH/SIDA, des grossesses non désirées, des conflits avec les populations locales d'où la nécessité de prendre en compte des mesures adéquates dans le PGES du projet.

II.1.3.4.2 Matériaux et provenances

a) Approvisionnement en matériaux

57. L'aménagement du tronçon de la route Boké-Québo (23 km) va certainement intégrer la recherche d'emprunt et de carrières nécessaires à l'exécution des travaux. Ainsi, des explorations seront menées pour les :

- sites potentiels d'emprunt (matériaux latéritiques),
- carrières de roches massives.

58. Les besoins du chantier en ciment seront certainement assurés à partir de la République de la Guinée Bissau. Si nécessaire, du ciment sera importé dans les pays voisins.

b) Sources d'approvisionnement en eau

59. Pour la réalisation des travaux, les retenues d'eau situées dans la zone du projet pourraient être exploitées.

II.1.3.4.3 Matériels et provenance

II.1.3.4.4 Moyens matériels

60. Les travaux d'aménagement du tronçon de la route Boké-Québo (23 km) nécessiteront la mobilisation d'un certain nombre d'équipements lourds et bien appropriés : Bulldozer, niveleuse, compacteur, pelle chargeuse, grue, camion benne, camion citerne, finisseuse, grader, etc.

II.1.3.5 Planning prévisionnel des travaux

61. La durée totale (y compris les saisons de pluies) des travaux d'aménagement du tronçon de la route Boké-Québo (23 km) est estimée au moins à une année.

62. Tenant compte des saisons de pluies, certains travaux peuvent être perturbés. En contre partie, cette période des pluies peut présenter des avantages importants d'amélioration de certains matériaux ou nécessitant un plus grand apport d'eau.

II.2 ALTERNATIVES DU PROJET

63. En termes d'alternatives, deux choix possibles se présentent dans le cadre du projet d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km): réaliser ou ne pas réaliser le projet.

II.2.1 ALTERNATIVE "SANS PROJET"

64. En ne réalisant pas ce projet, on choisit de maintenir la circulation et le tronçon de route Boké-Québo (23 km) dans son état actuel. Dans ce cas, on peut noter d'une part les avantages suivants :

- pas d'expropriation de biens dans l'emprise ;
- pas d'abattage d'arbres ;
- pas de perturbation des activités socio-économiques dans la zone ;
- pas de gênes et de nuisances (bruits, poussières) pour les populations riveraines et les usagers de tronçon de route ;
- pas d'accidents pendant les travaux ;
- pas de perturbation de la circulation ;
- pas de transmissions d'IST, de VIH/SIDA dues aux comportements à risques des ouvriers pendant les travaux de construction.

65. D'autre part, la non réalisation du projet aura entre autres les conséquences suivantes :

- les difficultés de circulation sur le tronçon de route non aménagé du projet ;
- la dégradation du cadre de vie et de la santé (augmentation des maladies hydriques notamment le paludisme) des populations riveraines due à l'absence ou l'insuffisance des ouvrages assainissement ou de drainage des eaux de pluies ;
- l'augmentation des nuisances diverses (piqûres de moustiques et d'insectes, propagation de poussières) chez les populations riveraines due à l'absence d'ouvrages de drainage des eaux de pluies et de bitume.

II.2.2 ALTERNATIVE "AVEC PROJET"

66. Cette alternative peut entraîner :

- la destruction et/ou le déplacement d'infrastructures sociales et autres biens dans l'emprise du projet ;
- l'abattage d'arbres ;
- la destruction de végétation ;
- la destruction d'habitats de faune ;
- des risques de dégradation de diversité biologique ;
- la dégradation de la qualité de l'air due aux envols de poussières et de fumées ;
- des nuisances sonores chez le personnel, les populations et services riverains pendant les travaux ;
- des risques de pollution des sols et des eaux de surface par les déversements de déchets liquides et solides de chantier;

- la destruction en profondeur du profil initial des sols sur toute la superficie des excavations;
- des risques de contamination par les IST et le VIH/SIDA dus à la présence et aux comportements sexuels à risques du personnel de chantier ;
- les risques d'accidents pour le personnel de chantier, les populations riveraines et les usagers du tronçon de route pendant les travaux;
- la perturbation temporaire des activités économiques et génératrices de revenus situés le long de la route ;
- la création d'emplois due à l'embauche de mains d'œuvre pour les travaux ;
- l'amélioration des conditions de circulation et la réduction des pertes de temps ;
- le développement des activités génératrices de revenus des femmes dû à l'existence du tronçon de route aménagé ;
- la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles ;
- la protection de l'environnement ;
- la dégradation des conditions de vie des populations locales ;
- le développement d'activités économiques et des retombées économiques pour les commerçants dû à l'existence du tronçon de route aménagé ;
- la réduction du niveau de pauvreté due au développement des activités économiques le long du tronçon de route aménagé ;
- l'amélioration des conditions, du cadre de vie et du bien être des populations riveraines du tronçon de la route aménagée ;
- la réduction des maladies hydriques (paludisme) et des nuisances diverses (piqûres de moustiques et d'insectes) chez les populations riveraines dues à l'amélioration de l'assainissement dans la zone du projet ;
- l'évitement des coûts de renchérissement des matériaux de construction sur le marché dans le futur en réalisant le projet dans un délai acceptable.

67. Vu les avantages de l'alternative avec projet, il est suggéré de le réaliser. Cependant, il faut noter qu'elle comporte aussi bien des impacts négatifs que positifs que nous développerons dans les chapitres suivants.

68. Des mesures appropriées seront proposées pour prévenir, minimiser, atténuer ou/et compenser les impacts négatifs et les risques et de bonifier les impacts positifs.

III. ZONE D'ÉTUDE

III.1 LOCALISATION ADMINISTRATIVE DU PROJET

69. Le tableau ci-après donne la localisation administrative du tronçon de la route Boké-Québo (23 km) concerné par le projet.

Tableau n° 1 : Localisation administrative du tronçon de route du projet

Région concernée	Secteur concerné	Localités traversées par le tronçon de route
Tombali	Québo	Mampata
		Tchaimara
		Dagala
		Boela 1
		Boela 2
		Tchangue Yaie
		Dakar Sinho
		Balana
		Ga-Dembele
		Ga-Duru

Source : Visite de terrain et Consultations publiques/AGEIM-IC, Mars 2018.

70. Ces localités sont directement traversées par le projet. En outre, Certaines d'entre elles ont des infrastructures impactées par le projet. Ce qui nécessite la prise de dispositions adéquates lors de la mise en œuvre du projet.

71. Le tronçon de la route Boké-Québo (23 km), directement concerné par le projet est localisé sur le plan ci-après.

Figure 1 : Plan de localisation du tronçon de la route Boké-Québo (23 km)

Source : Extrait de l'aide mémoire de la mission d'évaluation du projet de construction de la route Boké-Québo (du 06 au 14 mars 2018) par la BAD.

III.2 ZONE D'INFLUENCE DU PROJET

72. La zone d'influence environnementale et sociale est déterminée de manière à faciliter la prise en compte de tous les éléments des milieux naturels et socio-économiques pouvant être touchés de près ou de loin par le projet d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km). Ainsi, la zone d'influence du projet peut être décomposée en deux zones comme suit :

- une zone d'influence directe qui couvre une emprise 30 m (limites des bornes topographiques). Cette délimitation correspond à l'espace où les infrastructures, les activités socio-économiques, la végétation, les cours d'eau, etc. pourraient être directement affectées par les travaux ;
- une zone d'influence diffuse ou zone d'étude élargie, s'étendant à l'ensemble du Secteur de Québo directement concerné par les retombées socio-économiques ainsi que les impacts environnementaux du projet. En outre, la Région de Tombali, les Secteurs et les Régions limitrophes et même toute la Guinée Bissau seront de façon générale concernés par les retombées économiques du projet.

III.3 PRINCIPAUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DU PROJET

73. Les principaux enjeux qui découlent de l'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km) peuvent être perçus au niveau :

- de l'expropriation d'infrastructures, de plantations fruitières et autres biens dans l'emprise du projet, de la compensation, du déplacement et de la réinstallation de Personnes Affectées par le Projet ;
- des nuisances dues à la propagation de la poussière et aux bruits pour les populations riveraines lors des travaux ;
- de la perturbation temporaire de la circulation sur le tronçon de route ;
- des risques d'accidents pendant les travaux et l'exploitation des infrastructures aménagées ;
- de la contamination et de la propagation des IST et du VIH/SIDA dues aux comportements sexuels à risques du personnel de chantier et des populations féminines locales ;
- des risques de grossesses non désirées dus aux comportements sexuels à risques du personnel de chantier, des populations féminines locales ;
- de la pollution des sols, des eaux de surface et souterraines par les déchets liquides et solides de chantier ;
- des risques d'abattage d'arbres dans les emprises du projet ;
- de la destruction de végétation ;
- de la destruction d'habitats de faune ;
- des risques de dégradation de diversité biologique ;
- de la destruction des sols dans les zones d'emprunt de matériaux et les carrières ;
- de la réduction de la consommation de carburant et des rejets de CO₂ ;
- de la réduction de la pauvreté due aux retombées économiques ;
- du développement des activités socio-économiques le long du tronçon aménagé ;
- de la contribution à l'exploitation rationnelle et durable des ressources naturelles par la sensibilisation et la formation des populations locales ;

- de la contribution à la protection de l'environnement ;
- de l'élargissement des opportunités de création d'emplois et d'activités génératrices de revenus pour les populations locales, surtout pour les jeunes et femmes ;
- de la contribution à la réduction de l'exode rural des jeunes ;
- de la contribution à l'atteinte de certaines priorités nationale du cadre de partenariat entre la Guinée-Bissau et les Nations Unies 2016 - 2020 (accès équitable aux opportunités pour tous, croissance économique inclusive et durable pour promouvoir la réduction de la pauvreté, l'emploi décent, l'accès équitable et durable aux services de santé, nutrition, VIH/sida, eau, assainissement et hygiène, éducation et protection de qualité, etc.).

IV. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

74. La Conférence de Rio de Janeiro de 1992 a été le point de départ de la prise en compte des problèmes environnementaux en Guinée-Bissau. En effet, le pays a signé et ratifié toutes les Conventions de Rio (Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique et Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification).

75. À partir de cette date, les différents Gouvernements ont procédé à l'intégration de la protection de l'environnement et de la gestion durable des ressources naturelles dans leurs Projets, Programmes et Politiques.

76. Ainsi, de nombreux documents stratégiques relatifs à la gestion durable des ressources naturelles et à la protection de l'environnement ont été élaborés. Parmi ces documents, on peut noter entre autres, le Plan d'Action National d'Adaptation aux Changements Climatiques, le Plan National de Gestion des Ressources Naturelles, la Lettre de Politique du Développement Agricole, le Plan d'Action Forestier National, la Stratégie Nationale de la Biodiversité.

77. Par ailleurs, le Pays a aussi mis en place des cadres juridiques et institutionnels pour la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles.

78. La mise en œuvre du projet d'aménagement du tronçon de la route Boké-Québo (23 km) se fera en adéquation avec ces instruments.

IV.1 POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DE LA GUINÉE BISSAU

IV.1.1 CADRE DE PARTENARIAT ENTRE LA GUINÉE-BISSAU ET LES NATIONS UNIES 2016 - 2020

79. Le présent cadre de partenariat en tant que fondement de la coopération entre le Gouvernement de la Guinée-Bissau et les Nations Unies pour la période 2016-2020 est l'expression de la volonté commune des deux parties à renforcer davantage leur partenariat pour rompre définitivement le cercle vicieux de l'instabilité politique et de la pauvreté dans lequel le pays s'est enlisé depuis plus de trois décennies.

80. Les résultats escomptés et les interventions stratégiques convenus par les deux parties sont effectivement alignés aux priorités nationales dont entre autres :

- l'accès équitable aux opportunités pour tous ;
- une croissance économique inclusive et durable pour promouvoir la réduction de la pauvreté ;
- l'emploi décent ;
- l'accès équitable et durable aux services de santé, nutrition, VIH/sida, eau, assainissement et hygiène, éducation et protection de qualité, etc.

81. Le présent projet pourrait apporter sa contribution quant à l'atteinte de certaines de ces priorités nationales.

IV.1.2 LETTRE DE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

82. Dans la Lettre de Politique de Développement Agricole (LPDA) élaborée en 2002, le Gouvernement s'est fixé quatre objectifs prioritaires¹, à savoir :

- garantir la sécurité alimentaire ;
- augmenter et diversifier les exportations agricoles ;
- assurer la gestion rationnelle et la préservation des ressources agro-sylvo-pastorales ;
- améliorer le cadre de vie des populations rurales.

83. Le présent projet va certainement contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales pauvres et singulièrement des couches vulnérables (femmes et jeunes).

IV.1.3 PLAN D' ACTIONS OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT – SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT

84. Dans ce plan d'actions, les questions relatives au développement humain durable et à la lutte contre la pauvreté ont été mentionnées. Ainsi, il ressort que la pauvreté constitue l'une des contraintes d'accès aux services sociaux de base et notamment à l'approvisionnement en eau potable et à l'assainissement (AEPA). L'accès à tous ces services doit constituer l'un des principaux objectifs de toute stratégie de développement humain durable et de lutte contre la pauvreté, car, un tel accès permet entre autres :

- de mettre en place des conditions de santé et d'hygiène se traduisant rapidement par une réduction de la morbidité et de la mortalité dues aux maladies hydriques ainsi qu'une productivité socio-économique accrue ;
- d'améliorer l'organisation sociale des communautés rurales grâce à des actions bien ciblées de sensibilisation, d'éducation et de d'information (IEC) coordonnées avec les secteurs de la santé, de l'éducation, etc. ;
- de bien montrer la cohérence entre l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène, avec la réduction de la pauvreté et le développement humain durable.

85. L'accès à l'eau potable est considéré comme un droit humain fondamental, au sens Onusien du terme.

86. L'un des objectifs de l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement est de réduire de 35 % l'incidence des maladies hydriques en 2010 et de 70 % en 2015.

IV.1.4 NOUVEAU PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

87. Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) qui est fondé sur une vision d'éradication de la pauvreté en vue de placer les pays africains sur la voie de la croissance et du développement durable, comprend une initiative sur l'environnement dans laquelle les changements climatiques constituent une des huit interventions prioritaires (NEPAD, octobre 2001).

¹ Ces quatre objectifs prioritaires étaient déjà ceux affirmés dans la LPDA de 1997.

IV.1.5 STRATÉGIE RÉGIONALE DES AIRES MARINES PROTÉGÉES

88. Cette stratégie adoptée dans le cadre du Programme Régional de Conservation de la Zone Côtière et Marine de l'Afrique Occidentale (PRCM) est un instrument d'orientation qui vise d'une part, à renforcer le rôle des Aires Marines Protégées (AMP) comme instrument de gestion des ressources naturelles et de la diversité biologique, et d'autre part, organiser les AMP de l'Afrique Occidentale en un réseau, répondant ainsi au besoin d'une approche régional des problèmes.

IV.1.6 PROGRAMME D'ACTION NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION EN GUINÉE-BISSAU

89. L'élaboration du Programme d'Action National de Lutte contre la Désertification (PAN/LCD) est un socle fondamental pour le pays, en ce qui concerne la conservation du milieu naturel et l'utilisation durable des ressources de la terre.

90. Le PAN/LCD prévoit un certain nombre de mesures qui visent également le renforcement de la participation des populations et des collectivités locales à la lutte contre la désertification, l'amélioration de l'environnement économique et la lutte contre la pauvreté.

IV.1.7 STRATÉGIE ET PLAN D'ACTION POUR LA BIODIVERSITÉ

91. La Guinée-Bissau est un pays de diversité biologique. Cette diversité biologique constitue la base du maintien et de l'économie de la grande partie de la population nationale, aux niveaux central et rural.

92. L'élaboration de la Stratégie et du Plan d'Action pour la Biodiversité, survient à la suite des efforts entrepris par le Gouvernement pour l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique (CDB).

93. L'objectif général de la Stratégie nationale et du Plan d'Action pour la Biodiversité est en cohérence avec ce qui est déclaré dans l'article premier de la CDB où les Parties contractants, doivent entre autres, conserver la diversité biologique.

94. Parmi les objectifs spécifiques de cette Stratégie et Plan d'Action au niveau national, on peut retenir entre autres:

- la protection des écosystèmes ;
- le boisement et repeuplement forestier ;
- la lutte contre l'érosion des sols ;
- la lutte contre l'érosion côtière et des estuaires ;
- le renforcement de la participation de la société civile, avec l'éducation et la formation environnementale ;
- le renforcement de la capacité d'intervention de l'Administration Publique, Centrale et Régionale, pour donner des réponses aux principaux problèmes liés à l'environnement ;
- l'assainissement de l'environnement urbain.

95. Pour atteindre les objectifs ci-dessus préconisés, il est noté qu'il faudra promouvoir entre autres:

- la durabilité des forêts; Aires Protégées (Terrestres, Marines, Côtières, Zones humides, etc.);
- l'aménagement du territoire;
- l'Éducation, la formation et la sensibilisation;
- la recherche;
- les aspects légal et institutionnel;
- les questions internationales;
- la définition de l'interlocuteur privilégié au niveau du Gouvernement pour les questions environnementales.

IV.1.8 PLAN DIRECTEUR FORESTIER

96. La politique forestière de la Guinée Bissau extraite du Plan d'Action Forestier se centre sur sept axes prioritaires dont :

- la promotion de la gestion forestière durable ;
- la création d'un programme de recherche à long terme à l'égard des écosystèmes tropicaux fragiles, avec l'accent sur la conservation et la biodiversité.

97. Avec cette politique, il est envisagé d'arrêter la forte pression anthropique de ces dernières années sur les écosystèmes forestiers de la Guinée-Bissau.

IV.1.9 PLAN NATIONAL DE GESTION ENVIRONNEMENTALE

98. Ce Plan National de Gestion Environnementale (PNGE) est un document cadre d'orientation et de régulation des actions environnementales en Guinée-Bissau en termes de conservation et de développement.

99. L'un des objectifs du PNGE est de contribuer au développement socio-économique durable du pays et d'appuyer la recherche de solutions afin de garantir entre autres la réduction de la pauvreté, la conservation des ressources naturelles et le contrôle de l'avancée de la désertification.

100. Par ailleurs, il est noté dans le document, qu'il faut rendre obligatoire la réalisation des Études d'Impact Environnemental de tous les projets susceptibles d'avoir des conséquences sur l'environnement afin de favoriser la protection, la conservation et le développement des actions qui permettent une utilisation rationnelle des ressources naturelles en général.

IV.1.10 PROGRAMME D'ACTION NATIONAL D'ADAPTATION AUX EFFETS NÉGATIFS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

101. L'objectif global du programme est d'améliorer les conditions de vie des populations en renforçant la sécurité alimentaire par des infrastructures de maîtrise de l'eau et des mesures d'adaptation aux changements climatiques, promouvant et préservant durablement le capital productif, écologique et la sécurité sanitaire.

IV.1.11 PLAN DIRECTEUR DE L'EAU

102. Parmi les objectifs préconisés par le Plan Directeur de l'Eau, on note entre autres:

- la gestion rationnelle des ressources en eau;

- la contribution à la modernisation et l'adéquation du secteur de l'eau et de l'assainissement.

IV.1.12 PLAN DIRECTEUR DE LA PLANIFICATION CÔTIÈRE

103. Le Plan Directeur de la zone côtière, élaboré dans le cadre du programme de planification côtière (UICN/MDRA-DGFC, 1993), a pour objet de définir les directives qui conduisent à un développement durable de la zone côtière afin de garantir la conservation des ressources naturelles, des écosystèmes côtiers et de la diversité biologique.

104. Les actions du Plan Directeur de la Zone Côtière comprennent entre autres la communication et l'éducation environnementale des populations.

IV.1.13 POLITIQUE COMMUNE POUR L'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT

105. La Guinée-Bissau a adhéré à l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le 02 janvier 1997. L'un des objectifs de la Politique Commune est, l'institution d'une coordination des politiques sectorielles nationales, pour la mise en œuvre des actions communes et éventuellement des politiques communes dans les domaines de la gestion du territoire, de l'environnement, etc.

106. Le Protocole Additionnel N°II du Traité de l'UEMOA, relatif aux politiques sectorielles, définit les orientations d'une Politique Commune pour l'Amélioration de l'Environnement (PCME), à savoir :

- la lutte contre la désertification;
- la protection des ressources naturelles et de la biodiversité;
- l'amélioration de l'environnement dans les milieux rural et urbain;
- l'exploitation d'énergies renouvelables et particulièrement l'énergie solaire;
- la lutte contre l'érosion côtière.

107. Cette politique intègre entre autres la conservation des écosystèmes, de la biodiversité et du climat; la gestion des ressources forestières et de la faune sauvage.

IV.2 CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA GUINÉE BISSAU

IV.2.1 CONSTITUTION DU 16 MAI 1984

108. Dans la constitution de la Guinée Bissau, un certain nombre de préoccupations majeures sont prises en compte pour un développement socio-économique et environnemental harmonieux. Ainsi, l'Article 10 de la constitution stipule que : "*Sur sa zone économique exclusive, définie par la loi, l'État de Guinée-Bissau exerce sa compétence exclusive en vue de la conservation et l'exploitation des ressources naturelles vivantes et non vivantes*".

109. (i) la propriété de l'État, patrimoine commun à tout le peuple, (ii) la propriété coopérative, organisée sur la base du libre consentement, qui a rapport à l'exploitation agricole, à la production de biens de consommation, à l'artisanat et autres activités déterminées par la loi et (iii) la propriété privée qui a rapport aux différents biens de l'État, sont les formes de propriétés reconnues en Guinée-Bissau (Alinéa 1, Article 12).

110. Sont propriété de l'État, le sol, le sous-sol, les eaux, les richesses minérales, les principales sources d'énergie, les richesses forestières, les moyens de base de la production industrielle, les moyens d'information et de communication, les banques, les assurances, les infrastructures et les moyens fondamentaux de transport (Alinéa 2 de l'Article 12). Cependant, l'État peut concéder aux coopératives et à d'autres personnes morales, individuelles ou collectives, l'exploitation de la propriété de l'État du moment que ces concessions servent l'intérêt général et qu'elles augmentent les richesses sociales (Alinéa 3 de l'Article 13).

111. L'État préserve et défend le patrimoine culturel du peuple, dont la valorisation doit servir au progrès et à la sauvegarde de la dignité humaine (Article 17).

112. Le travail est un droit et un devoir pour tout citoyen (Alinéa 1, Article 36). Ainsi, celui qui travaille a droit à la protection, sécurité et l'hygiène dans le travail (Alinéa 1, Article 37).

113. Par ailleurs, il est noté à l'Article 24 que l'homme et la femme sont égaux devant la loi dans tous les domaines de la vie politique, économique, sociale et culturelle.

114. La Constitution évoque également la question de la santé publique. Elle a pour but de promouvoir le bien-être physique et mental de la population et son intégration équilibrée dans le milieu socio-écologique dans lequel elle vit. La santé publique doit s'orienter vers la prévention et viser à la socialisation progressive de la médecine et des secteurs médico-pharmaceutiques (Article 15).

IV.2.2 LOI N° 5/98 SUR LE FONCIER

115. La Guinée-Bissau s'est caractérisée tout au long de son histoire par la présence constante de deux sources de légitimité et de deux modèles d'institutions:

- la légitimité coutumière, sur laquelle se fonde tout un ensemble de règles et de coutumes, appelées le droit traditionnel. Ce système constitue le support pour la majorité de la population, et il s'appuie, du point de vue institutionnel, sur le "chefado da tabanca" (les institutions indigènes du pays) ;
- la légitimité publique, sur laquelle se base le droit de l'État, dit moderne dont émane des règles et institutions spécifiques, notamment le service de cadastre national.

116. Depuis un certain nombre d'années, le pays a choisi de libéraliser son économie et a donc entamé des réformes fondamentales, notamment, en application de l'option de désengagement de l'État des activités productives. Ceci se traduit par un transfert progressif de l'utilisation de la terre de l'État aux personnes individuelles et collectives.

117. Il était donc nécessaire d'élaborer une législation foncière plus conforme aux besoins du pays, autorisant et garantissant les investissements. Une nouvelle loi a donc été préparée. Cette nouvelle loi adoptée en 1998 (Loi N° 5/98 du 23 avril 1998) et qui modifie en profondeur la logique de l'appropriation de la terre s'est fixée trois grands objectifs à savoir :

- garantir la terre aux communautés locales ;
- incorporer le régime coutumier de la terre dans le droit, ainsi que les institutions qui le représentent ;

- encourager l'investissement dans la terre à travers la création d'une valeur marchande de la terre.

118. La Loi N° 5/98 du 23 avril 1998 a consacré le droit d'usage coutumier de la terre avec quelques innovations. Ainsi, un régime nouveau dit de "concession de la terre", qu'elle soit urbaine ou rurale permet de reconnaître un usage "perpétuel" (définitif ou temporaire).

119. Une autre innovation de cette nouvelle loi consiste dans la création du mécanisme d'impôts qui vise entre autres, à augmenter l'efficacité de l'usage de la terre, de décourager la constitution ou le maintien de grandes propriétés traditionnelles sur lesquelles l'usufruitier n'a pas la capacité de lui donner une rentabilité économique.

120. Cette loi sur le foncier constitue la base légale de la procédure d'expropriation et de compensation en Guinée Bissau. Elle institue une procédure dite d'expropriation pour cause d'utilité publique, sous réserve d'une juste et préalable indemnisation.

IV.2.3 DÉCRETS DE CRÉATION DES AIRES PROTÉGÉES

121. De nombreux décrets ont été pris pour instituer la création de quelques Parcs Nationaux, notamment le Parc National des Mangroves du Fleuve Cacheu (PNMC), le Parc Naturel des Lacs de Cufada (PNLC), le Parc National d'Orango (PNO) et le Parc National Marin de João Vieira Poilão (PNMJV-P) en décembre 2000.

122. En outre, il a aussi été procédé à la reconnaissance officielle de la réserve de la Biosphère de l'Archipel Bolama-Bijagós en 1996. À cela, s'ajoute les décrets de création de la zone de protection de la diversité biologique marine des îles communautaires de Formosa, Nago et Chedia (îles Urok) en 2005.

IV.2.4 LOI-CADRE SUR LES AIRES PROTÉGÉES

123. Les aires protégées sont régies par le décret-loi n°3/97, publié dans le Bulletin officiel n° 21 du 26 mai 1997.

124. Il ressort de cette loi que, les couvertures végétales en bordure des parcs, le long des rivages de l'océan, des estuaires, des lacs et des rivières doivent faire l'objet de mesures de conservation particulières. Les réserves naturelles et sanctuaires écologiques bénéficient des mêmes mesures que les parcs nationaux.

125. Les forêts sacrées, utilisées à des fins religieuses, sont également protégées et leur statut est reconnu par l'État.

IV.2.5 DÉCRET-LOI N°5-A/2011 DU 1^{ER} MARS 2011 APPROUVANT LA LOI CADRE SUR LES ZONES PROTÉGÉES

126. Le présent décret-loi s'applique à toute partie du territoire national classée comme zone protégée et abritant une diversité biologique. Son but est de sauvegarder les écosystèmes, les espèces fauniques et végétales et de promouvoir leur développement durable. La gestion de ces zones protégées est sous la responsabilité de l'Institut de la Biodiversité et des Aires marines Protégées (IBAP). Il est aussi responsable entre autres de la sensibilisation des populations locales à la protection des aires protégées.

IV.2.6 DÉCRET-LOI N°5/2011 DU 22 FÉVRIER 2011 APPROUVANT LA LOI FORESTIÈRE

127. Cette loi vise entre autres à promouvoir la gestion durable des ressources naturelles qui intègrent le domaine forestier.

128. Au titre de l'Article 14 de cette loi, il ne peut être entrepris d'abattage d'arbres sans autorisation préalable de l'administration compétente et sans paiement des droits. Ainsi, les abattages sont soumis à l'autorisation et sous l'inspection de la Direction Générale des Forêts et de la Faune (DGFF). Par ailleurs, il est obligatoire d'obtenir un avis favorable de l'autorité responsable de l'étude d'impact sur l'environnement.

IV.2.7 DÉCRET N°14/2011 DU 22 FÉVRIER 2011 PORTANT CRÉATION DU PARC NATIONAL DE CANTANHEZ

129. Consciente que la protection de l'environnement est un facteur indispensable au développement harmonieux, le gouvernement de la Guinée-Bissau a approuvé la loi-cadre sur les zones protégées, qui prévoit l'attribution de différentes catégories de zones d'intérêt à la conservation.

130. La forêt de Cantanhez, dernier massif forestier subhumide d'Afrique de l'Ouest, abrite une grande diversité de faune et de flore avec certaines espèces considérées comme rares et / ou endémiques.

131. La forêt de Cantanhez est classée par le World Conservation Monitoring (WCMC) comme l'un des neuf (09) sites importants du point de vue de la biodiversité. Elle est aussi l'une des 200 sites éco-régionaux les plus importantes du monde.

IV.2.8 LOI SUR L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

132. Cette loi adoptée par le conseil des Ministres et ratifié par l'Assemblée, prévoit l'Étude d'Impact sur l'environnement, l'Évaluation Stratégique de l'Environnement, l'Analyse des Risques, l'Étude des Dangers, la Consultation Publique, l'Audit de l'Environnement, l'Information sur l'Environnement, le Plan de Gestion Environnementale et Sociale et le Plan de Réaménagement comme outils d'évaluation pour la réalisation du projet (Article 6).

133. Ainsi, les projets sont classés selon les trois catégories suivantes (Article 7) :

- Projets de la catégorie A ;
- Projets de la catégorie B ;
- Projets de la catégorie C.

134. Les **Projets de catégorie A** sont ceux ayant des risques élevés et de multiples incidences négatives assez significatives sur l'environnement et la santé sociale, parfois avec des effets à grande échelle.

135. Les **Projets de catégorie B**, sont ceux susceptibles d'avoir sur les populations et l'environnement, des incidences négatives moins graves que ceux de la catégorie A et ayant généralement des incidences de nature locale et de courte durée, avec des possibilités de prendre des mesures en vue de les atténuer.

136. Dans les **Projets de la catégorie C**, les incidences négatives sur l'environnement et sur la santé publique sont considérées comme insignifiantes ou même comme étant nulles. Après un examen préalable, aucune autre mesure relative à l'évaluation environnementale ne s'avère nécessaire pour les projets relevant de cette catégorie.

137. Dans le cadre du présent projet d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km), les incidences négatives sont moins graves et ayant des incidences de nature locale et de courte durée, avec des possibilités de prendre des mesures en vue de les atténuer. Il s'agit donc d'un projet de catégorie B.

IV.2.9 LOI ORGANIQUE SUR L'ENVIRONNEMENT

138. Cette loi est un instrument législatif qui dispose en son Article 2 que:

- toute personne a droit à un environnement humain écologiquement équilibré et a le devoir de le défendre, et il est de la responsabilité de l'état, par le biais d'organismes qualifiés et en faisant appel à l'initiative populaire et communautaire, d'œuvrer pour l'amélioration de la qualité de la vie, soit au niveau individuel, soit au niveau collectif.
- la politique de l'environnement cherche à optimiser et à garantir la continuité dans l'utilisation des ressources naturelles, qualitativement et quantitativement, comme principe fondamental pour un développement durable.

IV.2.10 LOI N°1/2011 DU 2 MARS 2011 PORTANT LOI FONDAMENTALE SUR L'ENVIRONNEMENT

139. La loi sur l'environnement, approuvée par la loi n°1/2011 du 2 mars, prévoit au paragraphe 2 de son Article 32 l'obligation des plans, projets, programmes, travaux et actions pouvant affecter l'environnement d'être accompagnée d'une Étude d'Impact Environnemental (EIE) et détermine que l'évaluation environnementale et le contenu de sa procédure soient réglementés par la législation.

IV.2.11 LOI N°10/2010 DU 24 SEPTEMBRE 2010 PORTANT L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

140. La loi sur l'évaluation environnementale, approuvée par la loi N°10/2010 du 24 septembre, définit l'étude d'impact environnemental (EIE) comme l'un des instruments d'évaluation environnementale réglementés, à savoir les procédures liées à l'élaboration de l'EIE, la structure de l'EIE, le contenu du résumé non technique, le Rapport EIE et du PGES.

IV.2.12 DÉCRET N°5/2017 DU 28 JUIN 2017 PORTANT RÈGLEMENT SUR LA PARTICIPATION PUBLIQUE DANS LE PROCESSUS D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

141. La participation du public au processus d'évaluation environnementale est également prévue dans la loi fondamentale de l'environnement, approuvée par la loi n°1/2011 du 2 mars et la loi sur l'évaluation environnementale approuvée par la loi 10/2010 du 24 septembre. Ainsi, à travers ce décret, elle se traduit en un instrument à caractère fondamental pour le développement durable impliquant la participation de tous les citoyens au processus de décision sur l'environnement.

142. Le processus de participation du public est régi par des principes de base énoncés à l'Article 4.

IV.2.13 DÉCRET N°6/2017 DU 28 JUIN 2017 PORTANT RÉGLEMENTATION DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT

143. Le Fonds pour l'environnement comprend la collecte, la gestion et l'application de ressources financières pour soutenir la mise en œuvre, la promotion de politiques, plans, programmes, projets et autres activités visant la protection, la conservation et la préservation des ressources naturelles. Il prend en compte la prévention ou la réparation des dommages déjà produits dans les composants environnementaux, contribuant à la réalisation des objectifs du développement durable.

IV.2.14 DÉCRET N°7/2017 DU 28 JUIN 2017 PORTANT RÉGLEMENTATION DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL

144. Le présent règlement a pour objet de réglementer les procédures d'EIES des projets susceptibles d'avoir des impacts significatifs sur l'environnement et la santé humaine en vertu de la loi N°1/2011 du 2 Mars et sans préjudice des dispositions de la loi 10/2010 du 24 septembre 2010.

145. La mise en œuvre de l'EIES devrait en particulier respecter les principes de base définis à l'Article 2 de la présente loi. En outre, le Règlement des EIES est annexé au présent décret dont il fait partie intégrante.

IV.2.15 DÉCRET N°8/2017 DU 28 JUIN 2017 PORTANT APPROBATION DU RÈGLEMENT SUR LES LICENCES ENVIRONNEMENTALES.

146. Le présent règlement a pour objet de réglementer les procédures de licences environnementales d'activités qui, par leur nature, leur emplacement ou leur taille, sont susceptibles d'avoir des impacts environnementaux et sociaux importants.

147. Tous les projets, programmes, plans et politiques qui peuvent avoir un impact négatif significatif sur l'environnement sont soumis à une licence de protection de l'environnement.

148. La loi sur l'environnement, approuvée par la loi N°1/2011 du 2 mars, définit dans son article 33 (1) les licences environnementales comme un registre des activités qui, par leur nature, leur emplacement ou leur taille sont susceptibles de causer des impacts environnementaux et sociaux importants. En outre, la délivrance de la licence environnementale est basée sur les résultats de l'évaluation environnementale.

IV.2.16 DÉCRET N°9/2017 DU 28 JUIN 2017 PORTANT APPROBATION DU RÈGLEMENT SUR L'AUDIT ENVIRONNEMENTAL

149. Considérant que l'audit environnemental est un instrument de gestion environnementale conçu pour promouvoir la conscience écologique de la préservation de l'environnement naturel, artificiel et culturel, il a été jugé impératif de définir les procédures et les conditions à observer dans la conduite de ces audits en vertu des dispositions de l'article 37, paragraphe 2 de la loi sur l'évaluation environnementale approuvée par la loi N°10/2010 du 24 septembre.

150. Ce décret régit les types, les procédures et les conditions à remplir dans la conduite des audits environnementaux. En outre, il s'applique aux activités, politiques, plans, programmes et projets, publics ou privés, qui peuvent influencer directement ou

indirectement l'une des composantes environnementales et sociales au cours de la phase de planification, de mise en œuvre et de fermeture.

151. L'audit environnemental a pour objet d'évaluer le degré de conformité des activités avec les normes, standards et paramètres définis et applicables.

IV.2.17 DÉCRET N°10/2017 DU 28 JUIN 2017 PORTANT APPROBATION DE LA RÉGLEMENTATION DE L'INSPECTION ENVIRONNEMENTALE

152. L'inspection environnementale a pour mission d'évaluer la performance et la gestion des organismes responsables du domaine de l'environnement, ou soumis à sa tutelle, à travers des actions d'audit et de contrôle, ainsi que d'assurer le contrôle et le respect de la législation environnementale. Elle prend en compte entre autres les tâches suivantes:

- la réalisation des audits, inspections et autres actions de contrôle des établissements industriels et assimilés, travaux, politiques, plans, programmes et projets de développement, etc.;
- la supervision des procédures d'octroi de licences pour les établissements industriels et assimilés, les travaux, les projets et les programmes de développement du secteur concerné;
- la vérification de l'état de conservation des installations, des établissements et du niveau de mise en œuvre des politiques, plans, programmes et projets.

IV.2.18 DÉCRET N°11, 12, 13, 14 ET 15 DU 28 JUIN 2017 PORTANT CLASSIFICATIONS DE CORRIDORS ÉCOLOGIQUES

153. L'objectif principal de ces corridors est d'assurer le maintien des liens écologiques entre les aires protégées, l'adaptation des passifs environnementaux et l'intégration entre les communautés locales et les aires protégées, rendant la présence de la biodiversité compatible, valorisant le développement durable dans le contexte local national et international.

154. Le Corridor écologique a également entre autres les fonctions suivantes:

- la fourniture d'une connectivité dans les paysages, les écosystèmes et les habitats naturels et/ou modifié par l'action anthropique;
- l'atténuation et l'inverser des effets causés sur le paysage et les habitats;
- le maintient et la restauration des écosystèmes indigènes et originels;
- servir de connecteur entre d'autres espaces protégés;
- la contribution à la protection et au maintien des voies de migration de la grande faune terrestre;
- assurer le flux permanent et/ou saisonnier des espèces pour l'alimentation, la recherche de partenaires, la reproduction, etc.;
- la promotion d'un développement économique et social; socioculturel et écologiquement durable.

IV.2.19 RÈGLEMENT SUR LA CHASSE

155. Le règlement sur la chasse interdit le braconnage et conditionne l'exercice des activités de chasse à l'obtention d'un permis délivré par l'autorité compétente.

IV.2.20 LOI FORESTIÈRE

156. La loi forestière stipule que toute activité altérant le sol et les formations forestières sont interdites dans les forêts classées, sauf autorisation du Ministère chargé des Ressources Naturelles et de l'Environnement.

IV.2.21 RÈGLEMENT SUR LES TAXES FORESTIÈRES

157. Ce règlement dispose que l'abattage d'arbres et le déboisement dans les formations forestières sont assujettis au paiement d'une taxes définies par le Ministère chargé des Ressources Naturelles et de l'Environnement.

IV.2.22 CODE DE L'EAU

158. Le Code de l'Eau dispose entre autres sur le régime d'utilisation des ressources en eau (superficielles et souterraines), la protection qualitative des eaux et les diverses utilisations des eaux.

IV.3 CONVENTIONS INTERNATIONALES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

159. La Guinée Bissau a pris un certain nombre d'engagements au niveau international qui le contraignent à observer des mesures de préservation de l'environnement pour un développement durable et harmonieux de ses populations. Au titre de ces engagements, on a entre autres :

- la Convention cadre des Nations Unies sur la diversité biologique, Rio de Janeiro, 5 juin 1992 ;
- la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adoptée à New York le 9 mai 1992 ;
- le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Montréal le 16 septembre 1987 ;
- la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, adoptée à Paris le 17 juin 1994 ;
- la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles négociée et signée à Alger en 1968 ;
- la Convention de Ramsar (Iran) relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitat des Oiseaux d'eau, février 1971 ;
- la Convention sur la conservation des espèces migratrices sauvages (CMS), Bône, juin 1979 ;
- la Convention sur le Commerce International d'Espèces de la Faune et Flore Sauvage Menacées d'Extinction (CITES), Washington, mars 1973 ;
- la Convention sur la Protection du Patrimoine Mondial, Culturel et Naturel, Paris, novembre 1972 ;
- la Convention de Vienne sur la protection de la Couche d'Ozone, mars 1985 ;
- la Convention de Stockholm sur les produits organiques persistants (POP), 2001 ;
- la Convention de Rotterdam sur le consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques dangereux faisant l'objet d'un commerce international, 1998 ;

- la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontalière à longue distance, Genève novembre 1979 ;
- la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer des déchets dangereux et le contrôle de leurs mouvements transfrontaliers en Afrique, 30 janvier 1991.

IV.4 CADRE INSTITUTIONNEL

IV.4.1 MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

160. Le Ministère en charge des travaux publics, de l'habitat et de l'urbanisme, à travers la DGIT a pour mission essentielle le contrôle des études et travaux de réalisation des infrastructures routières et d'assainissement ainsi que le suivi et l'entretien des ouvrages réalisés.

IV.4.2 MINISTÈRE EN CHARGE DES RESSOURCES NATURELLES

161. Le Ministère en charge des Ressources Naturelles est le garant de la conception, de la coordination et de l'exécution de la politique du Gouvernement dans le domaine des ressources naturelles dont il assure la gestion rationnelle et durable.

IV.4.3 MINISTÈRE EN CHARGE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE

162. Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique nationale, le Ministère de l'Agriculture et de l'élevage a pour mission entre autres :

- d'appuyer et accompagner le développement des filières porteuses dans le secteur agricole, de l'élevage et de la pêche;
- d'améliorer les revenus des producteurs ;
- de développer les activités de valorisation des produits locaux.

IV.4.4 MINISTÈRE EN CHARGE DE LA SANTÉ

163. Ce ministère est surtout impliqué dans les questions sanitaires et d'hygiène (sensibilisation sur les IST, VIH/SIDA et hygiène alimentaire et corporel).

IV.4.5 SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'ENVIRONNEMENT

164. Le secrétaire d'État à l'Environnement a pour mission l'élaboration, la coordination et l'application de la politique et de l'action environnementale au niveau national dont la gestion implique d'autres acteurs, notamment les collectivités locales.

165. Il est aussi appuyé dans sa mission par plusieurs structures techniques, notamment la Direction Générale de l'Environnement (DGE).

IV.4.6 DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT

166. La DGE est l'institution chargée de la mise en œuvre et du suivi de la politique environnementale et de développement durable en Guinée Bissau. Elle a pour mission l'élaboration des éléments de la politique nationale en matière de protection de l'environnement et de développement durable.

167. Cette Direction Générale doit également participer au suivi de la mise en œuvre des PGES, des plans, politiques et programmes. Cependant, ce suivi environnemental n'est pas encore réalisé de manière effective du fait que la DGE n'est pas présente systématiquement dans tous les comités de pilotage des projets mais également du fait de l'absence d'agents au niveau local.

IV.4.7 AUTORITÉ D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE COMPÉTENTE

168. La Cellule d'évaluation des Impacts sur l'environnement (CAIA) créée le 16 décembre 2004 mise sous la tutelle du Cabinet du Premier Ministre est devenue actuellement l'Autorité d'Évaluation Environnementale Compétente (AAAC). Elle est également chargée de la vérification de la conformité de la mise en œuvre des mesures environnementales proposées dans les Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES).

169. Ainsi, une Déclaration de Conformité Environnementale (DCE) d'une durée de validé d'un (01) an est signée pour permettre le démarrage des travaux d'un projet respectant toutes les procédures environnementales. À la réception définitive des travaux, un Certificat de Conformité Environnemental (CCE) est également signé après vérification de la prise en compte de toutes les mesures du PGES du projet. La remise de ces deux documents (DCE et CCE) est effective après des audits environnementaux. L'AAAC dispose de points focaux au niveau central et régional de l'administration.

IV.4.8 POINTS FOCaux ENVIRONNEMENT ET SOCIAL AU SEIN DES MINISTÈRES ET AU NIVEAU RÉGIONAL

170. L'AAAC appuie la mise en place de Points Focaux Environnement et Social (PFES) dans différents ministères sectoriels et au niveau régional (Cabinet de Planification Régional). Ces Points Focaux représentent leurs ministères respectifs lors des séances d'examen et de validation des EIES, animent au sein de leurs départements respectifs la fonction environnementale et veillent à l'intégration des préoccupations environnementales et sociales dans leurs programmes et projets sectoriels.

IV.4.9 INSTITUT DE BIODIVERSITÉ ET DES AIRES PROTÉGÉES

171. L'Institut de Biodiversité et des Aires Protégées (IBAP) est responsable de la gestion des parcs. Il est aussi chargé de la gestion et du suivi des principales valeurs de la biodiversité (espèces, et habitats menacés) en Guinée-Bissau.

IV.4.10 DIRECTION GÉNÉRALE DE LA FORÊT ET DE LA FAUNE

172. Cette direction générale a été créée pour la protection de la forêt et de la faune. Elle élabore aussi la politique nationale relative à la conservation de la nature et d'en assurer l'exécution.

173. Les agents de la Direction Générale de la Forêt et de la Faune (DGFF) sont représentés dans toutes les subdivisions administratives (régions, secteurs et section).

174. La DGFF possède des compétences réelles dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et en fait profiter les communautés par des sessions de sensibilisation sur la gestion des forêts communautaires. Elle a également encouragé le développement de

forêts communautaires qui sont autogérées par les communautés elles-mêmes. Elle assure le suivi des ressources végétales et fauniques des forêts communautaires qui ont signé avec elle un protocole.

IV.5 SYSTÈME DE SAUVEGARDE INTÉGRÉ DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

175. Depuis décembre 2013, la BAD a adopté un Système de Sauvegarde Intégré (SSI) conçu pour promouvoir la durabilité des résultats des projets par la protection de l'environnement et des personnes contre les éventuels impacts négatifs des projets.

176. Le SSI de la BAD a pour objectifs :

- (i) d'éviter dans la mesure du possible, les impacts négatifs des projets sur l'environnement et les personnes concernées, tout en optimisant les bénéfices potentiels du développement ;
- (ii) de minimiser, d'atténuer et/ou de compenser les impacts négatifs des projets sur l'environnement et les personnes touchées, à défaut de les éviter et ;
- (iii) d'aider les emprunteurs/clients à renforcer leurs systèmes de sauvegarde et développer leur capacité à gérer les risques environnementaux et sociaux.

177. La Banque requiert que les emprunteurs/clients se conforment à ces sauvegardes lors de la préparation et de l'exécution des projets.

178. La déclaration de politique de sauvegardes intégrée établit les principes essentiels qui fondent l'approche de la Banque en matière de sauvegarde. Ainsi, cinq Sauvegardes Opérationnelles (SO) sont définies par la BAD.

IV.5.1 SO 1 : ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

179. Étant primordiale, elle régit le processus de détermination de la catégorie environnementale et sociale d'un projet et les exigences de l'évaluation environnementale et sociale qui en découlent.

180. Les conditions couvrent le champ d'application, la catégorisation, l'utilisation de l'Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) et de l'Évaluation de l'Impact Environnemental et Social (EIES), selon le cas, les plans de gestion environnementale et sociale, la vulnérabilité au changement climatique, la consultation publique, les impacts sur la communauté, le traitement des groupes vulnérables, y compris les peuples autochtones, et les procédures de règlement des griefs.

IV.5.2 SO 2 : RÉINSTALLATION FORCÉE : ACQUISITION DE TERRES, DÉPLACEMENT ET INDEMNISATION DES POPULATIONS

181. Elle consolide les conditions et engagements politiques énoncés dans la politique de la Banque sur la réinstallation involontaire et intègre un certain nombre d'améliorations destinées à accroître l'efficacité opérationnelle de ces conditions.

182. En outre, la SO met en évidence les principes fondamentaux de la Politique de Réinstallation Involontaire en vigueur à la Banque, à savoir :

- (i) la nécessité de fournir une compensation au coût intégral de remplacement ;
- (ii) l'importance de parvenir à une réinstallation qui améliore le niveau de vie, la capacité de génération de revenus et l'ensemble des moyens de subsistance, et ;
- (iii) la nécessité de s'assurer que les aspects potentiels des considérations sociales telles que le genre et l'âge ne désavantagent par les personnes particulièrement affectées par le projet.

IV.5.3 SO 3 : BIODIVERSITÉ ET SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES

183. Cette SO fixe les objectifs pour conserver la diversité biologique et promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles. Elle traduit également les engagements politiques contenus dans la politique de la Banque en matière de gestion intégrée des ressources en eau et en exigences opérationnelles.

IV.5.4 SO 4 : PRÉVENTION ET CONTRÔLE DE LA POLLUTION, GAZ À EFFET DE SERRE, MATIÈRES DANGEREUSES ET UTILISATION EFFICIENTE DES RESSOURCES

184. Elle couvre toute la gamme d'impacts liés à la pollution, aux déchets et aux substances dangereuses clés, pour lesquels il existe des conventions internationales en vigueur, ainsi que des normes complètes spécifiques à l'industrie régionale, qui sont appliquées par d'autres Banques Multilatérale de Développement (BMD), notamment pour l'inventaire des gaz à effet de serre.

IV.5.5 SO 5 : CONDITIONS DE TRAVAIL, SANTÉ ET SÉCURITÉ

185. Elle couvre les conditions de travail, les organisations de travailleurs, la prévention du travail forcé ou du travail des enfants et la santé et la sécurité professionnelles.

186. Conformément aux Directives de la Banque en matière d'évaluation environnementale et sociale, le projet d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km) est classé en catégorie 2 déclenchant ainsi les sauvegardes opérationnelles 1, 2, 4 et 5.

V. ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT DES ZONES DU PROJET

V.1 MILIEU BIOPHYSIQUE

V.1.1 CONTEXTE CLIMATIQUE

187. De type tropical chaud et humide, le climat de la Guinée-Bissau varie de la côte (2500 mm de pluies annuelles au Sud) vers l'intérieur des terres (1500 mm de pluies annuelles).

188. La zone côtière caractérisée par un climat du type sub-guinéen humide, présente une pluviométrie moyenne annuelle comprise entre 1500 et 2500 mm, tandis que celle continentale dont le climat est du type soudanais présente une pluviométrie située entre 1000 et 1500 mm.

189. La saison des pluies se déroule de juin à octobre avec un vent du secteur Sud-Ouest. Quant à la saison sèche, elle va de novembre à mai avec une prévalence des vents chauds et secs du secteur Nord-Est (harmattan).

190. La température moyenne annuelle est de 26,8° C avec une faible amplitude thermique variant de 3 °C à 4°C. Au cours de l'année, on enregistre des fortes températures de mars à mai (période chaude) où les températures maximales atteignent 32 à 39°C et les minimales dans l'ordre de 20 à 24°C.

191. Pendant les périodes plus fraîches (décembre à février), les températures maximales atteignent les 25°C à 30°C et les minimales se situent entre 16 et 20°C, pendant que l'humidité relative de l'air se situe en moyenne dans les 70 %.

V.1.2 QUALITÉ DE L'AIR

192. Le constat fait, montre des soulèvements de poussières et des rejets de fumées par les véhicules et motos circulant sur le tronçon de route. En absence de circulation, la qualité de l'air est bonne. Les photos ci-après montrent des poussières soulevées pendant la circulation de véhicules sur le tronçon de route Boké-Quebo.



Photo 11: Aperçu de poussières (A) et (B) soulevées par des véhicules circulant sur le tronçon de route

193. Ces poussières peuvent être à l'origine de maladies diverses pour les populations des localités traversées.

194. Les travaux d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km) affectera dans une moindre mesure la qualité de l'air à travers les soulèvements de poussières et les rejets de gaz d'échappement. Ce qui nécessite la prise en compte de mesures adéquates (arrosage du chantier) lors des travaux dans le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES).

V.1.3 AMBIANCE SONORE

195. Le bruit dans la zone du projet est essentiellement liée à la circulation des véhicules, des motos et aux bruits des activités socio-économiques (travaux champêtres, ménages, etc.). Ce bruit ne provoque ni nuisance, ni gêne pour les populations locales.

196. Selon les standards de la Banque Mondiale en zone résidentielle, les nuisances sonores acceptables sont de 55 dBA en journée et de 45 dBA la nuit.

197. Les travaux d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km) occasionneront des nuisances sonores pour les populations riveraines nécessitant la prise de mesures dans le PGES.

V.1.4 GÉOLOGIE

198. Sur le plan géologique, le pays est considéré comme une zone de transition entre le massif Paléozoïque du Fouta Djallon et le golf Crétacique et Tertiaire du Sénégal, où se succèdent des bandes plus ou moins parallèles du Miocène Moyen et Supérieur avec présence d'argile, de sable, de latérite, de calcaire et de grès sablonneux.

199. Les formations granitiques sont parfois recouvertes d'altérites comme le montrent les photos ci-après.



Photo 12: Aperçu de formation d'altérite aux environs du tronçon de route du projet à la traversée de la localité de Balana.

200. Ces formations altérées sont le plus souvent saturées en eau selon les zones avec la présence d'un aquifère de fractures dans la zone décompressée des granites. Elles sont généralement favorables pour les implantations de forages. Les prospections pourraient être

menées dans ces zones pour d'éventuelles réalisations de forages pour les populations locales.

V.1.5 GÉOMORPHOLOGIE

201. La géomorphologie de la zone du projet est très atténuée, parfois entaillée par des cours d'eau peu profonds et envasés.

202. Les déchets liquides déversés lors des travaux d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km) pourraient se retrouver dans les thalwegs ou zones les plus basses (passages d'eau, bas-fonds).

V.1.6 SOLS

203. Le constat fait dans l'environnement du tronçon Boké-Québo, montre essentiellement la présence de vases sédimentaires, des sols argilo-limoneux, limono-sableux, graveleuse-latéritiques, sablo-argileux et argilo-argilo-sableux.

204. Il est constaté une dégradation des sols due aux activités anthropiques (urbanisation et déboisement anarchiques pour les activités agro-sylvo-pastorales) entraînant leur dénudation et exposition aux effets néfastes du changement climatique (érosions).

205. Pendant les travaux d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km), il pourrait exister des risques de pollution des sols au niveau du site du projet, si des mesures adéquates ne sont pas prises dans le PGES.

V.1.7 HYDROLOGIE

206. De façon générale, de nombreux fleuves et cours d'eau drainent la Guinée-Bissau. La zone du projet est particulièrement drainée par le Rio Tombali, la Grande de Buba et le Rio Cumbijã.

207. De nombreux passages d'eau traversent le tronçon de route du projet dont les plus importants sont situés dans la localité de Balana et de Ga-Duru.

208. Dans le cadre du présent projet, des mesures adéquates sont proposées dans le PGES afin d'éviter la pollution des eaux de surface.

V.1.8 HYDROGÉOLOGIE

209. Au regard de la géologie de la zone du projet, la cuirasse latéritique, les argiles à canaux et la franche fissurée du substratum (roche mère), sont les trois horizons du système aquifère du socle où circule l'eau. Ces horizons constituent deux types de nappes :

- la nappe superficielle dans la cuirasse latéritique et dans les argiles à canaux où sont captées les eaux (entre 10 à 20 m de profondeur) par des puits traditionnels creusés dans les axes de bas-fonds et ;
- la nappe profonde dans la franche fissurée du substratum où les eaux sont captées par des forages à une profondeur variant de 40 m à 90 m.

210. Vu la profondeur des nappes phréatiques, les risques qu'elles soient polluées par les déchets liquides de chantier sont négligeables voire nuls. Cependant, cela n'empêche pas que l'entreprise prenne des mesures adéquates pour éviter les déversements de déchets liquides lors des travaux.

V.1.9 ZONES HUMIDES

211. La région concernée par le projet regorge des zones humides jouant des rôles importants dans le fonctionnement des écosystèmes côtiers qui recèlent des ressources floristiques, fauniques et halieutiques d'une rare richesse.

212. Les bas-fonds et les mangroves de la zone du projet sont des zones humides dont les populations locales, surtout les femmes et les enfants exploitent les ressources naturelles.

213. L'importance de ces zones humides exige que des mesures (sensibilisation à la préservation, à l'exploitation rationnelle et durable des ressources naturelles) soient prises dans le cadre de la présente étude afin d'éviter leur dégradation.

V.1.10 VÉGÉTATION

214. La Région de Tombali fait parties des zones où l'on rencontre des forêts et des mangroves plus ou moins denses. Cette végétation dense est parfois aperçue le long du tronçon de route du projet. Les photos ci-après montrent la végétation naturelle et les plantations d'anacardes longées à certains endroits par la route Boké-Québo.



Photo 13: Vue partielle de la végétation naturelle (A) et d'une plantation d'anacardes (B) longée par la route

215. Les espèces végétales ligneuses généralement rencontrées dans l'environnement immédiat du tronçon de route du projet sont : *Anacardium occidentale* (Anacardier), *Terminalia macroptera*, *Cordyla pinnata*, *Ceiba pentadra*, *Afzelia africana*, *Bombax buonopozense*, *Bombax costatum*, *Cola acuminata*, *Cola cordifolia*, *Canarium schweinfuthui*, *Chlorophora excelsa*, *Rothmania wtfiieldii*, *Prosopis africana*, *Diospyros piscatoria*, *Pterocarpus erinaceus*, *Combretum micranthum*, *Parinaria excelsa*, *Parkia biglobosa*, *Mamecylon afzeli*, *Phyllostachys viridiglauescens*, *Tabernaemontana longiflora*, *Cercestis afgelii*, *Culcasia scandens*, *Mitragyna stipulosa*, *Psorospermum sp*, *Citrus sinensis*, *Mangifera indica*, *Citrus sinensis*, etc.

216. Quant aux herbacées, elles sont constituées essentiellement de: *Andropogon gayanus*, *Raphia gracilis*, *Ceratotheca sesamoïdes*, *Chasmopodium caudatum*, *Hyparrhenia rufa*, *Imperata cylindrica*, *Pennisetum pedicellatum*, *Aspilia africana*, *Elaeis guineensis*, *Musa sp.*, etc.

217. Ce couvert végétal, habitats importants pour la faune, du fait de la pression humaine (activités anthropiques) et des aléas climatiques est en voie de dégradation. En effet, l'exploitation agricole et la carbonisation sont les deux principales causes de la dégradation forestière dans les zones du projet.

218. Ainsi, dans le cadre de la présente étude, des dispositions seront prises afin de remplacer les quelques arbres qui seront abattus dans l'emprise du projet à travers des plantations de compensation. Aussi, des séances de sensibilisation à la protection et à l'exploitation durable des ressources végétales sont proposées dans le PGES.

V.1.11 FAUNE

219. De façon générale, la faune est riche et diversifiée en Guinée Bissau. Particulièrement dans la zone du projet ; *Heliocurius gambianus*, *Xerus erythropus*, *Papio cynocephalus*, *Loxodonta africana*, *Taurotragus derbianus*, *Kobus crocuta*, *Tagelapus scriptus*, *Hippotragus eqinus*, différents espèces de céphalophes (*C. dorsalis*, *C. rufilatus*, etc.) sont entre autres cités comme faune terrestre en plus de diverses espèces d'oiseaux et de serpents. Quant à la faune aquatique, *Sphyaena guachancho*, *Sparus aurata*, *Tilapia guineensis* sont entre autres notés dans la zone.

220. Pour la faune domestique, bovins, 'caprins, ovins, porcins, chiens, poulets, pintades, canards sont élevés dans les localités traversées par le tronçon de route du projet.

221. En vue de conserver des échantillons représentatifs du patrimoine naturel de la zone côtière du pays, quelques aires protégées ont été créées. La forêt protégée de Cantanhez dans la région de Tombali qui comporte une faune très riche, est empiété par le projet.

222. Deux corridors de passage de grandes faunes ont été aménagés dans la zone du projet. Il s'agit de corridors aménagés particulièrement pour le passage des éléphants. Les photos ci-après montrent des panneaux signalant la forêt protégée de Cantanhez et les corridors.



Photo 14: Aperçu de panneaux annonçant le Parc National de Cantanhez (A) et un corridor de passage de grandes faunes (B).

223. En Guinée Bissau, quelques espèces sont considérées comme menacées. C'est le cas des tortues marines à cuire (*Dermochelys coriacea*), du lamantin (*Trichechus senegalensis*), des requins, et des raies Carcharinidae (*Rhizoprindon acutus*, *Carcharhinus limbatus*), du Rhinobatidae (*Rhinobatos rhinobatos*, *Rhinobatos cemiculus*) et du mulet

rouge (*Mugilidae*). Le Chimpanzé, l'Hocheur à nez blanc, etc. sont considérés rares et méritent donc une protection. La liste des espèces animales protégées en Guinée Bissau est en annexe 4 du présent rapport.

224. Les activités de déboisement anarchique pour les productions agricoles, le surpâturage, les brûlis et la surexploitation d'essences forestières commerciales, sont à l'origine de la destruction de l'habitat de la faune. La chasse et la pêche incontrôlées (braconnage, utilisation de maille non réglementées) entraînent également une pression sur la ressource faunique.

225. Dans le cadre du présent projet, des mesures relatives à la protection de la forêt protégée de Cantanhez et de la faune ont été prises en compte dans le PGES.

V.1.12 PAYSAGE

226. Dans les localités traversées par le projet, on distingue essentiellement des habitations traditionnelles construites en banco. Les toitures sont en chaume ou en tôles. Ces habitations s'étendent parfois le long de la route.

227. Les photos ci-après montrent quelques habitations avec des toitures en tôles et en chaume longées par le tronçon de route du projet.



Photo 15: Vue partielle d'habitations avec des toitures en tôles (A) et chaume (B) longées par la route.

228. Autour de ces habitations, sont disposés surtout de vastes plantations d'anacardes. On y rencontre aussi quelques plantations de bananiers, de palmiers à huiles, etc.

229. Plus loin des localités traversées, on distingue le long de la route de vastes plantations d'anacardes, des forêts, quelques bas-fonds. En outre, la route du projet est sillonnée par quelques passages d'eau.

230. Dans le cadre du présent projet, des mesures ont été proposées dans le PGES pour éviter la dégradation du paysage.

V.2 MILIEU HUMAIN

V.2.1 DÉMOGRAPHIE

231. L'ensemble de la population de la Région de Tombali est estimé à 90 128 habitants selon les résultats du 3^{ième} Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2009 (RGPH, 2009) de l'Institut National de la Statistique (INEC). Ce nombre représente 6,25 % de la population totale de Guinée Bissau (1 442 227 habitants). Le tableau ci-après donne la répartition de la population de la Région selon le sexe.

Tableau n° 2 : Répartition de la population selon le sexe

Régions	Total	Homme		Femme	
		Effectif	%	Effectif	%
Tombali	90 128	43 430	48,19	46 698	51,81

Source : Extrait RGPH 2009/AGEIM-IC, mars 2018.

232. En faisant allusion au tableau ci-dessus, la répartition par sexe montre une plus grande représentation de femmes que d'hommes (51,81 % contre 48,19 %) dans la Région.

233. La répartition en classes d'âges met en évidence la jeunesse de la population. En effet, de façon générale, 54 % de la population ont moins de 20 ans. Cette jeunesse de la population constitue un atout pour un développement socio-économique. Cependant, elle peut aussi constituer un obstacle dû souvent aux comportements à risques (alcoolisme, banditisme, rapports sexuels non protégés, etc.) de certains jeunes.

234. Ainsi, les travaux d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km), tout en constituant un atout pour le recrutement des jeunes comme main d'œuvre locale, peut aussi entraîner la propagation des IST et du VIH/SIDA si des dispositions adéquates ne sont pas prises.

235. Le taux d'accroissement annuel de la population a été évalué à 2,39 % en 2012 par la Banque Mondiale. Quant au niveau de fécondité, il reste élevé et est de 5,8 enfants par femme. La croissance rapide de la population génère parfois des demandes sociales élevées, parmi lesquelles, l'approvisionnement en eau potable, les infrastructures scolaires et sanitaires, comme mentionné lors des séances d'informations et de consultations publiques dans le cadre de la présente étude.

236. Quant à l'espérance de vie, elle était de 48,6 ans en 2008. Elle est passée à 54 ans en 2012 due à la fois à l'amélioration des revenus monétaires, à l'accès et à la qualité des services de santé.

237. Les groupes ethniques dominant dans les localités traversées par le tronçon de route du projet sont : les Peuls (Fula), les Mandingas et les Balanta. Ils représentent respectivement 74,77 %, 13,08 % et 8,41 % des PAP enquêtées.

238. De façon générale, le portugais est la langue officielle de la Guinée-Bissau. Elle n'est cependant parlée que par 20 à 25 % de la population. Le créole est maintenant devenu la langue vernaculaire de plus de 50 % de la population. C'est la langue de commerce et de

relations interculturelles. Les principaux dialectes sont entre autres le balante, le peulh, le manjaque, le mandinga et le pepels.

239. En ce qui concerne les religions, de façon générale les croyances indigènes en Guinée Bissau ont à elles seules 50 % d'adeptes contre 45 % pour l'islam et 5 % pour le catholicisme. Au Nord et au Sud, les populations, quoique très attachées à leurs croyances traditionnelles, ont aussi embrassé les religions islamiques et chrétiennes. Le tableau ci-après donne une idée sur la répartition de la religion selon l'ethnie.

Tableau n° 3 : Répartition de la religion selon l'ethnie (en %)

Religions	Ethnies						
	Balanta	Mandinga	Manjaco	Pepel	Bijagos	Nalu	Fula
Animisme	32,10	0,60	33,30	31	25,50	2,80	0,30
Islam	1,80	86,90	5,50	1,60	3,80	82,30	88
Christianisme	36,10	1,60	44,40	44	42,80	4,10	0,70

Source : RGPH, 2009.

240. En faisant référence au tableau ci-dessus, on note que les Balantas pratiquent surtout le christianisme (36,10 %) et l'animisme (32,10 %). Les Mandingas (86,90 %) et les Fula (88 %) ont plus d'adeptes pour l'islam.

241. Lors des consultations publiques de Ga-Duru, de Ga-Dembele et de Balana, les Autorités religieuses locales ont suggéré que des sacrifices soient réalisés pour le bon déroulement des travaux. Cet aspect est pris en compte dans le PGES.

V.2.2 MOUVEMENTS MIGRATOIRES

242. De façon générale, deux types de mouvements migratoires sont observés dans la zone du projet : la migration externe (émigration) et la migration interne (immigration). L'immigration se fait essentiellement dans le Sud disposant d'un potentiel agricole important. En effet, la monoculture de riz de mangrove intensive dans la Région de Tombali attire des populations tout comme la production de l'anacarde. La ville de Bissau constitue aussi un foyer important d'immigration surtout pour les jeunes à la recherche d'emplois.

243. Quant à l'émigration, essentiellement constituée de la main d'œuvre rurale, elle se fait vers les centres urbains et vers les pays voisins comme le Sénégal et la Guinée Conakry, mais aussi vers le Portugal.

244. Le projet d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km) contribuera à minimiser l'exode rural des jeunes par le développement d'activités socio-économique des localités traversées et la création d'emplois.

V.2.3 ORGANISATIONS POLITIQUES

V.2.3.1 Pouvoir politique traditionnel

245. Dans les différentes localités, le pouvoir traditionnel s'organise autour d'un pouvoir centralisé dirigé par un chef. Le chef de village est chargé de trancher certains litiges et de veiller à l'harmonie au sein de son entité territoriale qu'il administre. Les populations sont

regroupées en familles, dirigées par des chefs de familles, en associations de femmes, de jeunes, d'anciens.

246. Dans le cadre de la présente étude, les Autorités Coutumières de certaines localités ont été informées du projet et impliquées aux séances de consultations publiques.

V.2.3.2 Pouvoir politique moderne

247. Il est représenté par des Gouverneurs et Administrateurs de Secteurs. La vie politique est également animée par des partis politiques. Ainsi, l'Administrateur du Secteur de Québo a aussi été informé et consulté dans le cadre du présent projet.

V.2.3.3 Relation entre pouvoir politique traditionnel et pouvoir moderne

248. Les deux types de pouvoirs travaillent en étroite collaboration pour assurer le développement économique et social de leurs localités. De nos jours, les personnes ressources charnières entre les deux types de pouvoirs sont les Administrateurs de Secteurs et les chefs de villages. En effet, il y a une étroite collaboration entre les pouvoirs traditionnels et les administrations régionales, par les voies de réunions de concertation au niveau régional et même au niveau local.

V.2.4 ÉDUCATION

V.2.4.1 Alphabétisation

249. La population adulte est très faiblement alphabétisée. En effet, selon les données du recensement de 2009, le taux d'analphabétisme était encore important, s'établissant à 56 %. Cependant, le taux d'alphabétisation de la tranche d'âge de 15 à 24 ans était de 65 %.

250. En 2010, le taux d'alphabétisation des femmes de 15 à 24 ans était de 39,90 % au niveau national et 50,40 % à Bissau.

251. Aucune infrastructure d'alphabétisation n'a été identifiée dans les localités directement concernées par le projet.

V.2.4.2 Enseignement préscolaire

252. Le taux brut de scolarisation au préscolaire était de 3 % pour l'année scolaire 1999/2000. Il est passé à 5 % en 2009/2010². Son taux d'accroissement annuel a été évalué à + 5 %.

253. L'augmentation importante des effectifs au niveau préscolaire serait attribuable aux initiatives privées et à quelques entités religieuses. En effet, la part des enfants du préscolaire inscrite dans les jardins communautaires était nulle pour l'année scolaire 1999/2000 et était passée à 34 % en 2005/2006 avant de diminuer en 2009/2010 au profit des écoles privées qui scolarisaient 62 % des élèves du préscolaire. La majorité de l'offre à ce niveau provenait du privé et seuls 17 % des effectifs étaient scolarisés dans des structures publiques en 2009/2010.

² Rapport d'état du système éducatif, avril 2013, p16.

254. Aucune infrastructure du préscolaire n'a été identifiée à proximité du tronçon de route du projet à la traversé des localités directement concernées.

V.2.4.3 Enseignement primaire

255. Si le taux net de scolarisation au primaire est de 67,40 % au niveau national, il se limite à 56,50 % dans les zones rurales, contre 83,50 % dans les zones urbaines³. En faisant référence au taux brut de scolarisation, il est constaté qu'il est passé de 70 % entre 2000 et 2003 à 101 % entre 2005 et 2007 et à 107,80 % entre 2009 et 2010⁴. Ces taux montrent un progrès dans la scolarisation des enfants au primaire.

256. Selon l'Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples (MICS), le taux net de scolarisation des filles est passé de 55,90 % pour l'année scolaire 2003/2004 à 65,40 % en 2010.

257. Si le travail des enfants (environ 32 %) et le mariage des jeunes filles (environ 29 %) font partie des principales causes d'abandon au primaire, il y a lieu également de prendre en compte les causes de maladies et de grossesses précoces.

258. Certaines localités directement concernées par le projet comme Ga-Dembele, Dakar Sinho et Mampata disposent d'infrastructures du primaire.

259. Vue la proximité de l'école de Dakar Sinho du tronçon de route du projet, il est proposé dans le PGES la réalisation d'une clôture adaptée afin de sécuriser les élèves et le personnel.

260. Lors des séances d'information et de consultation des populations locales concernées par le projet, certains participants ont émis la nécessité de construire si possible une école dans leur village afin de permettre aux enfants d'obtenir une bonne éducation et formation. En effet, selon des informations reçues lors des recensements des PAP, il est constaté que très peu d'enfants sont scolarisés dû au manque d'infrastructures scolaires. Quelques rares PAP sont allés à l'école.

V.2.4.4 Enseignement secondaire et supérieur

261. Si le travail des enfants (environ 32 %) et le mariage des jeunes filles (environ 29 %) font partie des principales causes d'abandon au primaire, il y a lieu également de prendre en compte les causes de maladies et de grossesses précoces.

262. Le taux brut de scolarisation au secondaire était de 19 % pour l'année scolaire 1999/2000. Il est passé à 43 % en 2009/2010. L'accroissement annuel est évalué à + 9 %⁵.

263. L'augmentation au niveau de l'enseignement secondaire était due à la fois à l'élargissement de l'offre publique et à l'augmentation du nombre de lycées privés (la part du privé entre 1999/2000 et 2009/2010 était comprise entre 10 % et 18 % selon le cycle).

³ DENARP II, page 20, paragraphe 4.

⁴ DENARP, page 19, tableau 2.

⁵ DENARP II, page 16, tableau 2.

264. La part des effectifs scolarisés au privé pour l'Enseignement technique et la formation professionnelle (EFTP) avait considérablement augmenté comme pour l'enseignement supérieur. En effet, la part des effectifs de l'EFTP au privé était passée de 36 % en 2005/2006 à 53 % en 2009/2010. Celle de l'enseignement supérieur est passée de 20 à 45 % pour les mêmes années.

265. Il ressort que dans la Région de Tombali, les garçons sont trois fois plus nombreux que les filles au niveau de l'enseignement secondaire.

266. Aucune infrastructure du secondaire et du supérieur n'a été identifiée à proximité du tronçon de route dans les localités directement traversées par le projet.

V.2.5 SANTÉ

267. De façon générale, le paludisme est le plus grand problème de santé publique en Guinée Bissau. Il touche surtout les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans. C'est la première cause de morbidité et mortalité des enfants de moins de 5 ans.

268. Il ressort que seuls 35 % des enfants de moins de cinq ans et 32 % des femmes enceintes dorment sous une Moustiquaire Imprégnée. Pourtant, ils constituent les groupes sociaux les plus vulnérables face à cette épidémie pour lesquels les conséquences sont souvent graves.

269. En outre, les mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement sont à l'origine de certaines maladies hydriques (diarrhée, paludisme, choléra, etc.). Les épidémies de fièvre typhoïde et fièvre jaune sont également très fréquentes.

270. La prévalence du VIH/SIDA était estimée à 3,60 % en 2010 selon les sites sentinelles, avec un taux plus élevé pour les femmes enceintes (5 %). Cette épidémie touche particulièrement les jeunes filles du groupe d'âge compris entre 15 et 18 ans, entraînant ainsi une féminisation de l'épidémie.

271. Des cas de morsures de serpents, parfois avec des pertes en vie humaine sont signalés.

272. Par ailleurs, de par le passé, en 2015, malgré la présence de malades à virus EBOLA dans le pays voisin, la Guinée Conakry, aucun cas n'avait été encore signalé en Guinée Bissau.

273. Néanmoins, des séances de sensibilisation relatives à cette maladie sont proposées dans le PGES. En outre, ces sensibilisations prendront en compte les IST, le VIH/SIDA, les grossesses non désirées, l'excision et le mariage forcé.

274. Des centres de santé communautaire ont été identifiés à proximité du tronçon de route du projet dans les localités de Balana et de Ga-Dembele. Cependant, ces centres ne sont pas fonctionnels. En effet, celui de Balana est en ruine. Quant au centre de Ga-Dembele, il est impacté par le projet.

275. Les évacuations sanitaires se font sur de longues distances avec les moyens personnels des populations locales vers les centres de santé les mieux équipés (Québo, Buba).

276. Ce qui a amené certains participants aux séances d'informations et de consultations publiques à suggérer la construction, si possible de centre de santé dans leur localité. Ainsi, dans le cadre de la présente actualisation de l'étude, il est suggéré la construction d'un centre de santé équipé dans la localité de Ga-Dembele qui pourra aussi prendre en charge les malades des villages environnants.

V.2.6 PATRIMOINE CULTUREL

277. La zone du projet possède une diversité ethnico-culturelle. En effet, au sein des communautés, on note un certain nombre de cérémonies préparatoires de divers actes socioculturels, comme la circoncision, le mariage, les sacrifices pré et post pratiques agricoles, aussi bien que les rituels sur les sépultures des défunts, originaires des familles nobles.

278. De nos jours, la reconversion de certains membres des communautés à l'islam et au christianisme entraîne l'abandon de ces rites.

279. Aucun lieu sacré ou autre patrimoine culture n'a été identifié dans l'emprise du tronçon de route projet. Cependant, dans les localités de Balana et de Ga-Dembele, il est signalé la présence de bois sacrés. Des mesures sont prises en compte dans le PGES pour éviter la profanation de ces sites. En outre, suite aux suggestions faites par les populations locales lors des consultations publiques, il est proposé dans le PGES la réalisation de sacrifices dans les localités de Balana, Ga-Dembele et de Ga-Duru pour le bon déroulement des travaux.

V.3 MILIEU ÉCONOMIQUE

280. L'économie de la Guinée-Bissau est basée essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles. L'agriculture constitue la principale activité économique. La pêche, l'élevage, l'exploitation des forêts et le tourisme constituent des sous-secteurs importants de cette économie.

281. En effet, l'agriculture, la foresterie, la pêche et l'élevage représentaient 40,3 % du PIB en 2010⁶. Quant au commerce de produits alimentaires et agricoles, il représentait la première activité génératrice de revenus en Guinée-Bissau.

V.3.1 AGRICULTURE

282. L'agriculture est le pilier de l'économie de la Guinée-Bissau, source de revenus pour 85 % de la population. Elle fournit 50 % du PIB, 80 % de l'emploi et plus de 98 % des exportations et est constituée essentiellement par les petits producteurs familiaux, estimés à près de 120.000 exploitants, réalisant 90 % de la production de biens et services provenant du secteur rural⁷.

⁶Étude relative à la formulation du programme d'actions détaillé de développement de la filière lait en zone UEMOA, annexe 4 : Guinée Bissau, UEMOA, avril 2013.

⁷Cadre de programmation pays 2014-2017 de la Guinée Bissau, Résumé exécutif.

V.3.1.1 Anacardier

283. L'anacarde constitue le principal produit d'exportation du pays. En effet, la filière acajou constitue la première activité génératrice de revenu en termes de commercialisation de la production agricole avec 95 % des exportations et 17 % des recettes de l'État⁸. Elle touche essentiellement le monde rural.

284. Toutefois, seuls 4 % de la production sont transformées au niveau national, le reste étant exporté sous forme de noix brute.

285. L'anacarde, tout en occupant 47 % des superficies cultivées et impliquant 80 % des populations rurales dans les activités agricoles, est un secteur stratégique de création d'emplois et de réduction de la pauvreté.

286. La production d'anacardes joue un rôle central dans la vie économique du pays de façon générale et en particulier chez les ménages. En effet, elle permet aux producteurs et aux ménages de se procurer des revenus substantiels. La cueillette représente le principal pic de travail (mai à juin). Elle est assurée par les femmes et les enfants. La rémunération se fait souvent en nature sous la forme de faux fruits que les femmes transforment en boissons alcoolisées (vin et eau de vie).

287. La production et la commercialisation du cajou permettent aux paysans de se procurer entre autres du riz, principale denrée de consommation du pays.

288. Le projet d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km) entraînera l'abattage de quelques pieds d'anacardes dans l'emprise. Les anacardiers abattus sont pris en compte dans le Plan Succinct de Réinstallation des PAP (PSR). Par ailleurs, le projet contribuera à faciliter l'évacuation des productions d'acajous.

V.3.1.2 Riziculture

289. Le riz constitue l'aliment de base de plus de 95 %⁹ de la population bissau-guinéenne et un des principaux produits d'échanges. En dehors de ces aspects nutritionnels et économiques, cette denrée a aussi un rôle principal sur les plans social et religieux.

290. Vendu ou troqué, le riz permet d'acheter les produits de premières nécessités, de scolariser les enfants, de s'occuper des problèmes de santé, d'accroître le cheptel, etc.

291. La demande en riz augmente du fait de l'accroissement démographique. Cependant, la production reste relativement faible, ne couvrant que 47 % de la consommation nationale. Or le pays dispose d'un potentiel important en riziculture irriguée dont 106 000 ha pour le riz de mangroves et 200 000 hectares pour le riz de bas-fonds.

292. Lors des séances de consultations publiques, les participants ont noté la présence de potentialité en production de riz (des centaines d'hectares de bas-fonds). Ils souhaitent que ces sites soient aménagés pour permettre aux jeunes et femmes de produire du riz. En

⁸DENARP, Septembre 2009.

⁹DENARP II 2011-2015, Juin 2011, P76.

outre, les batteuses et décortiqueuses de riz font partie des besoins exprimés par ces participants.

V.3.1.3 Autres cultures céréales

293. Les céréales cultivées en saison pluviale, maïs, mil, sorgho, fonio et niébé font partie des systèmes de production extensifs, essentiellement basés sur le “cycle” défrichement - brûlis - culture - jachères.

V.3.1.4 Oléagineux

294. Les caractéristiques climatiques et pédologiques sont particulièrement favorables à la culture d'arachide dans la Région de Tombali. En effet, la production totale d'arachide de cette Région représente près de 45 % de l'ensemble du pays.

295. Une partie de la production est consommée dans le pays sous forme de pâte et d'huile, l'autre partie étant commercialisée dans les zones frontalières avec le Sénégal et la Guinée Conakry.

V.3.1.5 Racines et tubercules

296. Igname, patate et manioc sont essentiellement produits dans les zones du projet. Bien que considérées comme des cultures secondaires, ces racines et tubercules (igname, patate, manioc) jouent un rôle important en matière de sécurité alimentaire et de revenus pour les ménages.

V.3.1.6 Productions fruitières

297. Outre les noix de cajou, on note la production d'agrumes (citron et orange), bananes, mangues, noix de palme, papayes, noix de cola, ananas et goyaves. Une partie de ces fruits est consommée au niveau local et l'autre partie est exportée.

298. La Région de Tombali fait partie des principales régions productrices de ces types de fruits hors mis la production d'anacarde.

299. Le projet entraînera l'abattage d'arbres fruitiers dans l'emprise. Ces arbres sont pris en compte dans le Plan Succinct de Réinstallation des PAP. Par ailleurs, le projet contribuera à faciliter l'évacuation des productions fruitières.

V.3.1.7 Palmier à huile

300. Le palmier à huile intervient dans l'alimentation (huile) des populations locales. Il constitue aussi pour elle une source importante de revenus (vente de noix, d'huile de palm, de savon d'huile de palm), la demande étant importante dans certains pays voisins comme le Sénégal, la Gambie et la Guinée Conakry.

301. Le projet d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km) entraînera l'abattage de quelques palmiers dans son emprise. Les propriétaires des palmiers abattus sont pris en compte dans le Plan Succinct de Réinstallation des PAP (PSR/PAP).

V.3.1.8 Maraîchage

302. Les activités de maraîchage ne sont pas très développées dans les localités directement concernées par le projet. Cependant, la zone possède les conditions édapho-climatiques lui permettant de pratiquer ces activités pouvant contribuer à la sécurité alimentaire, à l'amélioration et à la diversification de l'alimentation.

303. Seuls deux sites potagers sont empiétés par le projet à la traversée de la localité de Ga-Dembele. Leurs propriétaires ont été pris en compte dans le PSR/PAP.

304. En somme, les potentialités du secteur de l'agriculture sont largement sous-exploitées car la Région dispose de sols fertiles. Cependant, cette agriculture est limitée par des contraintes. Parmi ces obstacles on note entre autres :

- la faible intensification de la production ;
- l'enclavement des zones de production ;
- l'exode rural des jeunes qui entraîne une diminution de main d'œuvre ;
- le manque de main d'œuvre ;
- les difficultés d'accès aux crédits agricoles ;
- le faible niveau d'instruction des producteurs défavorisant l'appropriation des nouvelles techniques ;
- le mode traditionnel de production encore dominant avec l'utilisation d'outils rudimentaires ;
- le faible niveau d'encadrement des producteurs ;
- le faible niveau de maîtrise de l'eau ;
- la pauvreté ne permettant pas aux producteurs d'investir dans l'économie agricole ;
- le mauvais état des pistes d'accès aux sites de production ;
- la vulnérabilité aux aléas climatiques (risques de précipitations irrégulières) ;
- le faible niveau de maîtrise des techniques de commercialisation.

305. Il est proposé dans le PGES, la formation des populations locales aux meilleures techniques de production agricole. Ce qui contribuera à une utilisation durable des ressources naturelles, par conséquent la préservation de l'environnement de façon générale et en particulier la diversité biologique de la zone.

V.3.2 ÉLEVAGE

306. De façon générale, l'élevage en Guinée-Bissau contribue pour 17 % au PIB et pour 32 % au Produit Agricole. Selon le dernier recensement du cheptel, il ressort que le capital cheptel s'établit en valeur à 194 milliards FCFA¹⁰.

307. L'élevage sédentaire extensif de petits et gros ruminants est le mode dominant dans les localités concernées par le projet. Quant à la transhumance concernant surtout les bovins, elle est pratiquée par des éleveurs venant des pays voisins, surtout la Guinée Conakry.

¹⁰ Étude relative à la formulation du programme d'actions détaillé de développement de la filière lait en zone UEMOA, annexe 4 : Guinée Bissau, UEMOA, avril 2013.

308. Bovins, ovins, caprins, porcins et volailles (poulet, canard, pintade) sont les principales espèces d'animaux élevées dans la zone du projet.

309. L'élevage constitue un mode de capitalisation et un système d'assurance épargne pour les producteurs. En effet, les populations locales se servent de cette épargne pendant les périodes de "soudure" (sécurité alimentaire). Il joue aussi un rôle social important lors des mariages, baptêmes, funérailles et autres rites coutumiers. Cependant, cet élevage connaît quelques contraintes qui sont entre autres :

- la diminution du pâturage suite aux aléas climatiques et actions anthropiques ;
- la faible valorisation des produits d'élevage ;
- le faible niveau d'adoption des nouvelles technologies de production.

310. Il est proposé dans le PGES, la formation des populations locales aux meilleures techniques d'élevage. Ce qui contribuera à une utilisation durable des ressources naturelles.

V.3.3 PÊCHE

311. Si la Guinée Bissau de façon générale offre de bonnes conditions naturelles pour le développement des ressources halieutiques, elle n'a cependant pas une grande tradition de pêche.

312. Les activités de pêche sont très peu développées dans les localités concernées par le projet. En effet, elles se limitent à une pêche artisanale sur certains points d'eau.

313. La non maîtrise de la pêche artisanale et de l'aquaculture, l'absence de subvention ou de crédit pour l'achat de matériel, l'utilisation de matériel prohibé, les problèmes d'organisation, l'exploitation anarchique des ressources halieutiques, etc. sont entre autres les contraintes qui minent le développement de la pêche dans la zone du projet.

314. La prise en compte de la formation des populations locales aux meilleures techniques de pêche dans le PGES contribuera à la conservation et l'utilisation durable des ressources halieutiques dans les zones du projet.

V.3.4 CHASSE

315. De façon générale, les ressources fauniques sont assez importantes en Guinée Bissau et en particulier dans la Région de Tombali.

316. La chasse est pratiquée pour la consommation familiale mais également pour la recherche de revenus. Elle est ouverte du 1^{er} novembre au 30 mai de chaque année. Quelques activités de braconnage, mettant la ressource en péril sont notées. Ainsi, des séances de sensibilisation sont intégrées dans le PGES de la présente étude afin de contribuer à la préservation de la diversité des ressources fauniques de la zone.

V.3.5 EXPLOITATIONS FORESTIÈRES

317. Le bois est exploité sous forme de bois d'œuvre (planche, meubles) et de bois d'énergie (bois de chauffe, charbon). La recherche de revenus contribue à une surexploitation des forêts entraînant ainsi leurs dégradations et réductions progressives. En effet, on note une baisse de 30 % des surfaces de forêts sub-humides denses de Tombali.

318. Les séances de sensibilisation intégrées dans le PGES de la présente étude vont aussi contribuer à la conservation et l'utilisation durable de ces ressources forestières de la zone du projet.

V.3.6 INDUSTRIE

319. Malgré la disponibilité en ressources naturelles, l'industrie Bissau guinéenne qui ne représente que 15 % du PIB se limite à la transformation de matière première et à la fabrication de produits de consommation courante (brasserie, fabrication de jus de fruits, huile d'arachide, matériaux de construction, etc.). Elle est quasi inexistante dans les localités traversées par le tronçon de route Boké-Québo (23 km).

V.3.7 MINES

320. La Guinée Bissau regorgerait de potentialités en ressources minières inexploitées : pétrole offshore, bauxite et du phosphate, zinc, cuivre, argile, sables, etc.

321. Aucune exploitation minière n'a été constatée dans les localités directement traversées par le tronçon de route du projet.

V.3.8 COMMERCE

322. Le secteur du commerce dominé par le secteur informel, occupe surtout les jeunes et les femmes. En effet, de façon générale les femmes apportent une contribution certaine à la croissance économique à travers ce secteur. Selon l'ILAPII/2010, 77,10 % des femmes actives sont occupées dans le secteur primaire et près de 23,0 % dans le secteur tertiaire, dont 12 % pour le seul sous-secteur commerce.

323. Dans la zone concernée par le projet, la vente et/ou l'achat des produits agro-pastoraux et manufacturés se font non seulement dans les localités comme Buba, Québo, mais, aussi dans les pays voisins comme la Guinée-Conakry, la Gambie et le Sénégal.

324. La vente des produits agro-pastoraux procure aux ménages des revenus plus ou moins importants. Elle contribue aussi à l'économie locale, nationale et à la création d'emplois.

325. L'exécution du projet va contribuer à développer les activités commerciales dans la zone du projet.

V.3.9 SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS

326. Il n'existe pas de systèmes bancaires ni d'institutions d'épargne et de crédits dans les localités et secteurs directement concernés par le projet. Ainsi, l'accès aux crédits agricoles constitue une contrainte majeure au développement des activités des producteurs.

V.3.10 TOURISME, ARTISANAT ET HÔTELLERIE

327. En matière de tourisme et d'écotourisme, la Guinée Bissau regorge d'énormes potentialités : plage de sable, écosystème, faune et flore exubérantes, paysages, culturels, etc.).

328. Tenant compte des contraintes résultant de la saison des pluies, les périodes favorables aux activités touristiques, se situent entre les mois de novembre et mars, pouvant s'allonger jusqu'en avril et mai.

329. L'artisanat utilitaire (maçonnerie, poterie, vannerie, sculpture, etc.) est rencontré dans la zone du projet. Il constitue une source de création d'emplois et de revenus pour les populations.

330. En ce qui concerne l'hôtellerie, elle est quasiment inexistante dans les localités traversées par le tronçon de route du projet. Elle est surtout rencontrée dans les localités de Québo, Saltinho et Buba, mais très peu développée.

V.3.11 TRANSPORT

331. Le transport des personnes et des marchandises est très peu développé dans la zone du projet dû au mauvais état du tronçon de route Boké-Québo. Cette situation constitue une des contraintes majeures au développement du transport terrestre, des échanges économiques, à l'enlèvement des productions. Les localités traversées sont desservies par quelques transporteurs.

332. Les photos ci-après montrent quelques véhicules de transport empruntant le tronçon de route du projet.



Photo 16: Aperçu de véhicules de transport (A) et (B) empruntant le tronçon de route du projet

333. La circulation de ces véhicules entraîne d'importants soulèvements de poussières. Le constat fait sur la végétation riveraine du tronçon de route montre des dépôts de poussières sur la végétation. Ces dépôts peuvent perturber la photosynthèse des plantes, par conséquent une perturbation de la production végétale. Les photos ci-après présentent des dépôts de poussières sur la végétation riveraine du tronçon de route du projet.



Photo 17: Aperçu de dépôts de poussières sur la végétation riveraines (A) et (B) du tronçon de route du projet

334. Par ailleurs, la propagation de ces poussières sur les populations des localités traversées peut être à l'origine de maladies respiratoires et oculaires, surtout pour les enfants. Ainsi, la réalisation du projet contribuera à minimiser voire éviter la propagation de la poussière. En outre, des mesures ont été insérées dans le PGES afin d'éviter la propagation de la poussière sur les populations riveraines pendant les travaux de construction du tronçon de route Boké-Québo (23 km).

V.3.12 TÉLÉCOMMUNICATION ET ORGANES DE PRESSE

335. La télécommunication est plus ou moins développée dans les localités traversées par le tronçon de route du projet due à l'introduction de la téléphonie cellulaire. En effet, des réseaux cellulaires comme Orange et MTN couvrent certaines localités traversées. Cependant, la difficulté d'accès à l'énergie électrique constitue l'une des contraintes majeures au développement de cette téléphonie mobile.

336. Sur le plan radiophonique, les émissions de la radiodiffusion nationale (RDN) et de certaines radios privées couvrent les localités traversées par le projet.

337. Ces outils de communication peuvent être utilisés dans les activités d'information et de sensibilisation des populations locales relatives à la question de libération des emprises, des indemnisations des personnes et de leurs biens affectés, au développement socio-économique, à la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles.

V.3.13 CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES

V.3.13.1 Niveau de pauvreté

338. De façon générale, le niveau de développement humain en Guinée Bissau reste toujours faible et précaire selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). En effet, les instabilités politiques depuis plusieurs décennies n'ont pas permis de créer les meilleures conditions de mise en place des politiques publiques ambitieuses et durables.

339. Selon le rapport mondial du PNUD sur le développement, la Guinée Bissau avec son Indicateur de Développement Humain (IDH) de 0,289 est classée au 164 rang sur un total de

169 pays¹¹. Les facteurs qui plombent ce faible niveau de l'IDH, sont la pauvreté, la faiblesse des opportunités de revenus, l'accès et la qualité des services de santé ayant aussi un impact sur l'espérance de vie (48,6 ans).

340. Selon les résultats de l'Enquête Légère pour l'Évaluation de la Pauvreté (ILAP), les taux de pauvreté absolue (revenu inférieur à 2\$ par jour) et extrême (revenu inférieur à 1\$ par jour) sont respectivement de 64,70 % et 20,80 % de la population en Guinée Bissau.

341. La profondeur de la pauvreté estimée sur la base de la pauvreté extrême, est respectivement de 19,80 % pour le Secteur Autonome de Bissau et de 26,40 % pour les autres Régions.

342. L'évaluation de la pauvreté faite en 2002 révèle que les pauvres en Guinée Bissau sont pour l'essentiel jeunes (80% entre 15 et 35 ans). L'analyse par genre montre que la pauvreté touche davantage les femmes que les hommes. La proportion de pauvreté absolue (2\$US/jour/personne) pour les femmes chefs de ménages est de 56,30 % à Bissau et de 70 % dans les Régions. Pour les hommes chefs de ménages, elle est de 48,80 % à Bissau et de 76,50 % dans les Régions. S'agissant de la pauvreté extrême (1\$US), la proportion pour les femmes chefs de ménages est de 15,50 % à Bissau et de 38,70 % dans les Régions. Celle des hommes chefs de ménages est de 12,20 % à Bissau et de 40 % dans les Régions.

343. La pauvreté s'est aggravée entre 2002 et 2010. En effet, les résultats de l'enquête de 2010 (ILAPII) indiquent que 69,3 % des Bissau guinéens sont pauvres et 33 % extrêmement pauvres soit respectivement 5 et 13 % de plus qu'en 2002. Particulièrement à Bissau, elle est restée constante (51 %) alors qu'elle s'est aggravée dans les autres régions.

344. En ce qui concerne la pauvreté non monétaire, elle touchait 40 % de la population Bissau guinéenne en 2009. Cette pauvreté affectait 60,30 % de la population rurale et 8,40 % de la population urbaine¹². La profondeur de la pauvreté (écart moyen en % par rapport au seuil de pauvreté) était de 5,70 % au niveau national, 8,80 % en milieu rural et 0,90 % en milieu urbain.

345. La plus faible incidence de la pauvreté non monétaire était observée au SAB avec seulement 2,60 % de la population touchée.

346. Ainsi, des gains même faibles dans l'amélioration des conditions d'habitat, d'accès à l'eau potable, de possession de biens durables, etc. pourraient se traduire par des changements importants sur l'incidence de la pauvreté.

V.3.13.2 Source d'énergie

347. L'électrification est quasi inexistante dans les localités traversées par le tronçon de route du projet. Seuls quelques localités comme Mampata, Buba, Quebo disposent temporairement de courant par jour.

¹¹ DENARP 2011-2015, page 18, paragraphe 1.

¹² DENARP 2011-2015, page 8, paragraphe 4.

348. Le pétrole, les bougies, le bois et le charbon, sont les autres sources d'énergie exploitées par les populations locales pour l'éclairage et la cuisson. Les femmes procèdent au ramassage et à la commercialisation de ces sources d'énergie. Il est constaté une production importante de charbon de bois à travers l'abattage des arbres. Ce qui contribue à une dégradation accélérée des ressources forestières. Ainsi, il est pris en compte dans le PGES de la présente étude des séances d'éducation environnementale et sociale pour la préservation de la diversité biologique y compris la sensibilisation sur le paludisme, les IST, le VIH/SIDA, les grossesses non désirées, l'excision, le mariage forcé, l'hygiène, etc.

V.3.13.3 Habitat

349. Comme précédemment annoncé, dans les localités traversées par le projet, on rencontre essentiellement des habitations traditionnelles construites en banco avec des toitures en chaume ou en tôles s'étendent parfois le long de la route du projet.

350. Dans le cadre du présent projet, quelques maisons localisées dans l'emprise du projet seront expropriées. Cet aspect est pris en compte dans le PSR/PAP.

V.3.13.4 Accès à l'eau potable et assainissement

351. Les résultats de l'enquête approfondie sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité des ménages ruraux en Guinée Bissau de Novembre/décembre 2010 montrent que le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural est de 49 % avec de grandes disparités régionales.

352. Pour la Région de Tombali, le taux d'accès était de 43,50 %, soit 43 % en saison sèche et 44 % en saison de pluie. Cependant, la réalité sur le terrain est tout autre. En effet, dans la plupart des localités traversées par le projet, il est noté par les populations locales une insuffisance en approvisionnement en eau potable. Les populations locales s'approvisionnent essentiellement dans des puits traditionnels qu'elles ont-elles même réalisé. Ainsi, lors des consultations publiques, les participants ont souhaité que des forages soient réalisés pour les besoins des populations locales. Cet aspect est pris en compte dans le présent PGES.

353. En ce qui concerne l'assainissement, les indicateurs de 2010 de l'Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples (MICS) montrent que 5 % des ménages vivant dans le monde rural utilisent des installations sanitaires améliorées contre 35 % en milieu urbain. Ainsi, la nature reste le principal lieu d'aisance des populations en zone rurale. Ce qui constitue des risques sanitaires graves. Le principal mode d'évacuation des ordures ménagères est le dépotoir individuel dans la nature.

354. La prise en compte de sensibilisations dans le PGES à travers des séances d'éducatives environnementales et sociales de la présente étude permettront de minimiser les risques sanitaires graves pour les populations locales.

V.3.13.5 Emploi

355. En faisant référence au DENARP II arrivé à son terme en 2015, il ressort que la situation de l'emploi, surtout pour les jeunes ne s'est pas beaucoup améliorée. En effet, il est constaté que le taux d'occupation de la tranche de 15 à 24 ans était de 10,6 % en 2009,

avec un taux de 4,6 % pour les femmes. Ainsi, avec le sous-emploi le taux de chômage est probablement autour de 30 %¹³.

356. De nos jours, la promotion de la création d'emplois fait partie de l'un des défis du Gouvernement de la Guinée Bissau. Ainsi, le projet d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 km) va certainement contribuer à créer des emplois pour les populations locales, surtout pour les femmes et les jeunes.

V.3.14 CONDITIONS DE VIE DES FEMMES DANS LA SOCIÉTÉ

357. La contribution de la femme Bissau-guinéenne aux activités économiques, aux progrès sociaux et à l'équilibre de la cellule familiale est importante. En effet, cette contribution est essentielle à la scolarisation des enfants et à la santé des membres de la famille. En outre, sa responsabilité dans la réalisation des activités génératrices de revenus, travaux domestiques, la production rurale dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et du commerce attestent du rôle évident et important qui est le sien dans tous les domaines de développement et de la croissance économique.

358. Cependant, malgré sa participation croissante dans tous les secteurs de la vie, la femme n'occupe pas encore toute la place qu'elle mérite dans la société bissau-guinéenne. Au niveau de la création de richesses par exemple, sa contribution est sous-estimée. En outre, un des problèmes que rencontrent les femmes, est le difficile accès à la terre. En effet, comme dans la plupart des sociétés bissau-guinéennes, l'accès à la terre est réservé aux hommes. Seules les veuves ont parfois le droit de gérer des terres pour le compte de leurs enfants. Aussi, la formation et l'éducation sont entre autres des domaines où les inégalités existent de façon marquante au profit des hommes.

359. La pauvreté touche davantage les femmes que les hommes. Ce qui conditionne et soumet les femmes à la prostitution, à l'exploitation, aux grossesses précoces, etc. Ainsi, dans le but d'améliorer leurs conditions de vie, le Gouvernement bissau-guinéen promeut la participation active de la femme guinéenne dans toutes les sphères de la vie sociale.

V.3.15 DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

360. Il est noté une réduction du couvert végétal, la rareté voire la disparition de certaines espèces de la faune, l'érosion des sols, la dégradation des berges des cours d'eau dans la zone du projet de façon générale. Ainsi, les causes les plus importantes et profondes de dégradation de l'environnement découlent principalement des facteurs écologiques et humains. On retiendra entre autres :

- la déforestation anarchique pour les exploitations agricoles ;
- l'exploitation anarchique du bois d'œuvre et pour la carbonisation ;
- la pauvreté entraînant une exploitation anarchique des ressources naturelles ;
- les effets néfastes du changement climatique (insuffisance et mauvaise répartition des pluies) ;
- les feux de brousse ;
- la croissance rapide de la population entraînant des demandes de plus en plus élevées en ressources naturelles ;
- l'analphabétisme.

¹³ DENARP II, paragraphe 2, page 8.

361. La réalisation de séances d'éducatives environnementales et sociales a été prise en compte dans le PGES de la présente étude pour contribuer à la prise de conscience chez les populations locales de la nécessité de la conservation et de l'utilisation durable de leurs ressources naturelles.

V.3.16 CHANGEMENTS CLIMATIQUES

362. Le phénomène des changements climatiques se manifeste par un certain nombre d'effets néfastes dont :

- les possibilités d'augmentation des phénomènes d'inondation ;
- l'avancée de la sécheresse et de la désertification ;
- la dégradation des sols par l'érosion ;
- la dégradation du couvert végétal, etc.

363. Face à cette situation, la Guinée-Bissau a adopté des instruments de politique et de gestion dans les différents secteurs de développement dans lesquels sont définies les priorités de développement national qui ont une relation directe avec la problématique des changements climatiques. Ces priorités se trouvent également complétées et renforcées par des actions définies dans les cadres sous régional et régional.

V.4 INFORMATIONS ET CONSULTATIONS PUBLIQUES

364. Dans le cadre de la présente étude, les populations locales ont été informées et consultées. En effet, les populations de Ga-Duru, Ga-Dembele et Balana ayant plus d'infrastructures sociales affectées par le projet ont été consultées.

365. Les photos ci-après montrent les participants de Ga-Dembele et de Balana aux consultations publiques.



Photo 18: Vue partielle des participants aux informations et consultations publiques de Balana (A) et de Ga-Dembele (B)

366. Cette approche participative a eu pour but de leur présenter le projet et de prendre en compte leurs préoccupations et suggestions en vue d'une meilleure insertion du projet dans son milieu.

367. Au cours de ces consultations, le Consultant a présenté :

- sommairement le projet ;

- les principaux impacts négatifs et positifs du projet ;
- les mesures environnementales et sociales préconisées pour atténuer, supprimer ou compenser les impacts négatifs et pour bonifier les impacts positifs.

368. Par la suite, les participants ont largement été écoutés. Tout en adhérant au projet, ils ont souhaité que celui-ci voit jour le plus rapidement possible pour le bonheur des populations locales. En outre, ils ont émis un certain nombre de souhaits à prendre en compte dans le projet. Ce sont :

Consultation publique de Ga-Duru

- la construction d'une école dans le village,
- l'aménagement d'un terrain de football pour les jeunes,
- la construction d'un centre de santé,
- la construction d'un marché,
- la réalisation d'un forage,
- Il est strictement interdit aux étrangers d'enceinter les femmes de la localité ;
- l'interdiction stricte aux étrangers de frapper un enfant de la localité,
- l'indemnisation des biens et la réinstallation des personnes affectées,
- l'accompagnement avec du matériel de sport (chaussures, ballons, maillots, etc.),
- le recrutement de la main d'œuvre locale pour les travaux,
- l'acquisition de décortiqueuses de riz pour les femmes.

Consultation publique de Ga-Dembel

- la réalisation effective du projet après plusieurs années de promesses,
- l'aménagement d'un marché,
- l'acquisition de décortiqueuses de riz pour les femmes,
- la construction d'un magasin de stockage de produits,
- la construction d'une maison de la femme,
- la réalisation de forages,
- l'acquisition d'une ambulance pour faciliter les évacuations sanitaires ;
- la construction d'un centre de santé,
- l'acquisition d'une presse à huile de palme,
- l'acquisition d'une presse à huile à manioc,
- la formation des femmes dans le domaine de la couture,
- le recrutement de la main d'œuvre locale pour les travaux,
- la construction d'un centre de formation des jeunes sur les nouvelles technologies,
- l'aménagement de bas-fonds pour la production agricole des populations locales,
- l'aménagement d'un terrain de football pour les jeunes,
- la construction d'un centre culturel,
- l'indemnisation des biens impactés et la réinstallation des personnes affectées,
- l'interdiction stricte au personnel de chantier de courtiser les femmes de la localité.

Consultation publique de Balana

- la construction d'une école,
- la construction d'une mosquée,
- la réalisation de forages,
- la construction d'un centre de santé,
- l'acquisition un moulin à grain,
- l'aménagement d'un terrain de football pour les jeunes,
- la formation des femmes en couture,
- la formation des populations locales en meilleures pratique agricole,
- le recrutement de la main d'œuvre locale pour les travaux.

369. Les procès-verbaux des séances d'informations et de consultations publiques sont en annexe 3 du présent rapport.

VI. ÉVALUATION DES IMPACTS POTENTIELS DU PROJET

VI.1 MÉTHODE D'IDENTIFICATION ET D'ÉVALUATION DES IMPACTS

370. La mise en relation des activités sources d'impacts d'une part et des composantes des milieux naturels et socio-économiques affectés d'autre part, permet de faire ressortir les interrelations entre les activités du projet et ces composantes ainsi que les impacts potentiels.

VI.1.1 ACTIVITÉS SOURCE D'IMPACTS

371. La consistance des travaux a été présentée de façon détaillée dans le chapitre II. L'exécution d'un tel projet nécessitera entre autres les principales opérations suivantes :

En phase préparatoire :

- la libération de l'emprise des travaux,
- l'installation du chantier et de la base de chantier,
- le stockage des matériaux et matériels.

En phase travaux :

- la présence de la main d'œuvre,
- le déboisement de l'emprise du tronçon de la route, des zones d'emprunt et des carrières,
- le décapage de la couche existante et de la terre végétale,
- l'exécution de fouilles pour les fondations,
- les dépôts de tous venants et autres déchets,
- l'exploitation de gîtes d'emprunt, de carrières et des eaux,
- la réalisation d'ouvrages d'assainissement,
- l'exécution des terrassements (déblais et remblais),
- la mise en œuvre des couches de forme, de fondation, de base et de roulement,
- la préparation et la mise en œuvre de béton hydraulique et de bitume,
- la pose d'équipements de sécurité, de la signalisation verticale et horizontale,
- la mise en œuvre des PGES de chantier et de l'entreprise.

372. Les travaux d'aménagement du tronçon de la route du projet nécessiteront la mobilisation d'un certain nombre d'équipements lourds et bien appropriés : Bulldozer, niveleuse, compacteur, pelle chargeuse, grue, camion benne, camion citerne, finisseuse, grader, etc.

En phase exploitation :

- la présence et l'exploitation du tronçon de route aménagé,
- la présence et l'exploitation des ouvrages de franchissement et d'assainissement,
- la prolifération d'infrastructures sociales aux abords du tronçon de route aménagé,
- les travaux d'entretien courant et périodique du tronçon de route et des ouvrages aménagés.

373. L'ensemble de ces activités produiront aussi bien des impacts négatifs que positifs sur le milieu d'insertion du projet qu'il conviendra d'analyser afin de proposer des mesures

adéquates, pour soit les atténuer, les compenser (les impacts négatifs) ou les bonifier (les impacts positifs).

VI.1.2 CRITÈRES DE DÉTERMINATION DES IMPACTS

374. Trois (03) critères sont retenus pour déterminer et évaluer les impacts. Ce sont :

- **l'intensité** ou l'ampleur de l'impact est fonction de l'ampleur des modifications observées sur la composante du milieu touchée par une activité du projet ;
- **l'étendue** de l'impact fait référence au rayon d'action ou à la portée, c'est-à-dire, à la distribution spatiale de la répercussion ;
- **la durée** de l'impact (aspect temporel, caractère irréversible).

VI.1.3 GRILLE D'ÉVALUATION DE L'IMPORTANCE DES IMPACTS

375. L'importance absolue de l'impact, qu'il soit de nature positive ou négative, est déterminée d'après l'évaluation faite à partir des critères énoncés précédemment. La grille de Fecteau ci-dessous a été utilisée.

Tableau n° 4 : Grille d'évaluation de l'importance des impacts

Intensité	Étendue	Durée	Importance absolue
Forte	Régionale	Longue	Majeure
		Moyenne	Majeure
		Courte	Majeure
	Locale	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Moyenne
	Ponctuelle	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Mineure
Moyenne	Régionale	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Moyenne
	Locale	Longue	Moyenne
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Moyenne
	Ponctuelle	Longue	Moyenne
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Mineure
Faible	Régionale	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Mineure
	Locale	Longue	Moyenne
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Mineure
	Ponctuelle	Longue	Mineure
		Moyenne	Mineure
		Courte	Mineure

Source : Fecteau, 1997.

376. Les différentes composantes environnementales du milieu d'insertion du projet peuvent être affectées à des degrés divers (Forte, Moyenne et Faible).

VI.1.4 COMPOSANTES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES AFFECTÉES PAR LE PROJET

377. La liste des différentes composantes environnementales et sociales pouvant être affectées dans la zone d'influence du projet est la suivante :

Pour le milieu biophysique :

- la qualité de l'air ;
- l'ambiance sonore ;
- les sols ;
- les eaux de surface et souterraines ;
- la végétation ;
- la faune et la microfaune ;
- le paysage.

Pour le milieu humain :

- la santé publique et la sécurité ;
- l'emploi ;
- le patrimoine culturel et touristique ;
- la circulation ;
- le transport ;
- les activités économiques ;
- le foncier et l'immobilier ;
- les activités féminines ;
- les conditions et la qualité de vie et le bien être des populations.

VI.1.5 MATRICE D'IDENTIFICATION DES IMPACTS

378. Les impacts du projet sont identifiés à travers une matrice qui met en relation les activités sources d'impacts d'une part et les composantes environnementales et sociales affectées d'autre part. La matrice ci-dessous a été utilisée.

379. Dans cette matrice, tous les impacts potentiels sont identifiés par activité et en fonction de chaque composante environnementale et sociale.

Tableau n° 5 : Matrice des interactions des sources potentielles d'impacts (éléments du projet) et des récepteurs d'impacts (composantes du milieu)

Récepteurs d'impacts Sources d'impacts			Milieu physique et biologique										Milieu humain									
			Qualité de l'air	Climat	Ambiance sonore	Eaux surface	Eaux souterraines	Sols	Végétation	Faune et microfaune	Écosystèmes	Paysage	Infrastructures et autres biens	Santé publique sécurité	Emploi	Patrimoine culturel et tourisme	Circulation	Transport	Foncier et immobilier	Activités économiques	Activités des femmes	Conditions de vie et qualité de vie et bien être
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Phase préparatoire	Libération de l'emprise des travaux	A	N	N	N	N		N	N	N	N	N	N	N	P		N	N		N	N	N
	Installation du chantier et de la base de chantier	B	N	N	N	N	N	N				N		N	P		N			P	P	N/P
	Stockage des matériaux et matériels	C	N		N	N	N	N	N	N	N	N		N	P	N	N	N		P	P	P
Phase travaux	Présence de main d'œuvre	D				N	N	N	N	N	N	N		N	P	N				P	P	P
	Déboisement et décapage de couche et de terre végétale	E	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N		N	P							
	Exécution de fouilles pour les fondations	F	N	N	N	N	N	N		N	N	N		N	P		N	N		P	P	N/P
	Dépôts de tous venants et autres déchets	G	N			N	N	N		N	N	N		N	P		N	N				N
	Exploitation de gîtes d'emprunt, de carrières et des eaux	H	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N		N	P		N	N		N/P	N/P	N/P
	Réalisation d'ouvrages de franchissement et d'assainissement	I	N		N	N	N	N		N	N	N		N	P		N	N		N/P	N/P	N/P
	Exécution des terrassements (déblais et remblais)	J	N	N	N	N	N	N		N	N	N		N	P		N	N		N/P	N/P	N/P
	Mise en œuvre de couche de forme, de fondation, de base et de roulement	K	N	N	N	N	N	N		N	N	N		N	P		N	N		N/P	N/P	N/P
	Préparation, fourniture et mise en œuvre de béton hydraulique et de bitume	L	N	N	N	N	N	N		N	N	N/P		N	P		N/P	N/P		N/P	N/P	N/P
	Pose d'équipements de sécurité et de la signalisation	M												P	P		P	P		P	P	P
Phase exploitation	Mise en œuvre de PGES de chantier et de l'entreprise	N	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P
	Présence et exploitation du tronçon de route aménagé	O	P	P	P	N		N	N	N	N	N/P	P	N/P	P	P	P	P	P	P	P	P
	Présence et exploitation des ouvrages de franchissement d'assainissement	P				N								N/P			P	P	P	P	P	P
	Prolifération d'infrastructures commerciales aux abords du tronçon de route aménagé	Q				N		N	N	N	N	N		N			N	N	N	P	P	P
	Entretien courant et périodique du tronçon de route et des ouvrages aménagés	R	N		N	N	N	N	N	N	N	N	N	N/P	P	N	N	N	P	N/P	N/P	N/P

380. Le tableau ci-dessus permet d'identifier si une activité est susceptible d'affecter une composante donnée des milieux naturels et humains (socio-économiques). Ainsi, l'interaction est symbolisée par les lettres N et P ; N désignant un impact négatif et P un impact positif. La cellule est laissée vide quand l'impact est négligeable ou nul.

VI.2 IDENTIFICATION ET ÉVALUATION DES IMPACTS POTENTIELS DU PROJET

381. Le tableau ci-après présente l'identification et l'évaluation des impacts potentiels du projet.

Tableau n° 6 : Identification et évaluation des impacts potentiels du projet

Composante affectée	Phase projet	Impacts potentiels	Nature	Intensité	Étendue	Durée	Importance absolue
Qualité de l'air	Travaux	Pollution de la qualité de l'air due aux émissions de poussières et de gaz souvent à l'origine de maladies respiratoires et oculaires notamment pour les riverains des localités directement traversées par le tronçon de route	Négative	Moyenne	Locale	Courte	Moyenne
	Exploitation	Arrêt des émissions de poussières par la circulation des véhicules et réduction des maladies respiratoires et oculaires due au bitumage du tronçon	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
Climat	Préparatoire et Travaux	Risques de contribution au réchauffement climatique par les rejets de poussières et fumées chargées de carbone et de métaux lourds dans l'atmosphère par la circulation des véhicules et engins de chantier, par la destruction de la végétation	Négative	Faible	Ponctuelle	Courte	Mineure voire nulle
	Travaux	Risques de perturbation de microclimat dus à la destruction de la végétation	Négative	Faible	Ponctuelle	Courte	Mineure
	Exploitation	Contribution à l'absorption du CO ₂ dégagé dans la ville par les plantations d'arbres proposées dans le cadre du projet.	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
Ambiance sonore	Travaux	Nuisances sonores pour le personnel, les populations et services riverains (établissement scolaire de Dakar Sinho) dues aux bruits, vibrations des véhicules et engins de chantier camions, niveleuses, bull, compacteur, etc.	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure
Eaux de surface	Travaux	Diminution de la quantité des eaux de surface, concurrence entre usagers et risques de conflits dus aux prélèvements des eaux pour les travaux de maçonnerie et de compactage	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure voire nulle
	Travaux	Pollution des eaux de surface par les déchets liquides (hydrocarbures, les huiles de vidanges usagées, les eaux usées, etc.) et solides (gravats, filtres usés, pneus usés, etc.) de chantier issus des sites de stockage de déblais, remblais, tous venants, déversements d'hydrocarbures, vidanges des engins, base-vie, mise en œuvre de béton, moellons, etc.	Négative	Faible	Ponctuelle	Courte	Mineure
	Exploitation	Pollutions des eaux de surface dues aux rejets de déchets dans les caniveaux et l'environnement du tronçon de route aménagé par les riverains et les usagers du tronçon de route aménagé	Négative	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne
Eaux souterraines	Travaux	Pollutions de la nappe souterraine par les déchets liquides issus des déversements d'hydrocarbures, vidanges des engins	Négative	Faible	Ponctuelle	Longue	Mineure voire nulle
	Exploitation	Réduction de l'alimentation des eaux souterraines par infiltration des eaux de pluies due au tassement, au bétonnage et bitumage des sols à certains endroits	Négative	Faible	Ponctuelle	Longue	Mineure
Sol	Préparatoire et Travaux	Destruction en profondeur du profil initial des sols sur toutes les surfaces des excavations, tassements marginaux, constitution de sites d'érosion au niveau des zones d'emprunts non remis en état.	Négative	Moyenne	Ponctuelle	Longue	Moyenne
	Travaux	Risques de conflits entre entreprise, propriétaires terriens, services étatiques en charge de la gestion des questions environnementales dus à l'absence de convention exprimant clairement les modalités de prélèvements des agrégats (sables, graviers, moellons, roches, etc.) lors de l'exploitation des zones d'emprunt de matériaux	Négative	Moyenne	Ponctuelle	Courte	Mineure

Composante affectée	Phase projet	Impacts potentiels	Nature	Intensité	Étendue	Durée	Importance absolue
	Travaux	Pollution des sols par les déversements de déchets liquides (notamment les huiles de vidanges usagées, eaux usées) et solides (gravats, filtres usés, pneus usés déchets divers, etc.).	Négative	Moyenne	Ponctuelle	Longue	Moyenne
	Exploitation	Risques d'érosions hydriques entraînant la destruction des ouvrages aménagés et des sols au niveau des canaux et des zones d'emprunt de matériaux mal aménagés.	Négative	Moyenne	Ponctuelle	Longue	Moyenne
Végétation	Préparatoire et Travaux	Destruction d'environ 11 ha de forêt sèche et de 0,3 ha de forêt galerie dans l'emprise du tronçon de la route du projet	Négative	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
	Exploitation	Reboisement de 50 ha de forêts en compensation de celles détruites dans l'emprise	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Exploitation	Réduction de l'expansion de poussières sur la végétation riveraine souvent cause de la perturbation de la photosynthèse des plantes et amélioration de la production végétale.	Positive	Faible	Locale	Longue	Moyenne
Faune et microfaune	Travaux	Destruction de niches écologiques de petits mammifères, de reptiles et de microfaune dans les emprises des ouvrages, des zones d'emprunt de matériaux et des carrières dues à l'abattage d'arbres, tassements des sols, etc.	Négative	Faible	Ponctuelle	Longue	Mineure
	Travaux	Nuisances sonores pour la faune locale entraînant leur éloignement	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure
	Travaux	Risques de collisions entre animaux et véhicules de chantier	Négative	Faible	Ponctuelle	Courte	Mineure
	Exploitation	Risques de collisions entre animaux et véhicules dus aux excès de vitesses	Négative	Faible	Ponctuelle	Courte	Mineure
	Exploitation	Constitution de point d'eau pour l'abreuvement des animaux par la valorisation des zones d'emprunt de matériaux	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
Écosystèmes	Travaux	Destruction d'écosystèmes dans l'emprise des ouvrages et des zones d'emprunt	Négative	Moyenne	Ponctuelle	Courte	Mineure
	Exploitation	Constitution de nouveaux écosystèmes par les reboisements de compensation	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
Paysage	Travaux	Discordances visuelles chez les populations riveraines et usagers du tronçon de route du projet dues à l'abattage d'arbres, les mouvements des véhicules et engins de chantier	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure
	Exploitation	Discordance visuelle pour les usagers du tronçon de route aménagé due à l'existence d'une bande noire traversant les forêts	Négative	Faible	Locale	Longue	Moyenne
	Exploitation	Détérioration du paysage (rejets anarchiques des déchets solides et liquides dans l'environnement du tronçon de route aménagé) due à la prolifération d'infrastructures aux abords du tronçon et aux rejets des usagers	Négative	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
Infrastructures et autres biens	Préparatoire	Expropriation d'infrastructures socio-économiques et autres biens dans l'emprise du projet : 5714,7301 m ² de maisons, 7 puits traditionnels, 2 forages non fonctionnels, 5137 anacardiens, 687 manguiers, 1145 bananiers, 697 palmiers, 117 orangers, etc.	Négative	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Exploitation	Aménagement le long du tronçon de route du projet des infrastructures socio-économiques de meilleur standing à la traversée des localités riveraines	Positive	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne
Santé publique	Travaux	Risques de développement de maladies respiratoires (toux, crises d'asthme, irritations de bronches, sensations d'étouffement) et oculaires (irritations) chez les ouvriers, les usagers du	Négative	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne

Composante affectée	Phase projet	Impacts potentiels	Nature	Intensité	Étendue	Durée	Importance absolue
		tronçon de la route et les populations riveraines dus aux soulèvements de poussières par la circulation des véhicules et engins, décapage, terrassement, etc.					
	Travaux	Contaminations par les IST et le VIH/SIDA et grossesses non désirées dus à la présence et aux comportements sexuels à risques de personnel de chantier	Négative	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Travaux et Exploitation	Réduction des risques de propagation des IST et du VIH/SIDA, des grossesses non désirées, excisions, des mariages précoces due aux séances de sensibilisations	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Exploitation	Facilitation des évacuations sanitaires	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Exploitation	Amélioration de la santé et du cadre de vie des populations riveraines par la réduction de la prolifération des vecteurs du paludisme due au drainage des eaux pluviales par les ouvrages d'assainissement réalisés	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
Sécurité	Préparatoire et Travaux	Risques d'accidents pendant les travaux avec le personnel de chantier, les usagers et les riverains du tronçon de route du projet et les populations locales de façon générale dus à la circulation des véhicules et engins de chantier	Négative	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne
	Exploitation	Risques d'accidents de circulation sur le tronçon de route et les carrefours aménagés dus au non respect du code de la route et aux excès de vitesse	Négative	Faible	Ponctuelle	Longue	Mineure
	Exploitation	Réduction des incidents (pannes de véhicules, amortissement des engins, accidents de circulation, etc.) due à l'existence du tronçon de route bitumé, d'équipements de sécurité, de signalisation verticale et horizontale, etc.	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
Emploi	Préparatoire et Travaux	Création d'emplois due au recrutement de la main d'œuvre pour la réalisation des aménagements du projet	Positive	Faible	Locale	Moyenne	Moyenne
	Exploitation	Création d'emplois due au développement de petites activités le long du tronçon de la route aménagé	Positive	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne
	Exploitation	Création d'emplois due au recrutement de la main d'œuvre pour les entretiens courants et périodiques des ouvrages aménagés	Positive	Faible	Locale	Moyenne	Moyenne
Patrimoine culturel et touristique	Travaux	Risques de profanation de sites culturels (lieux de cultes, tombe) et de dépravations de mœurs de populations locales	Négative	Forte	Ponctuelle	Courte	Mineure
	Exploitation	Développement des activités culturelles et touristiques dans la zone du projet	Positive	Faible	Locale	Longue	Moyenne
Circulation et transport	Préparatoire et travaux	Perturbation temporaire de la circulation sur le tronçon du projet, les accès aux services et aux domiciles riverains	Négative	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
	Exploitation	Facilitation de la circulation, réduction de pertes de temps pour les usagers, amélioration du confort de circulation et réduction des coûts de consommation du carburant	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Exploitation	Risques d'accidents et perturbation de la circulation sur le tronçon de route aménagé dus à l'occupation anarchique des abords du tronçon de route bitumé, au non respect du code de la route par les usagers et les excès de vitesse	Négative	Faible	Locale	Longue	Moyenne

Composante affectée	Phase projet	Impacts potentiels	Nature	Intensité	Étendue	Durée	Importance absolue
	Exploitation Entretien	Perturbation temporaire de la circulation lors de l'entretien courant et périodique des ouvrages aménagés (tronçon de route, caniveaux, ouvrages de franchissement)	Négative	Faible	Ponctuelle	Longue	Mineure
Foncier et l'immobilier	Préparatoire et travaux	Destruction de fonciers et d'immobiliers dans l'emprise du tronçon de la route du projet	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure
	Exploitation	Augmentation des valeurs foncières et immobilières dans l'environnement du projet	Négative	Forte	Locale	Longue	Majeure
Activités économiques	Travaux	Perturbations temporaires des activités économiques et génératrices de revenus, surtout le long du tronçon de la route par les mouvements des engins de chantier	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure
	Travaux	Retombées économiques pour les commerçants dues à l'acquisition de matériaux	Positive	Moyenne	Locale	Courte	Moyenne
	Exploitation	Développement d'activités économiques le long du tronçon bitumé, amélioration des retombées économiques pour les commerçants et réduction du niveau de pauvreté	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
Activités économiques des femmes	Travaux	Perturbations temporaires des activités génératrices de revenus des femmes situées sur le long du tronçon de route du projet	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure
	Exploitation	Développement des activités génératrices de revenus des femmes et réduction de la pauvreté entraînant une amélioration de leurs conditions de vie dû au développement du transport et à la facilitation des acquisitions et évacuations de produits	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
Conditions, qualité de vie et bien être des populations locales	Travaux	Nuisances dues aux émissions de poussières, aux rejets de gaz d'échappement et aux bruits pour les populations riveraines du chantier	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure
	Exploitation	Gênes et maladies liées à la présence d'eau stagnante (piqûres d'insectes, paludisme, bilharziose, etc.) pour les riverains des zones d'emprunt de matériaux non remises en état, surtout pour les enfants.	Négative	Moyenne	Ponctuelle	Moyenne	Moyenne
	Exploitation	Facilitation du drainage des eaux pluviales dans la zone du projet entraînant une amélioration de l'assainissement et de l'environnement urbain de la zone du projet	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Exploitation	Facilitation de la circulation et réduction des pertes de temps pour les usagers au niveau du tronçon de route bitumé	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Exploitation	Amélioration de la santé et du cadre de vie des populations riveraines par la réduction de la prolifération des vecteurs du paludisme due au drainage des eaux pluviales par les ouvrages d'assainissement réalisés	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Exploitation	Réductions des dépenses sur la santé de la population locale par la réduction de la prolifération des vecteurs de maladies due à un meilleur assainissement dans les localités traversées par le projet	Positive	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne
	Exploitation	Arrêt des émissions de poussières par la circulation des véhicules et réduction des maladies respiratoires et oculaires due au bitumage du tronçon	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Travaux et exploitation	Amélioration de la qualité de vie et du bien être des populations due aux retombées économiques du projet entraînant une réduction du niveau de pauvreté.	Positive	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne

VI.3 ANALYSE DES IMPACTS POTENTIELS DU PROJET

VI.3.1 AU NIVEAU DU MILIEU BIOPHYSIQUE

VI.3.1.1 Impacts sur la qualité de l'air

382. La qualité de l'air sera localement et temporairement affectée par les émissions de poussières souvent chargées de métaux lourds et de gaz d'échappement (COx, NOx, SOx, HC, HAP, COV, etc.) générés par le chantier (circulation des véhicules et engins de chantier, approvisionnement du chantier en matériaux, exploitation de sites d'emprunt, décapage de couches, rechargement et compactage, etc.). Cette pollution peut être à l'origine de maladies respiratoires (toux, crises d'asthme, irritations de bronches, sensations d'étouffement), oculaires (irritations oculaires) et de nuisances surtout chez les ouvriers et les populations riveraines des travaux, notamment celles de Mampata, Tchaimara, Boela 1, Boela 2, Dagala, Tchangue Yaia, Dakar Sinho, Balana, Ga-Dembele et Ga-Duru.

383. L'impact des travaux de construction et de bitumage du tronçon de route Boké-Québo (23 km) sur la qualité de l'air est négatif et d'importance moyenne.

384. En phase exploitation, le bitumage du tronçon de route entrainera un arrêt des émissions de poussières par la circulation des véhicules, par conséquent une réduction des maladies respiratoires et oculaires chez les populations riveraines. Cet impact est positif et d'importance majeure.

VI.3.1.2 Impacts sur le climat

385. Les rejets de poussières et de fumées chargées de carbone et de métaux lourds dans l'atmosphère par la circulation des véhicules et engins de chantier, par la destruction de la végétation risquent de contribuer au réchauffement climatique. L'impact des travaux sur le climat est négatif et d'importance mineure voire nulle.

386. Par ailleurs, le microclimat au niveau de la végétation risque d'être légèrement perturbé dû à l'abattage de quelques arbres pendant les travaux. Cependant, cet impact est aussi négatif et d'importance mineure voire nulle.

387. Par contre, en phase exploitation du projet, les plantations d'arbres proposées dans le cadre du projet contribueront à l'absorption du CO₂ dégagé par la circulation des véhicules. Cet impact est positif et d'importance majeure.

VI.3.1.3 Impacts sur l'ambiance sonore

388. Les nuisances sonores (bruits, signaux avertisseurs, vibrations) du chantier provenant des véhicules et engins de chantier (camions, niveleuses, bulldozer, compacteur, etc.) affecteront le personnel de chantier, les populations riveraines et les services riverains notamment l'établissement scolaire de Dakar Sinho,.

389. L'impact des travaux de construction et de bitumage du tronçon de route Boké-Québo (23 km) sur l'ambiance sonore est négatif et d'importance mineure.

VI.3.1.4 Impacts sur les eaux de surface

390. Pour les travaux de maçonnerie et de compactage, l'entreprise prélèvera l'eau dans les retenues d'eau environnantes, entraînant ainsi dans une moindre mesure, une concurrence temporaire et des risques de conflits entre les différents usagers. Cet impact est négatif et d'importance mineure.

391. Par ailleurs, les eaux de surface risquent d'être souillées par les rejets et charriage de déchets liquides (notamment les hydrocarbures, les huiles de vidanges usagées, les eaux usées,) et solides (gravats, filtres usés, pneus usés, etc.) provenant des sites de stockage de déblais, remblais, tous venants, déversements d'hydrocarbures, vidanges des engins, base-vie, mise en œuvre de béton, moellons, etc. Étant donnée que l'entreprise est tenue de respecter les règles minimales de gestion d'un chantier et particulièrement celles liées à la gestion des solides et liquides, l'impact des travaux sur les eaux de surface est négatif et d'importance mineure.

392. En phase exploitation, il existe des risques de pollutions des eaux de surfaces dues aux rejets de déchets dans les caniveaux et dans l'environnement du tronçon de route aménagés par les usagers et les riverains. Cet impact est négatif et d'importance moyenne.

VI.3.1.5 Impacts sur les eaux souterraine

393. Vue la profondeur de la nappe souterraine dans la zone du projet, la pollution des eaux souterraines par les déchets liquides (notamment les hydrocarbures, les huiles de vidanges usagées, les eaux usées,) provenant des sites de stockage d'hydrocarbures, de vidanges, de dépôts de matériaux et du parking des engins ne devrait connaître aucune détérioration. Ainsi, l'impact du projet sur les eaux souterraines est négatif et d'importance mineure voire nulle.

394. En phase exploitation des ouvrages aménagés, il existe un risque de réduction de l'alimentation des eaux souterraines par infiltration des eaux de pluies due au tassement, au bétonnage et bitumage des sols à certains endroits. Cependant, cet impact est négatif et d'importance mineure voire nulle.

VI.3.1.6 Impacts sur les sols

395. Au niveau des zones d'emprunt et des carrières identifiées pour les travaux, les sols seront détruits en profondeur sur toutes les superficies des excavations. Des emprunts non remis en état, pourraient naître les sites d'érosions. Cet impact négatif est d'importance moyenne.

396. En outre, il existe des risques de conflits entre l'entreprise, les propriétaires terriens et les services étatiques en charge de la gestion des questions environnementales dus à l'absence de convention exprimant clairement les modalités de prélèvements des agrégats (sables, graviers, moellons, roches, latérite, etc.) lors de l'exploitation des zones d'emprunt de matériaux. Cet impact négatif est d'importance mineure.

397. Les sols sur le chantier, la base-vie, le parking et les sites de dépôts de matériaux risquent d'être souillés par les rejets de déchets liquides (notamment les hydrocarbures, les

huiles de vidanges usagées, les eaux usées, les peintures, etc.) et solides (gravats, filtres usés, pneus usés, etc.). Cet impact est négatif et d'importance moyenne.

398. En phase exploitation, la mise à nu des sols par la destruction de la végétation et la non remise en état des zones d'emprunt et des carrières seront aussi à l'origine d'érosions hydriques et la destruction des sols pouvant entraîner la destruction des ouvrages et des sols au niveau des zones d'emprunt de matériaux mal aménagés. Cet impact négatif est d'importance moyenne.

VI.3.1.7 Impacts sur la végétation

399. Les travaux de construction et de bitumage du tronçon de route Boké-Québo (23 km) entraîneront la destruction de ligneux et d'herbacées du projet due au débroussaillage de l'emprise du projet.

400. Les études réalisées en 2004 par Louis Berger S.A.S, estimaient à 95 ha de forêt sèche et 3 ha de forêt galerie dans les emprises du tronçon de la route (209 km), des emprunts (70 ha) et des bases-vie et autres installations (3 ha). Ainsi, pour les 23 km de tronçon de route concernant le présent projet, ce sont environ 11 ha de forêt sèche et 0,30 ha de forêt galerie qui seront affectées.

401. Dans le contexte actuel de la zone du projet (dégradation du couvert végétal due aux aléas climatiques et aux activités anthropiques), l'impact sur la végétation est négatif et d'importance moyenne.

402. En phase exploitation, il sera noté la présence de 50 ha de forêts reboisées en compensation de celles détruites dans l'emprise du tronçon du projet. Cet impact est positif et d'importance majeure. En outre, le tronçon de route bitumé entraînera une réduction de l'expansion de poussières sur la végétation riveraine souvent cause de la perturbation de la photosynthèse des plantes. Ainsi, on notera une amélioration de la production végétale. Cet impact positif est d'importance moyenne.

VI.3.1.8 Impacts sur la faune et la microfaune

403. Les travaux entraîneront dans une moindre mesure, la destruction de niches écologiques de faune et de microfaune dans l'emprise du tronçon de la route, des zones d'emprunt de matériaux et des carrières dues à la destruction de la végétation, aux tassements des sols, etc. Cet impact négatif est d'importance mineure.

404. Les nuisances sonores (bruits, signaux avertisseurs, vibrations) du chantier provenant des véhicules et engins de chantier (camions, niveleuses, bull, compacteur, etc.) affecteront la faune locale et entraîneront leur éloignement de leur zone habituelle. Cet impact sur la faune est négatif et d'importance mineure.

405. En outre, il existe des risques de collisions entre animaux et véhicules de chantier. Cet impact est aussi négatif et d'importance mineure.

406. En phase exploitation, la valorisation des sites d'emprunt de matériaux en points eau, permettront l'abreuvement des animaux des zones concernées. Cet impact est positif et d'importance majeure.

407. Par ailleurs, il existe des risques de collisions entre animaux et véhicules empruntant le tronçon de route aménagé dus aux excès de vitesses. Cet impact est négatif et d'importance mineure.

VI.3.1.9 Écosystème

408. En phase travaux, il sera constaté une destruction d'écosystèmes dans l'emprise du tronçon de route et des zones d'emprunt de matériaux et des carrières. Cet impact est négatif et d'importance mineure.

409. En phase exploitation, il sera noté la constitution de nouveaux écosystèmes due à la présence de reboisements de compensations. Cet impact est positif et d'importance majeure.

VI.3.1.10 Impacts sur le paysage

410. Les stockages de matériaux, les mouvements des engins et véhicules de chantier créeront des discordances visuelles chez les populations riveraines et usagers du tronçon de route en construction. Cet impact est négatif et d'importance mineure.

411. En phase exploitation, la présence d'une bande noire de bitume traversant les forêts créera aussi une discordance visuelle pour les usagers du tronçon de route aménagé. Cet impact sur le paysage est négatif et d'importance moyenne.

412. Toujours en phase exploitation, il existe des risques de détérioration du paysage (rejets anarchiques de déchets solides et liquides dans l'environnement du tronçon de route aménagé) due à la prolifération d'infrastructures sociales aux abords du tronçon et aux rejets des usagers. Cet impact sur le paysage est aussi négatif et d'importance moyenne.

VI.3.2 AU NIVEAU DU MILIEU HUMAIN

VI.3.2.1 Impacts sur les infrastructures et autres biens

413. La mise en œuvre du projet entraînera le déplacement d'infrastructures socio-économiques dans l'emprise du projet. Au total, 170 personnes sont affectées par le projet. Le tableau ci-après donne les quantités des biens affectés par nature et par localité traversée.

Tableau n° 7 : Répartition des biens affectés dans l'emprise du tronçon de la route par nature et par localité traversée

Types de biens affectés	Unité	Quantité										
		Ga-Duru	Gadembel	Balana	Dakarsinho	Tchangue Jaia	Boela 1	Boela 2	Dagala	Tchaimara	Mampata	Total
Maisons en banco tolées enduit en ciment	m²	395,82			397,4							793,22
Maisons en banco tolées	m²	980,21	940,64	211,48	21,5	234,64	16	493,38	166,69			3064,54
Maisons en banco non tolées	m²	22,08		15,75		48,19			24,2			110,22
Maisons en banco toit en chaume	m²	136,98	281,4	81,35				40,47				540,2
Maisons en parpaings tolées	m²		59,86	65,6								125,46
Maisons en paille	m²			30,09								30,09
Greniers en banco	U			1								1
Four en banco	U				1							1
Terrasse d'habitation cimentée	m²	207,82										207,82
Cases rondes	m²	281,89	141,6297	235,77	60,87	43,62		87,83				851,61
Case carré	m²	12,6										12,6
Hangars toits en chaume	m²	22,54	129,8095	46,34		14,52			22,75			235,9631
Hangars tolés	m²	47,6			31,08	9						87,68
Manguiers	U	79	201	34	143	70	47	30	56	17	10	687
Bananiers	U	590	192	3	72	100	10	102	76			1145
Anacardiés	U	1099	458	881	493	322	289	182	771	247	395	5137
Palmiers	U	638	4		52		1		2			697
Orangers	U	9	32	16	6	6	30	6	4	4	4	117
Papayers	U	3	5							2		10
Citronniers	U		10	1	5							16
Goyavier	U	1	2					1		1		5
Tamariniers	U	2										2
Cassias	U			2								2
Colatiers	U	1		1								2
Jaca (langue locale)	U								2			2
Puits traditionnels	U	1	3		2			1				7
Mosquée en banco tolée	m²	31,51	113,53							41,76		186,8

Types de biens affectés	Unité	Quantité										
		Ga-Duru	Gadembel	Balana	Dakarsinho	Tchangue Jaia	Boela 1	Boela 2	Dagala	Tchaimara	Mampata	Total
Forages non fonctionnels	U		2									2
Réservoir d'eau en parpaings	m²				3,62							3,617
Champs de maïs	m²	25										25
Jardins potagers (pieds de manioc)	U		25									25
Poulaillers	U			1								1
Clôtures en banco	m²		47,1									47,1
Douches	U		1									1
Toilettes	U	1			1							2

Source : Enquêtes de terrain, AGEIM-IC, mars 2018.

414. En faisant référence au tableau ci-dessus, particulièrement pour les habitations, ce sont au total 5714,73 m² de maisons appartenant à XXXX qui seront affectés dans l'emprise du projet. Le tableau ci-après donne la répartition de la superficie des bâtis affectés par type et par localité.

Tableau n° 8 : Répartition de la superficie des bâtis affectés par localité traversée par le projet

Types de maisons affectées	Unité	Quantité										
		Ga-Duru	Gadembel	Balana	Dakarsinho	Tchangue Jaia	Boela 1	Boela 2	Dagala	Tchaimara	Mampata	TOTAL
Maisons en banco tolées enduit en ciment	m²	395,82			397,4							793,22
Maisons en banco tolées	m²	980,21	940,64	211,48	21,5	234,64	16	493,38	166,69			3064,54
Maisons en banco non tolées	m²	22,08		15,75		48,19			24,2			110,22
Maisons en banco toit en chaume	m²	136,98	281,4	81,35				40,47				540,2
Maisons en parpaings tolées	m²		59,86	65,6								125,46
Maisons en chaume	m²			30,09								30,09
Cases rondes	m²	281,89	141,6297	235,77	60,87	43,62		87,83				851,61
Cases carrés	m²	12,6										12,6
Mosquée en banco tolée	m²	31,51	113,53							41,76		186,8
Total	m²	1861,07675	1537,0597	640,04475	479,7689	326,45	16	621,68	190,89	41,76		5714,7301
	%	32,57	26,90	11,20	8,40	5,71	0,28	10,88	3,34	0,73		100,00

Source : Enquêtes de terrain, AGEIM-IC, mars 2018.

415. En faisant référence au tableau ci-dessus, ce sont les localités de Ga-Duru (32,57 %), de Ga-Dembel (26,90 %), Balana (11,20 %) et de Boela 2 (10,88 %) qui sont le plus affectés par le projet d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 Km).

416. L'impact des travaux d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 Km) sur les biens affectés est négatif et d'importance majeure.

417. En phase exploitation, il sera constaté le long du tronçon de route du projet l'aménagement d'infrastructures socio-économiques de meilleur standing. Cet impact est positif et d'importance moyenne.

VI.3.2.2 Impacts sur la santé publique

418. Pendant les travaux, il existe des risques de développement de maladies respiratoires (toux, crises d'asthme, irritations de bronches, sensations d'étouffement) et oculaires (irritations) chez les ouvriers, les usagers du tronçon de route concerné par le projet et les populations riveraines des localités traversées (Mampata, Tchaimara, Boela 1, Boela 2, Dagala, Tchangué Yaia, Dakar Sinho, Balana, Ga-Dembele et Ga-Duru) dus aux soulèvements de poussières par la circulation des véhicules et engins, décapage, terrassement, etc. Cet impact est négatif et d'importance moyenne.

419. Toujours pendant les travaux, des risques de contaminations par les IST et le VIH/SIDA de même que des risques de grossesses non désirées dus à la présence et aux comportements sexuels à risques de personnel de chantier ne sont pas écartés. Cet impact est négatif et d'importance majeure. Cependant, les séances de sensibilisation entraîneront une réduction de ces risques de propagation. Cet impact est positif et d'importance majeure.

420. En phase exploitation des ouvrages aménagés, le drainage des eaux pluviales va entraîner l'amélioration de la santé et du cadre de vie des populations riveraines par la réduction de la prolifération des vecteurs du paludisme. Cet impact est positif et d'importance majeure.

VI.3.2.3 Impacts sur la sécurité

421. Un chantier où les mesures sécuritaires ne sont pas respectées (absence de signalisation adéquate, excès de vitesses des engins et véhicules de chantier, absence de kit de protection, consommation d'alcool et/ou de drogue par les ouvriers, absence de mesures sécuritaires dans la base-vie et le parking des engins), constitue des risques importants d'accidents (blessures, traumatismes, etc.). Ces risques concernent aussi bien le personnel de chantier, les usagers du tronçon de route du projet, les populations riveraines de Mampata, Tchaimara, Boela 1, Boela 2, Dagala, Tchangué Yaia, Dakar Sinho, Balana, Ga-Dembele, Ga-Duru et les populations locales de façon générale. Cet impact négatif est d'importance moyenne.

422. En phase exploitation, il existe des risques d'accidents de circulation sur le tronçon de route aménagé dus au non respect du code de la route et des excès de vitesse. Cet impact est négatif et d'importance mineure.

423. Par ailleurs, en phase exploitation, il sera noté la réduction des incidents (pannes de véhicules, amortissement des engins, accidents de circulation, etc.) due à l'existence de tronçon de route ménagé et adapté, d'équipements de sécurité, de signalisation verticale et horizontale, de pistes cyclables et piétonnes. Cet impact est positif et d'importance majeure.

VI.3.2.4 Impacts sur l'emploi

424. Les travaux d'aménagement des ouvrages du projet mobiliseront un personnel plus ou moins important composé de main d'œuvre qualifiée et non qualifiée (cadres moyens et supérieurs, manoeuvres). En effet, la création d'emplois se fera au niveau de l'entreprise sélectionnée, du bureau de contrôle des travaux, des entreprises sous-traitantes, etc. Ce sont plus d'une centaine de travailleurs qui seront mobilisés partiellement ou pendant toute la durée du chantier. À ces emplois, s'ajoutent ceux qui seront créés par l'installation de petits commerces à proximité du chantier (ventes de nourritures et de biens de consommation divers). Ces impacts sont positifs et d'importances moyennes.

425. En phase exploitation, il sera également constaté la création d'emplois due développement de petites activités le long du tronçon de route aménagé. Tous ces emplois auront des retombées économiques certaines sur le niveau de vie des ménages (réduction du niveau de pauvreté) et sur l'économie locale sous forme de consommation, d'impôts et d'épargne. Ainsi, cet impact positif est d'importance moyenne.

426. Toujours en phase exploitation, il sera également constaté la création d'emplois due au recrutement de la main d'œuvre pour les entretiens courants et périodiques des ouvrages aménagés. Cet impact est positif et d'importance moyenne.

VI.3.2.5 Impacts sur le patrimoine culturel et touristique

427. Pendant les travaux, il existe des risques de profanation de sites culturels (lieux de cultes, tombe) et de dépravations de mœurs de populations locales. Étant donné que toutes les dispositions seront prises pour la protection de ces sites, cet impact est négatif et d'importance mineure.

428. En phase exploitation du tronçon de route aménagé, on notera le développement des activités culturelles et touristiques dans la zone du projet. Cet impact est positif et d'importance moyenne.

VI.3.2.6 Impacts sur le transport et la circulation

429. Pendant les travaux, le trafic sera temporairement perturbé sur le tronçon de route et dans la zone du projet de façon générale. Les accès aux services et aux domiciles riverains dans les localités traversées (Mampata, Tchaimara, Boela 1, Boela 2, Dagala, Tchangué Yaia, Dakar Sinho, Balana, Ga-Dembele, Ga-Duru) seront difficiles. Cet impact sur la circulation est négatif et d'importance moyenne.

430. En phase exploitation, l'existence de tronçon de route bitumé entraînera une facilitation de la circulation (fluidité, développement du transport en commun), une réduction des pertes de temps pour les usagers, une amélioration du confort de circulation et une réduction des coûts de consommation du carburant. Ces impacts sont positifs et d'importances majeure.

431. Cependant, il existe des risques d'accidents et de perturbation de la circulation sur le tronçon de route aménagé dus à l'occupation anarchique de ses abords, au non respect du code de la route par les usagers et aux excès de vitesse. Cet impact est négatif et d'importance moyenne.

432. Par ailleurs, les travaux d'entretien courant et périodique des ouvrages aménagés (tronçon de route, caniveaux, ouvrages de franchissement) pourraient perturber dans une moindre mesure la circulation. Cet impact est négatif et d'importance mineure.

VI.3.2.7 Impacts sur le foncier et l'immobilier

433. En phase préparatoire et travaux, il sera procédé à la destruction de fonciers et d'immobiliers dans l'emprise du tronçon de la route du projet. Cet impact est négatif et d'importance mineure.

434. En phase exploitation, il sera constaté une augmentation des valeurs foncières et immobilières dans l'environnement immédiat du tronçon de route bitumé. Cet impact est aussi positif et d'importance majeure.

VI.3.2.8 Impacts sur les activités socio-économiques

435. Les activités socio-économiques situées dans l'emprise et le long du tronçon de route du projet seront temporairement perturbées pendant les travaux par les mouvements des engins de chantier. Cependant, vu le faible développement de ces activités dans les localités traversées, l'impact des travaux sur les activités socio-économiques est négatif et d'importance mineure.

436. Toujours en phase travaux, il sera noté des retombées économiques liées aux consommations des différents experts du projet en phase étude. Aussi, les activités génératrices de revenus (AGR), notamment la restauration, la vente de produits alimentaires et de premières nécessités seront stimulées par la présence du personnel de l'Entreprise et de la MDC. En outre, certains matériaux (ciment, fer, bois, hydrocarbures, bitume, etc.) intervenant dans les travaux de construction de route seront acquis auprès des opérateurs économiques locaux ou extérieurs leur offrant ainsi des revenus importants. En outre, il sera constaté une augmentation du chiffre d'affaire de l'entreprise en charge des travaux. Ces impacts positifs sont d'importances moyennes.

437. En phase exploitation, l'existence de tronçon de bitumé, entraînera le développement des activités économiques (facilitation des importations et écoulement des productions), l'amélioration des retombées économiques pour les commerçants et la réduction du niveau de pauvreté. Ces impacts sont positifs et d'importances majeures.

VI.3.2.9 Impacts sur les activités économiques des femmes

438. Les Activités Génératrices de Revenus (AGR) menées par les femmes le long du tronçon de route du projet seront temporairement perturbées pendant les travaux. Cependant, vu le très faible développement de ces activités, l'impact des travaux sur les activités socio-économiques des femmes est négatif et d'importance mineure.

439. En phase d'exploitation, le projet participera à l'amélioration des conditions de vie des femmes (réduction du niveau de pauvreté) à travers les revenus perçus dans le développement de leurs AGR qu'elles exerceront le long du tronçon de route bitumé, le développement du transport, la facilitation des acquisitions et des évacuations des produits. Cet impact positif est d'importance majeure.

VI.3.2.10 Impacts sur les conditions, la qualité de vie et le bien être des populations locales

440. Les émissions de poussières, les rejets de gaz d'échappement et les nuisances sonores lors des travaux affecteront dans une moindre mesure les populations riveraines de Mampata, Tchaimara, Dakar Sinho, Boela 1, Boela 2, Dagala, Tchangue Yaia, Balana, Ga-Dembele et Ga-Duru. Cet impact est négatif et d'importance mineure.

441. La réalisation de zones d'emprunt de matériaux pour le chantier à proximité de zones habitées pourrait constituer des sources de gênes et de certaines maladies liées à la présence d'eau stagnante (piqûres d'insectes, paludisme, bilharziose, etc.) pour les riverains, surtout pour les enfants. En effet, les sites d'emprunt non remis en état constituent parfois des réservoirs d'eaux stagnantes où se développent des larves nuisibles à l'homme et où nagent souvent des enfants. Cet impact est négatif et d'importance moyenne.

442. En phase exploitation, l'existence de caniveaux réalisés dans le cadre du projet, facilitera le drainage des eaux pluviales dans la zone du projet entraînant une amélioration de l'assainissement et de l'environnement urbain des localités concernées. Cet impact est positif et d'importance majeure.

443. En outre, l'existence de tronçon de route bitumé dans le cadre du projet, facilitera la circulation et réduira les pertes de temps pour les usagers. Cet impact est positif et d'importance majeure.

444. Par ailleurs, il sera constaté une amélioration de la santé, des conditions, du cadre de vie et du bien être des populations de la zone du projet par la réduction de la prolifération des vecteurs de maladies du paludisme due au drainage des eaux pluviales par les ouvrages d'assainissement réalisés à la traversée de localités. Cet impact est aussi positif et d'importance majeure.

445. La réduction des dépenses sur la santé de la population locale par celle de la prolifération des vecteurs de maladies due à un meilleur assainissement des localités traversées par le projet est un impact positif d'importance moyenne.

446. En outre, il sera noté un arrêt des émissions de poussières par la circulation des véhicules et réduction des maladies respiratoires et oculaires due au bitumage du tronçon de route du projet. Cet impact est positif et d'importance majeure.

447. Par ailleurs, il sera constaté une réduction du niveau de pauvreté à travers les retombées économiques générées par le développement des activités économiques le long du tronçon de route bitumée. Cet impact est positif et d'importance moyenne.

VI.4 ANALYSE DES RISQUES POTENTIELS DU PROJET

448. Un risque est un danger possible ou l'éventualité d'un préjudice, d'un événement malheureux. Dans le présent paragraphe, il sera procédé à l'identification et à l'évaluation des risques des travaux sur le milieu biophysique et le milieu humain dans la zone du projet.

VI.4.1 CHANGEMENTS CLIMATIQUES

449. Les travaux d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 Km) n'entraîneront pas une perturbation du climat de façon générale. Cependant, il sera constaté une perturbation légère du microclimat à certains endroits où le couvert végétal sera détruit. L'importance de ce risque sur le changement climatique est mineure avec une occurrence peu probable et une gravité négligeable.

450. Au contraire, le reboisement de 50 ha de forêts proposé dans le cadre du projet contribuera à l'absorption du CO₂ dégagé émis dans la zone.

VI.4.2 RISQUE DE POLLUTION DES SOLS

451. Les rejets ou les déversements accidentels de déchets liquides (essence, gasoil, lubrifiants, béton, bitume, additifs, huiles de vidanges usagées, eaux usées, peinture, etc.) et solides (gravats, filtres usés, pneus usés, etc.) risquent de souiller les sols sur le chantier, la bases-vie, le parking et les sites de dépôts de matériaux. L'importance de ce risque est moyenne avec une occurrence probable et une gravité mineure.

452. En outre, il existe des risques d'érosions hydriques entraînant la destruction des sols au niveau des zones d'emprunt de matériaux et des ouvrages réalisés. Ce risque est moyen avec une occurrence probable et une gravité mineure si des dispositions adéquates ne sont pas prises pour une bonne exécution des travaux.

VI.4.3 RISQUE POUR LA FAUNE ET MICROFAUNE

453. Des collisions entre animaux avec des véhicules et engins circulant peuvent se produire. Cependant, avec l'éloignement de la faune sauvage du tronçon de route dû aux bruits, l'importance de ce risque est mineure avec une occurrence peu probable et une gravité négligeable.

VI.4.4 RISQUE DE DESTRUCTION ANARCHIQUE DE VÉGÉTATION

454. Si des dispositions adéquates ne sont pas prises pendant les travaux, on notera un risque d'abattages anarchiques d'arbres dans les emprises des ouvrages à réaliser et des zones d'emprunt de matériaux. Ce risque de destruction anarchique de végétation pourrait affecter des habitats de faune et de microfaune. L'importance de ce risque est mineure avec une occurrence probable et une gravité également mineure.

VI.4.5 RISQUE DE POLLUTION DES EAUX DE SURFACE

455. Pendant les travaux, les eaux de surface risquent d'être souillées par les rejets et charriage de déchets liquides (notamment les hydrocarbures, les huiles de vidanges usagées, les eaux usées,) et solides (gravats, filtres usés, pneus usés, etc.) provenant des sites de stockage d'hydrocarbures, de vidanges, de dépôts de matériaux, de la base de chantier et du parking des engins. Ce risque est mineure avec une occurrence probable et une gravité mineure vue les dispositions qui seront prises dans le PGES.

VI.4.6 RISQUE D'INCENDIE LIÉ AU STOCKAGE ET À L'UTILISATION DU CARBURANT DANS LA BASE

456. L'Entreprise en charge des travaux disposera de carburant (essence, gasoil) dans la base de chantier pour alimenter les véhicules et les engins de chantier puis les groupes électrogènes. Ainsi, elle pourrait construire des bacs de stockage du carburant dans la base qui seront ravitaillés par des camions citernes. Ce carburant est un produit inflammable constituant des risques d'incendies dans la base du chantier. L'importance de ce risque est moyenne avec une occurrence peu probable et une gravité mineure.

VI.4.7 RISQUE D'ACCIDENTS DE CIRCULATION

457. Les travailleurs sur le chantier et les populations locales, surtout riveraines de Mampata, Tchaimara, Boela 1, Boela 2, Dagala, Tchangue Yaia, Dakar Sinho, Balana, Ga-Dembele et Ga-Duru seront exposés au risque d'accident lié à la circulation des véhicules et engins. L'importance de ce risque est moyenne avec une occurrence probable et une gravité mineure.

458. Par ailleurs, le trafic dû au transport des matériaux de construction des ouvrages (produits des emprunts et carrières, carburant, fer, ciment, béton, préfabriqués, etc.) peuvent accroître les risques d'accidents surtout dans les traversées des zones habitées. L'importance de ce risque est moyenne avec une occurrence probable et gravité mineure.

VI.4.8 RISQUE D'ACCIDENTS DE TRAVAIL SUR LE CHANTIER

459. Pendant les travaux, le personnel et les ouvriers de chantier peuvent être victimes d'accidents de travail (chutes, collision avec un engin, blessures, etc.). L'importance de ce risque est moyenne avec une occurrence probable et une gravité mineure.

VI.4.9 RISQUE DE CONFLIT DÛ À LA LIBÉRATION DES EMPRISES DU PROJET

460. L'emprise du tronçon de la route du projet est occupée par quelques infrastructures socio-économiques. Ainsi, la libération de cette emprise comporte des risques de conflits entre les propriétaires de ces infrastructures et le Projet. L'importance de ce risque est moyenne avec une occurrence probable et gravité moyenne.

VI.4.10 RISQUE SANITAIRE ET HYGIÉNIQUE

461. Les émissions de poussières souvent chargées de métaux lourds et de gaz d'échappement (COx, NOx, SOx, HC, HAP, COV, etc.) générés par le chantier (circulation des véhicules et engins de chantier, approvisionnement du chantier en matériaux, exploitation de sites d'emprunt, décapage de couches, rechargement et compactage, etc.) sont des sources potentielles de maladies. En effet, ces émissions comportent des risques de maladies respiratoires (toux, crises d'asthme, irritations de bronches, sensations d'étouffement), oculaires (irritations oculaires) et de nuisances surtout chez les ouvriers et les populations riveraines du chantier. L'importance de ce risque est mineure avec une occurrence probable et une gravité mineure.

462. En outre, la présence de personnel et des ouvriers sur le chantier, la dépravation des mœurs, les rapports sexuels non protégés peuvent accroître le risque de transmission de maladies infectieuses notamment les IST et le VIH/SIDA. Des risques de grossesses non

désirées pourraient être aussi constatés. L'importance de ce risque est mineure avec une occurrence probable et une gravité mineure.

463. Le manque d'accès à l'eau potable et les mauvaises hygiènes alimentaires et corporelles peuvent aussi constituer des risques de maladies pour le personnel du chantier. L'importance de ce risque est aussi mineure avec une occurrence probable et une gravité mineure.

464. Pour minimiser voire éviter l'ensemble de ces risques environnementaux et sociaux, des mesures ont été proposées dans le PGES du projet.

VII. CONCLUSION

465. Après avoir situé le contexte et la justification du projet, le présent Volume 2 relatif à l'analyse de l'état actuel de l'environnement, des impacts et des risques environnementaux et sociaux, s'est intéressé essentiellement à l'approche méthodologique de l'étude, au cadre politique, législatif et réglementaire de la Guinée Bissau, au SSI de la BAD, à la localisation du projet, à la définition de la zone d'influence, à la description du projet et de ses enjeux environnementaux.

466. L'analyse du milieu biophysique, humain et économique a été par la suite abordée dans le chapitre concernant l'état actuel de l'environnement de la zone du projet. Ainsi, il a été constaté que le projet s'insère dans un milieu biophysique riche en diversité biologique. Cependant, les effets des aléas climatiques et des activités anthropiques entament progressivement ce milieu.

467. Les impacts et les risques des travaux d'aménagement du tronçon de route Boké-Québo (23 Km) ont aussi été identifiés et évalués. Des résultats de ces analyses, il ressort que le projet ne présente pas d'impacts négatifs irréversibles sur l'environnement et le milieu socio-économique. Il permettra surtout, l'amélioration des conditions de circulation sur le tronçon de route, la réduction des pertes de temps pour les usagers, la création d'emplois, la réduction du niveau de pauvreté à travers les retombées économiques, l'amélioration du cadre et des conditions de vie des riverains, etc. Par conséquent, sa réalisation s'avère très opportune.

468. Néanmoins, pour que le projet s'intègre de façon harmonieuse dans son milieu, des mesures de prévention, d'atténuation, de suppression des impacts et risques négatifs et d'optimisation des impacts positifs de même qu'un programme de surveillance et de suivi environnemental et social sont proposés dans le PGES (Volume 3).

VIII. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AEDES, 2009. Rapport de mission d'assistance technique: Analyse des données de l'enquête agricole 2008/2009, partie 2, 82 p.

ALTERNAG/CIPA/INPA. Stratégie Nationale et Plan d'Action pour la Diversité Biologique en Guinée-Bissau, 175 p.

BAD/Département Régional Ouest II, 2011. Document de stratégie Pays 2012-2016, 60 p.

Commission Européenne, 2012. Analyse économique et financière du secteur de l'eau et de l'assainissement, 352 p.

DEA/UEMOA, 2013. Assistance à la réalisation de l'enquête agricole campagne agricole - 2013/2014, 21 p.

DGE, 1997. Communication nationale initiale de la Guinée Bissau sur le changement climatique. Projet GBS/97/G32/GEF/PNUD, 223 p.

Direction Générale du Trésor/Publications des Services économiques, 2011. Principaux indicateurs socio-économiques de la Guinée Bissau, 3 p.

DRIJVER C.A. et van WETTEN J.C.J., 1992. Les zones humides sahéliennes à l'horizon 2020. Modifier les politiques du développement ou perdre les meilleures ressources de sahel. Un projet de Birdlife International, Centre de sciences de l'Environnement de Leyde, Pays Bas, 39 p.

FAO, 2014. Rapport de la mission conjointe CILSS/FAO/PAM/Gouvernement d'évaluation préliminaire des récoltes 2014/2015 en République de Guinée Bissau, 34 p.

FAO, 2011. Résultat de l'enquête approfondie sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité des ménages ruraux, 81 p.

IBAP, 2008. Plan de suivi des forêts et mangroves de Guinée Bissau, 56 p.

IFC, 2012. Normes de performance en matière de durabilité environnementale et sociale, 57p.

INE, 2013. Projections démographiques en Guinée Bissau 2009 – 2030, 56 p.

J. BIA et A. S. DA SILVA, 2011. Étude pour la démonstration de la contribution économique des zones humides dans l'économie nationale en Afrique de l'Ouest «Valeur économique du Parc Naturel du Fleuve Cacheu, dans la région de Cacheu en Guinée-Bissau», 42 p.

MADR, 2009. Recensement national du cheptel : Présentation des résultats, 116 p.

MENCJS, 2013. Rapport d'état du système éducatif : Marges de manœuvre pour le développement du système éducatif dans une perspective d'universalisation de l'enseignement de base et de réduction de la pauvreté, 164 p.

MI/DGIT/Groupement GETECS/BETRAP-SARL, 2016. Volume 7 : rapport d'étude d'impact environnemental & social/Étude technico-économique détaillée, d'impact environnemental et

social et d'élaboration du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) pour l'aménagement et le bitumage de 145 km de routes en terre en Guinée Bissau, 123 p.

MERN/DGRH/PASE, 2012. Hydrométrie, gestion et valorisation des données hydrologiques nationales, 135 p.

MERN/DGRE/PNUD, 2011. Mise à jour du Schéma Directeur de l'Eau et de l'Assainissement de la Guinée-Bissau (2011-2020)/ Plan d'actions OMD-SMDD pour l'Approvisionnement en Eau Potable et l'Assainissement (AEPA), 101 p.

MEPIR, 2011. Deuxième Document de Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (DENARP II 2011-2015), 127 p.

MTPCU/Louis Berger S.AS, 2004. Rapport d'étude d'impact sur l'environnement/Rapport définitif Avant Projet Détaillé, 89 p + annexes.

MRNER, 2008. Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie nationale et le plan d'action sur la diversité biologique en Guinée-Bissau, 13 p.

NATION UNIES, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992.

PIERRE A. et al, 1999 ; *L'évaluation des impacts sur l'environnement*, Processus, acteurs et pratique, Presses Internationales Polytechnique, avec la collaboration de l'IEPF, 416 p.

PNUD, 2014. Normes environnementales et sociales, 64 p.

PNUD, 2006. Document de synthèse/Reformer les politiques les Objectifs du Millénaire pour le Développement en Guinée Bissau, 16 p.

PNUD, 2006. Rapport National sur le développement humain en Guinée-Bissau 2006, 154 p.

PREDAS/CILSS, 2006. Suivi écologique des ressources ligneuses disponibles dans les bassins d'approvisionnement en bois énergie des principales villes de Guinée-Bissau : Recensement des sites, outils et résultats du suivi écologique, 41 p.

UE/MWH, 2007. Élaboration du Profil Environnemental de Pays – Guinée Bissau, 122 p.

UICN, 2007. Parcs de Guinée Bissau/Évaluation de l'efficacité de la gestion des aires protégées, 35 p.

UICN et IBAP, 2005. Contribution de la Guinée-Bissau à l'Élaboration d'une Charte sous régionale pour une Gestion Durable des Ressources de Mangroves, 52 p.

République de Guinée Bissau/Groupe de la BAD, 2018. Aide mémoire de la mission d'évaluation du projet de construction de la route Boké-Quebo (du 06 au 14 mars 2018), 31 p.

République de Guinée Bissau/Nations Unies, 2016. Cadre de Partenariat entre la Guinée-Bissau et les Nations Unies 2016 -2020, 45 p.

SADAR. H., 1996. Évaluation des impacts environnementaux, 158 p.

IX. ANNEXES

ANNEXE 1 : Termes de référence de l'actualisation de l'EIES.

ANNEXE 2 : Liste des personnes ressources consultées.

ANNEXE 3 : Procès-Verbaux des séances d'informations et de consultations publiques.

ANNEXE 4 : Liste des espèces animales protégées en Guinée Bissau.

ANNEXE 1 : TERMES DE RÉFÉRENCE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GÉNÉRALE DES INFRASTRUCTURES
DE TRANSPORT

GUINÉE BISSAU
Unidade – Luta - Progresso

TERMES DE RÉFÉRENCE

ACTUALISATION D'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DU PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA ROUTE BOKÉ- QUEBO

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

MARS 2018

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
PRÉAMBULE	3
I – OBJECTIF	3
II – RÉSULTATS	3
II.1 – Contexte et justification du projet.....	4
II.2 – Description du projet et de ses alternatives	4
II.3 – Description du cadre politique, juridique et institutionnel	4
II.4 – Définition de la zone d’influence du projet	4
II.5 – Analyse de l’état actuel de la zone du projet.....	4
II.6 – Identification et évaluation des impacts potentiels du projet	5
II.7 – Analyse des risques environnementaux et sociaux du projet	5
II.8 – Proposition des mesures environnementales et sociales et recommandations.....	5
II.9– Plan d’Action de Réinstallation (PAR) ou Plan Succinct de Réinstallation (PSR)	6
II.10 – Participations ou consultations publiques	6
III – APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE DE L’ACTUALISATION DE L’ÉTUDE.....	6
IV – DURÉE DE LA MISSION ET LIVRABLES DE L’ÉTUDE	7
IV.1 – Durée et chronogramme de l’étude	7
IV.2 – Livrables de l’étude	7
V – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	7
V.1 – Moyens humains et logistiques	7
V.1.1 – Moyens humains	7
V.1.2 – Moyens matériels	7
V.2– Principaux intervenant dans l’exécution du projet	8
V.3– Appui du Promoteur	8
V.4 – Validation de l’étude d’impact environnemental et social et élaboration du certificat environnemental du projet	8

PRÉAMBULE

De façon générale, les projets de réhabilitation et de construction d'infrastructures de transport routière ainsi que l'amélioration des équipements en milieu rural contribuent à la facilitation de la circulation des usagers du tronçon, à l'évacuation des productions agro-sylvo-pastorales, aux évacuations sanitaires, au développement des activités socio-économiques. En outre, ils contribuent à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations locales, etc.

Le projet d'aménagement de la Route Boké-Quebo (23 km) s'inscrit dans ce cadre. Cependant, les activités de ce projet ne peuvent être réalisées sans des effets sur les milieux biophysiques et socio-économiques. En vue de prendre en compte ces impacts, le projet avait déjà fait l'objet d'une Étude d'Impact Environnement et Sociale (EIES) en 2003.

L'objectif actuel du Maître d'Ouvrage, vise à actualiser cette EIES antérieure conformément à la politique de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque Africaine du Développement (BAD) tout en prenant en compte le cadre politique, juridique et institutionnel de la Guinée Bissau.

I – OBJECTIF

L'actualisation de l'étude environnementale et sociale concernera les zones d'influence directe et indirecte du tronçon de route du projet, ainsi que les zones contiguës qui peuvent être sensibles aux travaux et à l'utilisation de l'infrastructure.

L'objet de la présente étude est d'actualiser l'évaluation des impacts du projet sur l'environnement aussi bien sur le milieu biophysique que sur le milieu socio-économique (santé, sécurité, commerce, condition de vie des populations locales, etc.).

L'étude apportera au maître d'ouvrage les informations suffisantes pour justifier du point de vue environnemental et social, l'acceptation ou la modification, voire le rejet du projet, ou la sélection d'une alternative, en vue de son financement et son exécution. Elle servira également de base pour identifier les principales mesures qui doivent accompagner la réalisation du projet pour répondre aux problèmes environnementaux et sociaux et l'insertion de l'infrastructure routière dans son environnement puis aux opportunités identifiées.

II – RÉSULTATS

L'actualisation de l'EIES du Projet de construction et de bitumage de la route Boké-Quebo (23 km) devra aboutir aux résultats suivants:

- le contexte et la justification du projet sont présentés ;
- la description sommaire du projet et de ses alternatives possibles est faite ;
- la description du cadre politique, juridique et institutionnel en matière d'EIES en Guinée Bissau est réalisée ;
- le Système de Sauvegardes Intégré (SSI) de la Banque Africaine de Développement est pris en compte dans le cadre du projet ;
- la définition de la zone d'influence du projet est faite ;
- l'analyse de l'état actuel de la zone du projet est réalisée ;

- l'identification et l'évaluation des impacts potentiels du projet sont faites ;
- l'analyse des risques environnementaux et sociaux du projet est faite ;
- les mesures pour atténuer et compenser les impacts négatifs et optimiser les impacts positifs sont connues ;
- le Plan de Gestion Environnementale et Sociale du projet est élaboré ;
- le Plan d'Action de Réinstallation (PAR) ou le Plan Succinct de Réinstallation (PSR) des Personnes Affectées dans les emprises du projet est élaboré tout en prenant en compte l'estimation du nombre de personnes à déplacer et les besoins de réinstallation ;
- la participation du public est pris en compte ;
- l'évaluation des coûts des mesures environnementales et sociales proposées est faite ;
- des recommandations de mesures pour atténuer et compenser les impacts négatifs et optimiser les impacts positifs, tant pour la phase de construction que la phase d'exploitation. Ces recommandations comprendront un Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES).

II.1 – Contexte et justification du projet

Lors de cette actualisation de l'EIES, il sera procédé à la présentation du contexte et de la justification du projet de construction et de bitumage de la route Boké-Quebo (23 km).

II.2 – Description du projet et de ses alternatives

Cette partie présentera le projet et ses alternatives y compris les différentes activités et les principales composantes environnementales et sociales qui peuvent vraisemblablement être affectées positivement ou négativement lors des travaux.

II.3 – Description du cadre politique, juridique et institutionnel

Le Consultant procédera à la collecte et à l'analyse de tous les documents relatifs à la politique environnementale et sociale de la Guinée Bissau, de même que le cadre juridique et institutionnel en relation avec le projet y compris les conventions internationales ratifiées par le pays. En outre, il sera tenu compte du Système de Sauvegarde Intégré de la BAD.

En ce qui concerne le cadre institutionnel, il sera procédé à l'identification de toutes les institutions publiques nationales ou privées qui sont susceptibles de contribuer à la mise en œuvre du projet.

II.4 – Définition de la zone d'influence du projet

Sur la base de la visite de reconnaissances du tronçon de route Boké-Quebo (23 km) et des informations obtenues sur l'emprise du projet, il sera procédé à la définition de la zone d'influence directe et indirecte où le projet pourrait avoir des impacts directs et indirects sur les milieux biophysiques et socio-économiques.

II.5 – Analyse de l'état actuel de la zone du projet

Il sera analysé la situation environnementale et sociale existante et les pressions actuelles sur l'environnement au niveau de la zone d'influence du projet. L'analyse ne se concentrera pas seulement sur

les seuls aspects qui peuvent être affectés négativement, mais identifiera également les opportunités socio-éco-environnementales liées au projet. Ainsi, il collectera et analysera les données de base sur les éléments pertinents de l'aire d'étude qui caractérisent l'environnement sur le plan :

- biophysique (contexte climatique, qualité de l'air, ambiance sonore, contexte géologique et géomorphologique, paysage, faune et végétation dans les zones d'emprunt de matériaux et les carrières, eaux de surface et souterraines, sols, etc.). Une attention particulière devra être portée à d'éventuelles zones sensibles (zones de rassemblement de population, proximité de zone habitée, zones de forte concentration végétale, etc.) ;
- socio-économique (situation administrative, démographie, activités économiques, occupation des sols, conditions de vies des populations, cadre de vie des populations, etc.).

II.6 – Identification et évaluation des impacts potentiels du projet

L'analyse des effets du projet sur l'environnement prendra en compte notamment les impacts potentiels (négatifs et positifs) directs ou indirects sur toutes les composantes des milieux biophysiques et socio-économiques. Ces impacts devront être identifiés pour chaque phase du projet. Il sera également discuté les aspects réductibles ou inévitables des impacts négatifs.

Après description détaillée, les impacts bénéfiques et dommageables seront présentés de manière synthétique sous forme matricielle avec indication nature, intensité, durée, étendue et importance.

Sur le plan méthodologique, la mise en relation des activités sources d'impacts d'une part et des composantes de l'environnement affectés d'autre part, devra permettre de faire ressortir les interrelations entre les activités du projet et les composantes environnementales et sociales ainsi que les impacts potentiels. En outre, l'intensité, la durée et l'étendue seront les critères retenus pour déterminer et évaluer les impacts.

II.7 – Analyse des risques environnementaux et sociaux du projet

Il sera analysé les risques potentiels qui découlent de la mise en œuvre du projet. Ainsi, le niveau du risque sera évalué lors de cette étude.

II.8 – Proposition des mesures environnementales et sociales et recommandations

L'EIES a pour objectif d'intégrer dans le projet les mesures à prendre pour réduire ou éliminer les conséquences négatives des travaux sur l'environnement et le milieu social, améliorer les opportunités. Ainsi, il sera élaboré un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) visant à :

- mettre le projet en conformité avec les exigences légales en matière de politiques environnementales et sociales de la Guinée Bissau et de la BAD ;
- décrire les mesures d'atténuation, de compensation et d'optimisation, de suivi, de consultation et les mesures institutionnelles requises pour prévenir, minimiser, atténuer, compenser ou optimiser les impacts environnementaux et sociaux négatifs ou pour accroître les impacts positifs ;
- proposer des mesures de surveillance environnementale et sociale permettant de s'assurer de la bonne exécution des mesures d'atténuation, de compensation et d'optimisation pendant la phase des travaux ;

- proposer des mesures de suivi environnemental et social permettant d'une part de mesurer et d'évaluer les impacts du projet sur certaines composantes essentielles des milieux biophysiques et socio-économiques et d'autre part de mettre en œuvre des mesures correctives au besoin ;
- développer un Plan de Lutte contre les Infections Sexuellement Transmissibles (IST), le Virus de l'Immuno Déficience Humaine/Syndrome de l'Immunno Déficience Acquis (VIH/SIDA) et les grossesses non désirées ;
- proposer des mesures de préservation des aires protégées traversées et/longées par le tronçon de route du projet ;
- proposer un plan de reboisement ;
- proposer un programme de renforcement des capacités des différents acteurs du projet afin d'améliorer et de rendre efficace la gestion des impacts environnementaux et sociaux ;
- formuler des indicateurs de suivi des impacts selon les différentes phases du projet ;
- définir les prescriptions d'exploitation des emprunts et carrières, de la mise en œuvre des matériaux et celles de remise en état des lieux des sites d'emprunts de matériaux et carrières, des sites de dépôts et de la base-vie à la fin de l'exploitation ;
- prendre en compte toutes les initiatives complémentaires qui seront proposées pour améliorer la performance environnementale et sociale du projet ;
- estimer les coûts d'investissement et d'opération relatifs aux différentes mesures proposées (atténuation/compensation/optimisation), au programme de surveillance et de suivi environnemental et social et aux dispositions institutionnelles.

II.9– Plan d'Action de Réinstallation (PAR) ou Plan Succinct de Réinstallation (PSR)

Il sera élaboré un PAR (nombre total de PAP est égal ou supérieur à 200) ou un PSR (nombre de PAP inférieur à 200) dans le cas où l'acquisition ou la réquisition de terres et le déplacement de populations ne pourraient être évités dans le cadre du projet. Ce plan sera conforme à la législation en Guinée Bissau et aux Politiques et Directives de la BAD en matière d'expropriation et de déplacement involontaire de populations.

Ce PAR ou PSR fera ressortir l'approche méthodologique pour l'identification et le recensement des PAP, les méthodes d'évaluation et de compensation des biens affectés, les types et les quantités des biens affectés, les procédures de réclamations et des plaintes, les dates butoirs ainsi que les coûts des compensations.

II.10 – Participations ou consultations publiques

Il sera présenté les activités relatives à la consultation des principaux acteurs concernés par le projet et les groupes affectés. Les procès-verbaux de ces consultations seront annexés au rapport de l'EIES.

III – APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ACTUALISATION DE L'ÉTUDE

La mission sera exécutée en étroite collaboration avec la Direction General d'infrastructures de transport (DGIT), les Autorités concernées, etc. En outre, il sera adopté une approche participative afin de recueillir les avis des éventuelles populations riveraines.

Par ailleurs, il sera procédé à une visite de reconnaissance de l'emprise du tronçon de route Boké-Quebo (23 km), à une revue documentaire, à la collecte (enquêtes, entretiens) et à l'analyse des données de terrain en vue de l'élaboration de l'EIES, du PGES et du PAR ou PSR. Des grilles et des matrices seront utilisées pour l'identification et l'évaluation des impacts du projet.

IV – DURÉE DE LA MISSION ET LIVRABLES DE L'ÉTUDE

IV.1 – Durée et chronogramme de l'étude

La durée de la mission d'actualisation de l'EIES du projet d'aménagement de la Route Boké-Quebo (23 km) est de un virgule cinq (1,5) mois.

Le chronogramme de transmission des livrables se présente comme suit :

N°	Tâches	Durée	
		Partielle	Cumulée
01	Rapport provisoire de l'étude Environnemental et sociale	0,75	Mo+0,75
02	Observation de l'Administration	0,50	Mo+1,25
03	Rapport définitif de l'étude Environnemental et sociale	0,25	Mo+1,50

M0 : Date de notification par l'administration de l'ordre de commencer les prestations.

IV.2 – Livrables de l'étude

Il sera transmis au Maître d'Ouvrage les documents de l'actualisation de l'étude conformément aux délais indiqués dans le chronogramme ci-dessus. La nature et le nombre des documents à fournir à la DGIT/BAD sont récapitulés dans le tableau ci-après :

N°	Livrables	Nombre	
		DGIT	BAD
01	Rapport provisoire de l'Étude d'Impact Environnemental et Social	04	01
02	Rapport définitif de l'Étude d'Impact Environnemental et Social	04	01

V – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

V.1 – Moyens humains et logistiques

V.1.1 – Moyens humains

Il est attendu l'intervention d'un (01) expert environnementaliste diplômé BAC+5 en environnement ou équivalent expérimenté en études d'impacts environnementales et sociales, ayant au moins dix (10) ans d'expérience dans les études environnementales notamment sur des projets d'aménagement routier. Il doit avoir participé en tant qu'environnementaliste, à la réalisation d'au moins trois (03) projets similaires.

Une expérience en Afrique subsaharienne est indispensable. La connaissance des procédures en matière de sauvegarde environnementale de la BAD sera un atout très important.

V.1.2 – Moyens matériels

Le Bureau d'Études mettra à disposition de son personnel les moyens nécessaires pour exécuter convenablement la mission.

V.2– Principaux intervenant dans l'exécution du projet

Les principaux intervenants dans la réalisation du projet sont :

- Maître d'Ouvrage : Gouvernement de Guinée Bissau,
- Maître d'Ouvrage Délégué : DGIT,
- Consultant : AGEIM-IC.

V.3– Appui du Promoteur

Afin de permettre au Bureau de réaliser l'actualisation dans des conditions optimales et dans les meilleurs délais, la DGIT facilitera les contacts avec les Autorités Administratives locales et les visites sur le terrain puis mettra à la disposition du Bureau d'Études la documentation, les données, les rapports et plans des études antérieures relatives au projet dont il dispose.

V.4 – Validation de l'étude d'impact environnemental et social et élaboration du certificat environnemental du projet

Les versions provisoires de l'EIES y compris le PGES et du PAR ou PSR seront transmises à l'Autorité d'Évaluation Environnementale Compétente (AAAC) pour validation par le Comité Technique et Scientifique Ad Hoc. Les frais relatifs à la restitution des résultats de l'EIES provisoire ont été pris en compte dans les provisions. Par contre, les frais d'organisations des audiences publiques à travers son Comité Technique et Scientifique Ad Hoc en vue de prendre en compte les avis et préoccupations des populations locales sont à la charge du Client.

L'AAAC sera chargé de l'établissement de l'élaboration du Certificat environnemental sur la faisabilité environnementale et sociale du projet.

ANNEXE 2 : LISTE DES PERSONNES RESSOURCES CONSULTÉES

Liste des personnes ressources consultées

N°	NOMS ET PRÉNOM (S)	FONCTION	LOCALITÉ	CONTACT
01	Luis Miguel DA SILVA MALÙ	Directeur Général des Infrastructures de Transport	Bissau	+245 955 201 298
02	LUIS CARLOS DIARI	Directeur Technique des Infrastructures de Transport	Bissau	
03	MARIO BIAGUE	Directeur Général AAAC	Bissau	+245 663 54 94
04	PÉDRO IALA	Chef de projet DGIT	Bissau	+245 955 25 44 00
05	VANIA D'ALMEIDA	Assistante Sociale et Environnementale/DGIT	Bissau	+245 955 544 747
06	OSVALDO AFONSO VIEIRA	Représentant Ministère des Infrastructures	Buba	+245 955 231 734/ +245 966 383 333
07	SEKOU KEITA	Représentant de la Guinée Conakry dans le projet	Quebo	+245 966 621 054/ +245 966 621 054
08	IDRIÇA DJALO	Fonctionnaire préfecture	Quebo	
09	AMADU CAMARA	Chef de Gaduru	Gaduru	+245 955 415 749
10	ADUL DJALO	Chef de Balana	Balana	+245 955 391 000

**ANNEXE 3 : PROCÈS VERBAUX DES SÉANCES D'INFORMATIONS ET DE CONSULTATIONS
PUBLIQUES**

Procès verbal de Consultation des populations
de la localité de Ga-duru dans le cadre
de l'actualisation de ~~proj~~ l'Etude d'Impact
Environnemental et Social du projet d'aménagement
de la route Boké-Quebo.

N° 01

L'an deux mille dix-huit et le jeudi vingt et
neuf mars s'est tenue dans la localité de
Ga-duru la consultation des populations dans
le cadre du projet ci-dessus cité.

Etaient présents (Conférez liste de présence)

Après les salutations d'usage, l'Environnementaliste
a procédé à la présentation sommaire du projet
aux participants, à savoir les emprunts, les impacts
potentiels positifs et négatifs, les mesures qui seront
proposées pour compenser, réduire les impacts.
Par la suite, il a expliqué la procédure qui
sera utilisée pour faire le recensement des biens
qui seront impacts.

La parole a ensuite été aux participants pour
exposer leurs préoccupations et suggestions afin que le
projet s'intègre de façon harmonieuse dans son milieu.

La population souhaite la construction d'une école
dans le village car l'école la plus proche est à
environ 2km du village.

La population souhaite également la réalisation d'un
terrain de foot-ball.

- La construction d'un centre de santé est aussi nécessaire car n'ayant pas de centre de Santé 02 dans la zone, elles sont obligées de consulter à Quereba.
- Souhait de construire un marché ;
- Les femmes demandent la réalisation de forage car le village n'en a pas.
- Il est strictement interdit aux étrangers d'encercler les femmes de la localité,
- Il est aussi strictement interdit aux étrangers de la localité de frapper un enfant,
- Pour finir, la population souhaite l'indemnisation et la réinstallation des personnes et leurs biens affectés.
- Par ailleurs, les jeunes du village souhaitent des accompagnements en tenue de sport, chaussures pour leur football.
- Le souhait du recensement de la main d'œuvre locale pour les travaux.
- Les femmes souhaitent avoir des décontaminantes pour le riz ;

Débutée à 11h10mn, la séance a pris fin à 13h03mn

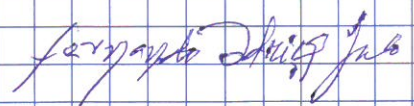
Ont signé :

Le Président de séance



Amadou CANABA

Le Secrétaire de séance



Djiéba Djalo

LISTE DE PRESENCE

OBJET : Consultations publiques NGA-Duou

DATE : 29-03-2018

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
01	Amadi Camata	Leveador				
02	Hamadi Mané	Mecanicien		95.5731417		
03	Hamadee Djalo	Conducteur		95.5321833		
04	Amadee Camata	Leveador		95.5924198		
05	Samba Momo Mané	Conducteur		95.5238979		
06	Sadio Guede	Conducteur		95.5443666		
07	Laminata Sane	Conducteur		95.5136176		
08	Lixi Couara	Leveador		95.5804877		
09	Amadee Toko	Leveador		95.5283360		
10	Braina Ojalo	Conducteur		95.5225642		
11	Hamadee Djiguile	Leveador		95.5769134		
12	Hamadee Mee Barry	Leveador				

N° Gauduwa

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
1	Uzi Bala Dfalo		17 Sairu Turo		33 Boraima Camara	
2	Mazi Sadio Cointe		18 Fati Camara		34 Sana Camara	
3	Salmana Balde		19 Alha Dfalo		35 Amadu Balde Cuiate	
4	Mamata Bangura	955125648	20 Siro Dfalo		36 Balar Turo	
5	Adama Bari		21 Lumba Balde		37 Aissa Cuiate	
6	Taibo Balde		22 Aissatu Mame		38 Fati Dfalo	
7	Alsaime Balde	955784373	23 Hadiatu Mame		39 Laba Camara	
8	Samba Balde		24 Lumba Mame		40 Sore Culubali	
9	Gale Cuiate		25 Adama Bari		41 Ramatu SO	
10	Musa Dfalo		26 Lobe Culubali		42 Sairu Dfalo	
11	Sordfo Cuiate		27 Um-Mo Camara		43 Siro Dfalo	
12	Boraima Balde	955621674	28 Aissatu Camara		44 Djenabo Mame	
13	Umara Dfalo		29 Dfiba Dfalo		45 Ham-Mode Mame	
14	Salai Camara		30 Lumba Camara		46 Ramatu Mame	
15	Sandra Umou Mame		31 Camdeira Dfalo		47 Ussai Camara	
16	Iaio Camara		32 Boraima Dfalo		48 Mamadu Sima	

Localité de N Ga-Dum

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
13	Anha Djoko	Surveiller		95 536 8021		
14	Ala Vante	-u-				
15	Dacoda Djoko	Surveiller		95 551 6114		
16	Heminata Sane	-u-		?		
17	Dubaer Kopubali	-u-		?		
18	Lufai Baldi	Conducteur		96-6352814		
19	Bai Kopubali	Surveiller		95 519 190946		
20	Lafie Pama	Surveiller		?		
21	Gendou Pama	Officier		95 537 2849		
22	Gendou Pama			95 532 1833		

N'gaderer

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
50	Djenabo Balde					
51	Salim Dfalo					
52	Manasaliu Dfalo					
53	Iancuba mané	955702917				
54	Salamato Balde					
55	Aissatu Balde					
56	Adubai Dfalo					
57	Abasane Sone					
58	Dfabuba mané					
59	Ayadbe wizi Dfalo					
60	Iabirina Dfalo					
61	Hawa Balde					
62	Fatu Dfalo					
63	Ioua Dfalo					
64	Mariam Dfalo mané					
65	Amadou Cuate					

Procès Verbal de Consultation des populations de la localité Gã Dembel dans le cadre de l'Étude N° 03 l'actualisation de l'Étude d'Impact Environnemental et social du projet d'aménagement du tronçon Bakel - Quebo

L'an deux mille dix huit et le vendredi trente mars s'est tenue dans la localité de Gã Dembel, la consultation publique de la population dans le cadre du projet ci-dessus cité.

Étaient présents à cette rencontre (Conferé liste de présence)

Après les salutations d'usage et présentations, l'équipe de l'Environnementaliste a procédé à la présentation sommaire du projet aux participants, à savoir les emprises concernées, les impacts potentiels positifs et négatifs du projet, les mesures qui seront proposées pour compenser, réduire les impacts. Ensuite, il a expliqué qui sera utilisée pour faire l'identification et le recensement des biens qui seront impactés.

La parole a ensuite été donnée aux participants pour exposer leurs préoccupations et suggestions afin que le projet puisse s'intégrer de façon harmonieuse dans son milieu.

- les populations sont très content et espèrent vraiment voir le projet se réaliser car il y a longtemps qu'ils attendent cela.

- les femmes souhaitent l'aménagement d'un marché,

et l'acquisition de décorhiqueuses de xig. Elles
pourraient également la construction d'un No 04
magasin de stockage de leurs marchandises et
faciliter les ventes.

- les femmes pourraient également la construction et
l'aménagement d'un centre de santé car il n'y en a
pas dans leur localité et les consultations les envoient
jusqu'à Quebo au Bureau.

- Les femmes voudraient également acquérir, avoir des
machines à presse de l'huile de palm et machines
à presse du manioc.

En rappel, dans la localité de Gardembé les femmes
sont organisées en groupement appelé "Aide moi dje
l'aide" en français et "Walam Hi Wale" en langue locale.

- les femmes pourraient également la construction d'une
"maison des femmes", la réalisation de pirogues,
l'acquisition d'une ambulance pour faciliter les
évacuations sanitaires;

- les femmes de la localité voudraient être formées dans le
domaine de la couture.

- Faciliter le recrutement de la main d'œuvre locale
pour les travaux;

- la population pourrait la construction d'un centre de
formation pour les jeunes (nouvelle technologie)

- l'aménagement des bas-fonds (≈ 100 ha) pour leur
permettre de mieux travailler.

- l'aménagement d'un terrain de foot-ball et d'un
centre culturel

- Les populations demandent l'indemnisation des biens
impactés ainsi que la réinstallation des personnes affectées 05

- Il est strictement interdit au personnel de chantier de
caustiquer les femmes de la localité.

Débutée à 9h38 mn, la séance a pris fin à 11h15 mn
après les remerciements et salutations des chefs de village.

Le Président de Séance

~~Amadou Balde~~

Amadou BALDE

Le Secrétaire de séance

~~Driga Djalo~~
Driga Djalo

LISTE DE PRESENCE

OBJET : Consultation publique de Gardembel

DATE : 30-03-2018

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
01	IBRAHIMA BA			95548018		
02	IÈRO JUMA CULUBALI			955461005		
03	Calijuma Queita			955553761		
04	MANOUBOI BARI			955429388		
05	MAHMAN CAMARA			955756276		
06	SÉRIFO COLUBALI			955436080		
07	BUBACAR CAMARA			955626899		
08	BRAYMA BARI			956169751		
09	SACALISA CAMARA			9555567994		
10	ALSENZ CAMARA			955134397		
11	DJANURY DJALLO			955367174		
12	MAMADIA BALLO DJALLO			955433575		

Ga-dembel

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
13	MARLIDO BÉ			95 5138334		
14	SAÏON SIDIBÉ			95 560879		
15	MARMASSALIE DJALÉ			95 5452875		
16	URI KUËNDA CAMARA			95 5864520		
17	MAMABE DJABI DJALÉ			95 5382228		
18	BRIMA BALDÉ			95 6261017		
19	LUNUSSA CAMARA			95 5290552		
20	MAMADO DJUMA DJALÉ			95 5161244		
21	SAÏUMA DJALÉ			95 5573754		
22	BRIMA DJALÉ			95 5487369		
23	DOUMINGO N'HA GA			95 5879516		
24	DIANE KARA			95 5279865		
25	MAMABE DJALÉ			95 5297002		
26	TALA URI DJALÉ			95 5539927		
27	ALUA DASSAMA			95 5414081		
28	MARIMA CAMARA			95 5434691		

Ga-dembel

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
29	URIBEL Bnde			95.5212758		
30	SIPICO SANÈ			96.6441735		
31	UMO AWA COLUBALI			95.6433262		
32	SIRI DJALO			95.5715822		
33	MARIA MELE			95.6445201		
34	SAMUËL SANHA			96.643.0994		
35	MARIA JALO			95.5406042		
36	BINTA BÈ			95.595.1161		
37	DALANDA CAMARA			95.5898168		
38	MARIAMA DJALO			95.5419688		
39	Fatoumata JALO			95.6297989		
40	SIRA DJALO 2e			95.5539920		
41	Bebe Oumbã			95.613461		
42	BACAR SANÈ			95.5134231		
43	MAMAH SEITA			95.6280672		
44	GAJO SEITA			95.5621537		

Ga-dern bel

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
45	Mamadou Sylla	cultivateur				
46	Sayon Sidibé	Blacé		955 08 79		
47	Mamadou Salio Diak	Cultivateur		545 28 75		
48	Ibourahima Balde	Tahies		626-1017		
49	Lamarana Bah	Karamoko		527 80 52		
50	Ibrahima Baldé	Cultivateur		646 97 51		
51	Aboubacar Keïta	Forçeron		536-70 80		
52	Dian Oury Diakho	Cultivateur		545-4843		
53	Gahla nampah	cultivateur		544-4805		
54	Mamadou Kouyate	Cultivateur		571-58-04		
55	Mamadou Diouma bah	cultivateur		575 62-51		
56	Ibourahima Diakho	cultivateur		548-7369		
57	Aboubacar Camara	cultivateur		562.6899		
58	Al-Sémé Diakho	cultivateur		545 96-73		
59	Mamadou Salio Diak	cultivateur		521 29-72		
60	Kadiatou Diakho	cultivateur		545-8272		

Ga-dembel

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
61	enSSomané diallo	Cultivateur		617 33-44		122
62	Sira diallo	Cultivateur		547 4115		122
63	Bangaly Bah	Cultivateur		604-8896		122
64	Samba Tonébohy	Cultivateur		5556482		122
65	Fatoumata Camara	Cultivateur		628 13 16		122
66	Lamarama Camara	Cultivateur		541 4474		122
67	Sakumatoru mané	Cultivateur		529 8782		122
68	Zénabou diallo	Cultivateur				4
69	Zénabou Coulobali	Cultivateur				X
70	Mariama Coulobali	Cultivateur		527 9865		X
71	Latanda Camara	Cultivateur				122
72	Adoumarané Touré	Cultivateur		559 2146		122
73	Aïssatou Bello diallo	Cultivateur		588 6496		122
74	oumé hama barry	Cultivateur				122
75	Fatoumata Touré	Cultivateur		540 1827		122
76	Mariama Barry	Cultivateur		562 5468		122

Gadamel

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
77	Fatoumata Djoude Touré	cultivateur		521 27 63		Fit
78	Salumateu Touré	cultivateur		559 67 28		Fit
79	Adama Wouy Bah	cultivateur		513 37 20		Fit
80	Fatoumata Bintou mari	cultivateur		517 05 66		Fit
81	Amadou dialla	cultivateur		599-7012		Fit
82	Djouma dialla	cultivateur		516-7244		Fit
83	Sumama djopou	cultivateur		535-1937		Fit
84	Mamadou diabodialla	cultivateur		530-1677		Fit
85	Mamadou pt pathe	Cultivateur		535 30 12		Fit
86	Aboubacar dialla	Cultivateur		542-6563		Fit
87	yeno diallo mara	Cultivateur		545-8408		Fit
88	Dian Wouy dialla	Cultivateur		592-7503		Fit
89	Aboubacar mara	Cultivateur		513-3720		Fit

Procès Verbal de consultation de la population de la localité de Balanne dans le cadre No 06 de l'actualisation de l'étude d'impact environnemental et social du projet d'aménagement du tronçon Boké - Québo (23km).

L'an deux mille dix huit et le samedi trent et un mars s'est tenue dans la localité de Balanne la consultation publique de la population dans le cadre du projet ci dessus cité.

Etaient présents à cette consultation (cf. liste de présence)

Après les salutations d'usage et présentations, le responsable du village a pris la parole et a souhaité la bienvenue à l'équipe de l'environnementaliste. L'environnementaliste a ensuite procédé à la présentation sommaire du projet, les différents impacts négatifs et positifs du projet, les mesures qui seront proposées pour minimiser, réduire et compenser les impacts négatifs. Il a également procédé à l'explication de la procédure qui sera utilisée pour l'identification et le recensement des personnes et de leurs biens.

La parole a ensuite été donnée aux participants pour exposer leurs préoccupations et suggestions afin que le projet s'intègre de façon harmonieuse dans son milieu.

- les femmes souhaitent la construction d'une école car le village n'en a pas. Elles voudraient

également la construction d'une mosquée. Cependant elle souligne que l'école la plus proche est N° 07 environ 3km du village, ce qui rend la fréquentation difficile pour les petits enfants.

- Les femmes de la localité souhaitent également avoir des forages et surtout un centre de santé pour avoir accès aux soins facilement.

- Les populations voudraient également avoir un moulin à grain.

NB: les populations sont organisées en association nommée " A Associação dos Agricultores de Ponte Balana (A.F.P.B).

- Les jeunes de la localité souhaitent l'aménagement d'un terrain de foot-ball.

- Prévoir des formations en couture pour les femmes,

- Prévoir des formations pratiques dans le domaine de l'agriculture, le maraîchage, ...

- Prioriser le recrutement de la main-d'œuvre lors des travaux,

Debutée à 10h00, la séance a pris fin à 11h20mn. après les remerciements des participants. Ont signé:

Le président de séance

Le Secrétaire de séance

Alissavini Dialo
ALISSAVINI DJALO

Jorgepach Dialo
DJALO Driça

LISTE DE PRESENCE

OBJET : Consultation publique de la population de Balanna

DATE : 31-03-2018

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
01	ADUC DJALO			95.5311000		
02	SATTO TURE			95.5568479		
03	ASSAINE DJALO			95.5212903		
04	MADO BANGURA			95.5766065		
05	LAMBA BALOE			95.5865345		
06	MANGA JAWWURI DJALO			95.5281909		
07	TAKBE BALOE			95.5224859		
08	ABUBACAR BALOE			95.5768752		
09	ABUHANÉ BA			95.5418835		
10	AMADOURI DJALO			95.6147413		
11	MAMADOURI DJALO					
12	SAYBA TRAÏ CARAYAT					

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
13	AYADEJUMA CATARA			95 5621730		
14	DESAINE SANE			95 5793586		
15	SADJO BANGURA			95.6065781		
16	SARAI CULUBALI			96 6045259		
17	ISSABEEL TCHUO			96 6853430		
18	MARIAMA DUESO SANE					
19	AIMATU DIALO					
20	SIRA TENEN DIALO					
21	CADJATU TURE					
22	ADAMATO CULUBALI					
23	TALUMATA CULUBALI			95.5930617		
24	AUA CANOE					
25	DOMINGAS DUADE					
26	AMINATA CULUBALI					
27	ADAMATULAI DIALO					
28	USBAI NETU BANGURA					

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
29	ADANA CULUBALI			955225748		
30	AISSATA DJI QUIATÉ					
31	SIRA CAMARA					
32	ADAMA TOURÉ					
33	QUINTA TORINTAKA					
34	DAN CRIMA					
35	CADJATU CAMARA			955948436		
36	MAMASSAMBA TOURÉ					
37	MAMADOU COO DJALO					
38	ANA BIDAN					
39	BINTUA INDJAY					
40	AMATU BARY					
41	BATOLI CANTÉ					
42	MARIAMA DJALO					
43	AISSATA DJI CULUBALI					
44	ASSIMIO BALOE			955908608		

ANNEXE 4 : LISTE DES ESPÈCES ANIMALES PROTÉGÉES EN GUINÉE BISSAU

Quadro N° 02 : Plano Nacional de Trio 2007/2008 (ZIC)

Espécies Integralmente Protegidas

	N° Ord.	Espécies	Quota annual
		Nome Vernaculo	Nome Cientifico
Mamiferos	1	Bùfalo	<i>Syncerus caffer</i>
	2	Pis cabalo (hipopotamo)	<i>Hippopotamus amphibius</i>
	3	Sim sim	<i>Kubus defessa</i>
	4	Boca branca (palanca vermelha)	<i>Hippopotamus equinus</i>
	5	Elefante	<i>Loxondota africana</i>
	6	Com (macaco cao)	<i>Papio papio</i>
	7	Santcho fula	<i>Erythrocebus patas</i>
	8	Macaco cinzento	<i>Cercocebus torquatus</i>
	9	Macaco bijagos	<i>Cercopithecus nictintans</i>
	10	Macaco mona	<i>Cercopithecus mona</i>
	11	Santcho preto (macaco preto)	<i>Cercopithecus aethiopus</i>
	12	Fatango (macaco vermeltho)	<i>Colobus badius</i>
	13	Macaco fidalgo	<i>Colobus polykomos</i>
	14	Dari (chimpanzé)	<i>Pan troglodites</i>
	15	Sitatunga	<i>Tragelaphus spekei</i>
	16	Onça	<i>Pantera pardus</i>
	17	Manatim (vaca marinha, pis bus)	<i>Trichechus senegalensis</i>
	18	Pangolim gigante	<i>Manis gigantea</i>
	19	Pangolim de rabo comprido	<i>Manis teradactyla</i>
	20	Bubalo	<i>Alcelaphus buselaphus</i>
	21	Lion (Leao)	<i>Pantera leo</i>
	22	Golfinho	<i>Ssp</i>
Aves	1	Papagaio cinzento	<i>Psitacus erithacus</i>
	2	Jabiru do senegal	<i>Ephipiorhinchus senegalensis</i>
	3	Abrute de coconote	<i>Gypohierax angollensis</i>
	4	Falcon	<i>Ssp</i>
	5	Agua de gritadeira	<i>Heliaeetus vocifer</i>
	6	Alma bafada (Grande calao)	
	7	Garça gigante	<i>Ardea goliath</i>
	8	Garça de pescoço negro	<i>Ardea melanocephala</i>
	9	Djugudé (Jagude)	<i>Ssp</i>
	10	Noititébos	
	11	Pelicano vulgar	<i>Pelicanus onocrotalus</i>
	12	Cagonha	
	13	Garça branca grande	<i>Egreta alba</i>
	14	Garça ardosia	<i>Egreta ardosiaca</i>
	15	Garça preta	<i>Egretta gularis</i>
	16	Milhafre	<i>Milvus migrans</i>
	17	Goraz	<i>Nycticarox nycticorax</i>

	18	Minhote gaivota	<i>Pnasion haliaetus</i>
	19	Garça branca Pequena	<i>Egretta garzetta</i>
	20	Corvo marinho	<i>Phalacrocorax lucidus</i>
	21	Colheireiro africano	<i>Platalea alba</i>
	22	Ibis sagrado	<i>Treskornis aethiopicus</i>
	23	Barbilhao amarelo	<i>Vanello senegalus</i>
	24	Abibe esporado	<i>Vanello spinosus</i>
	25	Coruja	<i>Ssp</i>
	26	Andorinha	<i>Ssp</i>
	27	Maçarico	<i>Limosa lapponica</i>
	28	Papa-ratos	<i>Ardeola ralloide</i>
	29	Alcaravao de senegal	<i>Burhinus senegalensis</i>
	30	Garça de cabeça negra	<i>Butorides striatus</i>
	31	Tamboril marginado	<i>Charadrius marginatus</i>
	32	Garça-real	<i>Ardea cinerea</i>
	33	Morcegos	<i>Ssp</i>
	34	Garça pequena (Quinancoi)	<i>Bubulcus ibis</i>
	35	Goras de casta branca	
Repteis	1	Lagarto	<i>Crocodylus niloticus</i>
	2	Tartarugas aquaticas	<i>Ssp</i>
	3	Giboia	
	4	Linguana de agua	<i>Varnus niloticus</i>
	5	Linguana de mato (cuto)	<i>Varnus exanthematicus</i>